

Jeunes et Mineurs en Mobilité

Young people and Children on the Move

N° 4- 2018

Bonnes pratiques d'accueil et approches méthodologiques innovantes

Good practices and innovative methodologies



N ° 4

2018



Jeunes et Mineurs en Mobilité Young people and Children on the Move

Revue électronique éditée par
l'Observatoire de la Migration des Mineurs
Laboratoire MIGRINTER-
Université de Poitiers- CNRS
MSHS – Bâtiment A5 – 5, rue Théodore Lefebvre
TSA 21103
F-86073 Poitiers Cedex 9
France
Tél : +33 5 49 36 62 20
daniel.senovilla@univ-poitiers.fr

Directeur de la publication

Adélina Miranda

Rédacteurs en chef

Daniel Senovilla Hernández

Nelly Robin

Secrétariat de rédaction

Corentin Bailleul

Benjamin Naintré

Océane Uzureau

Comité de rédaction

William Berthomière

Audrey Brosset

Jean-Pierre Deschamps

Gilles Dubus

Chabier Gimeno Monterde

Philippe Lagrange

Guillaume Lardanchet

Jean François Martini

Olivier Peyroux

Sarah Przybyl

Marie-Françoise Valette

Alexandra Vie

Graphisme

Les Six Patates Créations – sixpatates.com

Logotype

Lucie Bacon

Photo de couverture

OMM, 2015

Croquis

Eddy Vaccaro - eddy-vaccaro.over-blog.com

ISSN 2492-5349

Les articles reflètent les opinions des auteurs

Tous droits sans l'autorisation de l'éditeur

Copyright : OMM, 2018

Jeunes et Mineurs en Mobilité
Young people and Children on the Move
N° 4 — 2018

VARIA

Coordonné par

Daniel SENOVILLA HERNÁNDEZ

Avec le soutien de

Corentin BAILLEUL, Benjamin NAINTRÉ et
Océane UZUREAU

Ont collaboré dans ce numéro

Daniel GAZEAU a réalisé une refonte de différents aspects de la maquette



TABLE DES MATIÈRES

DANIEL SENOVILLA HERNÁNDEZ- CORENTIN BAILLEUL <i>L'urgente nécessité d'identifier des bonnes pratiques</i>	5
{DOSSIER} Bonnes pratiques d'accueil et approches méthodologiques innovantes	7
GUILLAUME CORON <i>Bonnes pratiques professionnelles dans l'accueil et la prise en charge des mineurs non accompagnés : l'importance de respecter l'intérêt supérieur de l'enfant</i>	8
EDA ELIF TIBET & ABDI DEEQ <i>De Novo : La photographie comme une façon de trouver sa place au sein du Monde</i>	18
<i>De Novo: Photography as a way of finding place in the World</i>	18
{PAROLES DE JEUNES- 1}	36
<i>Ici je suis chez moi</i>	38
<i>Portrait de Stéphane</i>	38
MARTINO LO CASCIO <i>Mineurs non accompagnés à Palerme : le théâtre comme expérience d'inclusion sociale</i> <i>Minori Stranieri Non Accompagnati a Palermo: Il teatro come esperienza d'inclusione</i>	40
JULIEN LONG <i>« L'EXIL EST UNE LUTTE »</i>	54
<i>Accueil informel et transformations des mobilisations sociales locales de l'espace de la cause des étrangers : le cas du collectif MIE à Nantes</i>	54
HENRY SHAH <i>Autonomisation des jeunes roms migrants en bidonville : croisements scientifiques et associatifs</i>	65
<i>Autonomization of young Roma migrants in slums: crossing research and NGO perspectives</i>	65
{PAROLES DE JEUNES- 2}	79
ALICE CLERY - FAUSTINE COLPIN-LAFUMA - SARAH PLOZANSKY - AUDE VINCKKETERS <i>Quand les images parlent : résultats d'un atelier photo avec les jeunes migrants du projet REMIV</i>	80
{VU, LU, ENTENDU}	87
LU - Fatou Diome : « celles qui attendent ».....	88
VU - Entretien avec Rachid Oujdi, réalisateur du film- documentaire « j'ai marché jusqu'à vous recits d'une jeunesse exilée ».....	90
ENTENDU - A plus d'une voix, permettre l'émergence d'une autre parole par le biais d'ateliers radiophoniques avec des personnes en exil.....	93

ÉDITORIAL

Éditorial

L'urgente nécessité d'identifier des bonnes pratiques



DANIEL SENOVILLA HERNÁNDEZ

CORENTIN BAILLEUL

La question du traitement de la migration indépendante de mineurs devient de plus en plus sensible tant au niveau politique que social. En France, on a consolidé au niveau législatif un modèle de traitement qui priorise de façon non dissimulée les intérêts institutionnels, fondamentalement budgétaires en protection de l'enfance et du contrôle migratoire, au détriment du principe d'intérêt supérieur de l'enfant consacré par le droit international des droits de l'homme. Les jeunes migrants qui se déclarent mineurs non accompagnés et qui prétendent bénéficier d'une protection sont soumis à toute une série de pratiques au niveau administratif qui cherchent à éviter – si possible – l'obligation légale de leur prise en charge institutionnelle en tant que mineurs privés temporairement ou définitivement de la protection de leur famille. Des refus d'entrée ou des renvois illégaux de jeunes mineurs à la frontière franco-italienne ou franco-espagnole, des refus de guichet suite à un bref examen visuel et quelques questions, des procédures d'évaluation de leur condition de mineurs non accompagnés trop longues qui impliquent des situations d'attente insupportables ou trop courtes et non argumentées juridiquement entravant leur droit d'accès à la justice. Des refus systématiques de la validité des documents d'état civil sans par autant proposer une voie alternative d'obtention d'une documentation d'identité afin d'éviter l'inexistence en droit des publics concernés. Des répartitions dans le territoire pour ceux reconnus mineurs sans aucun contrôle et au détriment de la construction sociale, éducative et personnelle développée par le jeune dans le département de premier accueil. Des obstacles dans l'accès à la scolarité en faisant une assimilation instrumentalisée de l'obligation scolaire (jusqu'à seize ans) avec le droit à l'instruction pourtant consacré par le droit international et français jusqu'à l'âge de la majorité. En somme, des innombrables exemples d'une posture institutionnelle qui chercherait à anéantir l'obligation juridique de non-discrimination qui pèse sur les personnes mineures et qui les différencie – et protège – par rapport à leurs pairs adultes étrangers.

L'autorité judiciaire, fort heureusement, répare

parfois les abus et agissement contraires au droit de l'autorité administrative, mais – hélas – semble parfois aussi s'imprégner de la polarisation sociale et politique qui contamine le traitement du public migrant en émettant des décisions qui semblent difficilement justifiables en droit. La décision du Conseil d'état du 25 octobre dernier validant la remise à la rue d'un mineur ivoirien évalué en tant que tel par un Conseil départemental, à cause du classement du dossier sans suite de la part du Procureur de la République, est particulièrement révélatrice d'une Justice qui semble méconnaître les principes les plus basiques en droit de protection de l'enfance en commençant par la considération primordiale de l'intérêt supérieur de l'enfant. Qui plus est, le gouvernement actuel rajoute une couche à ce traitement très peu protecteur du mineur migrant en proposant la création d'un fichier biométrique pour tenter d'empêcher ce que l'on appelle le « tourisme de la protection de l'enfance », déclinaison fâcheuse de « l'asylum shopping » européen et à l'origine de règles profondément injustes et arbitraires. En somme, on peut observer un modèle de traitement du mineur non accompagné qui résonne de plus en plus avec celui du demandeur d'asile adulte, avec la spécificité de l'insécurité juridique que revêt le traitement des mineurs, en l'absence d'une procédure claire et approuvée par des normes émanant du pouvoir législatif.

Dans ce contexte trouble, les jeunes migrants, les opérateurs associatifs et la société civile sont preneurs de bonnes pratiques qui puissent apporter un peu d'espoir et mettre en avant la forte capacité de résilience et d'adaptation qui présente la plupart des mineurs et jeunes migrants arrivant en France. Ce numéro, aussi inspiré par la nécessité de donner une image plus positive de la migration de mineurs et de dépasser les débats stériles de nature politique, est consacré à mettre en exergue quelques exemples de bonnes pratiques, au niveau français et international, et à l'échelle du travail d'accueil ou social, mais aussi au niveau des techniques et des outils d'enquête en sciences sociales.

Dans un premier article, Guillaume Coron, cadre socio-éducatif, aborde des aspects cruciaux de l'accueil des mineurs non accompagnés : l'importance d'apporter une information adaptée et compréhensible aux jeunes pendant les différentes étapes de leur prise en charge ; le rôle fondamental de l'école en général et d'une scolarisation rapide pendant la phase d'accueil provisoire d'urgence ; enfin, le respect du principe d'intérêt supérieur de l'enfant dans les procédures de répartition nationale des mineurs reconnus.

Eda Elif Tibet, anthropologue, nous présente une démarche de co-construction des savoirs

en mettant en valeur le travail artistique en tant que photographe d'Abdi Deek, jeune adulte d'origine somalienne arrivé en Turquie en tant que mineur non accompagné. Les photos d'Abdi et les textes qu'il associe à ces images sont d'une qualité et d'une puissance inhabituelles et abordent des sentiments et des émotions propres à la reconstruction d'une vie ordinaire en situation d'exile. Cette contribution est présentée en version bilingue anglais-français.

Martino Lo Cascio, psychologue et psychothérapeute, partage avec nos lecteurs son expérience d'utilisation du théâtre comme outil d'intervention pédagogique permettant la promotion du bien-être et l'émancipation progressive des mineurs non accompagnés à Palerme, en Sicile. L'article de Martino est aussi publié en version originale italienne et traduit en français.

Julien Long, sociologue, analyse les mouvements de solidarité et de soutien citoyens aux jeunes mineurs non accompagnés qui se trouvent sans protection dans le contexte de la ville de Nantes. Cette émergence d'un élan de solidarité de la part de la population civile qui s'est fortement accentué ces dernières années en France – et notamment suite à la dénommée 'crise de réfugiés' en 2015 – représente selon l'auteur une forme de lutte politique qui conteste et récrimine les défaillances de l'action publique et institutionnelle dans l'accueil de la population migrante.

Finalement, Henry Shah, diplômé de l'Université d'Harvard et étudiant à l'École des hautes études en sciences sociales- EHESS, met en exergue les contradictions et les limites des protocoles associatifs et institutionnels d'accompagnement à l'autonomisation des populations jeunes roms migrants en contexte de bidonville en région parisienne. Henry a eu l'amabilité de produire cet article en anglais, sa langue maternelle, et de la traduire par la suite au français.

Notre section Paroles de Jeunes est particulièrement riche pour ce numéro. Nous avons le plaisir de vous proposer les magnifiques textes écrits par Stéphane, jeune camerounais avec un fort talent d'écriture, ainsi que le travail photographique produit par quelques jeunes migrants basés à Poitiers, organisé et animé par un groupe d'étudiantes du Master Migrations Internationales du laboratoire Migrinter.

La section Lu, Vu, Entendu vous présente la méthodologie pour permettre l'émergence d'une

parole du public migrant dans le cadre des ateliers radio organisés par des bénévoles de l'association Modus Opérandi de Grenoble, un entretien avec le réalisateur Rachid Oujdi, auteur du documentaire « J'ai marché jusqu'à vous », et une note de lecture sur le livre de Fatou Diomé « Celles qui attendent ».

Loin de la simplification et de la logique réductionniste que les intérêts politiques et électoralistes font du phénomène migratoire, l'équipe de rédaction de la revue Jeunes et Mineurs en Mobilité, avec les limites que ses maigres moyens l'imposent mais avec un grand enthousiasme et de la persévérance, s'efforce de vous proposer, chers lecteurs et chères lectrices, une autre approche plus positive de la migration, y compris la migration de jeunes et de mineurs.

Très bonne lecture !



Crédit : Eddy Vaccaro

{DOSSIER}

Bonnes pratiques d'accueil et approches méthodologiques innovantes

Bonnes pratiques professionnelles dans l'accueil et la prise en charge des mineurs non accompagnés : l'importance de respecter l'intérêt supérieur de l'enfant

GUILLAUME CORON
Cadre Socio-Educatif

RÉSUMÉ

Le cadre légal et réglementaire français de protection de l'enfance peut sembler explicite et non discriminatoire. Dans la pratique il permet d'importantes marges d'interprétation et notamment pour l'accueil et l'accompagnement des Mineurs Non Accompagnés. Parmi de nombreuses vulnérabilités, ces jeunes gens ne peuvent pas souvent compter sur une représentation légale solide à même de défendre leurs intérêts. Cet article aura pour ambition de montrer que, malgré la multiplicité des enjeux pouvant expliquer ce phénomène, chacun conserve toujours des moyens d'agir. Ainsi, seront présentées des pratiques locales sans prétention qui peuvent contribuer à une meilleure effectivité du droit, notamment celui que prévoit la Convention Internationale des Droits de l'Enfant.

ABSTRACT

The French legal and regulatory framework for child protection may seem explicit and non-discriminatory. Yet in practice, it allows considerable room for interpretation, particularly for the reception and support of unaccompanied minors. Among other vulnerabilities, these young people often cannot count on a solid guardianship to defend their interests. This article will aim to show that, despite the variety of stakes that may explain this phenomenon, everyone always keep means of acting. Thus, unpretentious local practices will be presented which can contribute to a better effectiveness of the law, especially that one which is provided in the International Convention on the Rights of the Child.

INTRODUCTION

« L'accompagnement des mineurs [non accompagnés] actuellement, c'est la course au moins disant, le low cost du social, avec des prix de journée très bas et toujours une association pour prendre le marché »¹.

Cette citation résonne certainement de manière particulière chez celles et ceux qui côtoient, à titre professionnel ou bénévole, des Mineurs Non Accompagnés (MNA). Elle ouvre à la pluralité des aspects d'un débat qui fait rage en France et qui s'étend bien au-delà de ses frontières. Les enjeux du débat sont multiples. Ils s'expriment parfois de manière très explicite lorsqu'ils considèrent des aspects concrets (revendications financières des départements, entre autres). Ils peuvent s'avérer beaucoup moins évidents à identifier lorsqu'ils s'agrègent par exemple à des questions plus politiques (craintes identitaires par exemple).

Que se passe-t-il au pays des droits de l'Homme et des Lumières dont la Déclaration des Droits de l'Homme et du citoyen de 1789 a largement inspiré la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme des Nations Unies qui fêtera cette année ses 70 ans ? Nous n'ambitionnerons pas de répondre ici à cette question. Elle mérite cependant d'être posée et de rester ouverte avant de rappeler, de surcroît, que la France a signé et ratifié la Convention Internationale des Droits de l'Enfant (CIDE) qui est entrée en vigueur le 7 août 1990.

La CIDE est un traité international adopté le 20 novembre 1989 par l'Assemblée Générale de l'Organisation des Nations Unies. Son article 4 notamment lui donne une valeur obligatoire et contraignante pour tous les Etats qui en sont signataires. En tant qu'instrument de droit supranational, les Etats sont donc expressément invités à transposer ses principes directeurs dans leurs droits nationaux. C'est ainsi d'ailleurs que la CIDE a travaillé et façonné le droit national français au grès des réformes successives du champ de la protection de l'enfance.

Pourtant, en juin 2016, Corentin Bailleul et Daniel Senovilla Hernandez ont publié une « Enquête sur l'interprétation et l'application de l'article 3 de la CIDE dans les mesures prises à l'égard des Mineurs Isolés Etrangers (MIE) en France » (Bailleul & Senovilla, 2016). Elle propose une analyse démontrant « (...) que les dispositions internationales relatives aux MIE [ne

¹ Propos d'une éducatrice cités dans un dossier spécial de la revue Lien Social – n°1220 du 11 au 24 janvier 2018.

sont] appliquées que de manière parcellaire par les autorités publiques de certains Etat-membres (dont la France) ». En conséquence, elle met en évidence « (...) la manière dont le législateur français [a] progressivement appréhendé [le phénomène des MIE] par la mise en œuvre de mesures dérogatoires (...) [permettant] aux autorités publiques de contourner partiellement leurs obligations internationales en conservant une base légale justifiant leurs pratiques » (Bailleul & Senovilla, 2016).

La CIDE relève donc de principes généralistes pouvant faire l'objet de multiples interprétations. Aussi, malgré son caractère contraignant, il s'avère possible de la contourner ou de minorer sa portée. Il peut donc paraître surprenant et même étrange qu'un droit contraignant en France puisse fluctuer en fonction des contextes et des sujets.

Accueillis au titre de l'article L.223-2 du Code de l'Action Sociale et des Familles (CASF) lors de la phase de mise à l'abri, les MNA relèvent immédiatement des dispositions juridiques du champ de la protection de l'enfance. A ce titre, ils font l'objet d'une présomption de minorité puisque le texte indique notamment que : « En cas d'urgence et lorsque le représentant légal du mineur est dans l'impossibilité de donner son accord, l'enfant est recueilli provisoirement par le service qui en avise immédiatement le procureur de la République ». Toutefois, la loi prévoit que cette présomption doit être assortie d'une évaluation minorité-isolement. Dès lors que cette évaluation confirme leur minorité et leur isolement, y compris lorsque des vérifications sont envisagées avec le concours de l'autorité judiciaire, ils relèvent ensuite de l'Assistance Educative (articles 375 et suivants du Code Civil). Les MNA sont donc, dès le premier jour de leur accueil, une catégorie à part entière des usagers de l'Aide Sociale à l'Enfance (ASE). Ainsi, les conditions de leur accueil/hébergement, comme les pratiques professionnelles afférentes devaient satisfaire aux principes des Recommandations de Bonnes Pratiques Professionnelles de l'Agence Nationale de l'Evaluation Sociale et Médico-sociale (ANESM)² comme à celles d'autres documents d'orientation qui structurent le secteur³.

Pourtant, et dans le sens de l'enquête de Bailleul

et Senovilla Hernández, l'observation des modalités d'accueil et des pratiques professionnelles met en lumière, bien plus que pour d'autres catégories de mineurs relevant de l'ASE, un dispositif d'accueil à géométrie variable. Les enjeux et contraintes justifiant ces écarts se situent à différents niveaux de responsabilité. Les moyens et les leviers d'action pour tenter de réduire ces écarts diffèrent donc selon que l'on observe les responsabilités de l'Etat (niveau macro), les responsabilités des départements (niveau méso) ou celles des acteurs et opérateurs de terrain (niveau micro). Cependant, ces différentes responsabilités s'engagent différemment et ne nous semblent pas pouvoir s'envisager comme étant exclusives les unes des autres. Elles apparaissent dès lors complémentaires pour qui ambitionne de contribuer à renforcer les synergies nécessaires pour « muscler » ce qui apparaît comme l'application d'un droit potentiellement « mou » auquel des arguments exonérateurs peuvent très facilement être opposés, et ce, quel que soit le niveau de responsabilité considéré (afflux, manque de moyens et de temps, etc.).

Aussi, nous tenterons au travers de cet article de contribuer à la réflexion concrète qu'il nous semble nécessaire de soutenir quotidiennement dans les établissements et services qui accueillent des MNA. Pour ce faire, nous nous appuierons sur notre pratique ancienne⁴ d'accueil et d'accompagnement⁵ qui débute dès la phase de mise à l'abri et se poursuit lorsque la minorité et l'isolement des jeunes gens que nous accueillons sont confirmés. Les principes de la réalisation d'un livret d'accueil spécifique pour les MNA, le redéploiement de moyens pour une scolarisation immédiate dès la phase de mise à l'abri, ainsi que les voies de frayage que nous tentons d'ouvrir pour une meilleure prise en compte de l'intérêt supérieur de ces jeunes gens lors du processus de réorientation nationale, seront trois aspects non exhaustifs des pratiques que nous développons. Nous souhaitons qu'elles puissent s'avérer inspirantes pour d'autres, quitte à être critiquées puisqu'évidemment critiquables.

4 L'établissement accueille des jeunes MIE/MNA depuis la fin des années 1990.

5 Au sein d'un Foyer de l'Enfance qui propose des modalités de placement diversifiées : plusieurs unités d'internats éducatifs d'accueil d'urgence (foyers), des familles d'accueil d'urgence, une classe, ainsi qu'un dispositif de suivi et d'accompagnement individualisé pour adolescents. Les Foyers de l'Enfance sont des établissements publics, que l'on retrouve dans quasiment tous les départements. Ils sont souvent les héritiers du dépôt des hospices civils. Ils sont financés par les Départements et ont pour mission d'assurer l'accueil d'urgence, l'observation et l'orientation des enfants et adolescents confiés ou admis à l'Aide Sociale à l'Enfance.

2 Voir la Recommandation de Bonnes Pratiques Professionnelles publiée par l'ANESM en janvier 2018 concernant « L'accompagnement des Mineurs Non Accompagnés dits Mineurs Isolés Etrangers ».

3 Voir par exemple la « Démarche de consensus concernant les besoins fondamentaux de l'enfant en protection de l'enfance » remise en février 2017 à la Ministre des familles, de l'enfance et du droit des femmes par le Docteur Marie-Paule Martin-Blachais.

L'IMPORTANCE D'INFORMER LES MINEURS NON ACCOMPAGNÉS DE FAÇON ADAPTÉE : UN EXEMPLE DE LIVRET D'ACCUEIL

Prétendre assurer l'accès au droit et l'exercice des droits selon un principe de non-discrimination dans un contexte où puisse s'exprimer librement une opinion (pour être prise en compte), suppose un accès adapté à l'information. Cette nécessité se situe au cœur des principes fondamentaux de la CIDE et se trouve renforcée par les recommandations de bonnes pratiques professionnelles de l'ANESM⁶. Dans le même sens, le Conseil de l'Europe a initié fin 2017 une réflexion relative aux nécessités d'information adaptée aux mineurs en situation de migration⁷.

Or, il se trouve que les MNA, lors de leur premier accueil, durant la phase de mise à l'abri, et particulièrement lorsqu'ils sont allophones, peuvent se retrouver plusieurs semaines, voire plusieurs mois dans un état de stress aigu et d'hyper vigilance. Cela est dû, en partie, à l'insécurité liée à l'incompréhension de leurs conditions d'accueil, de leur situation administrative et des mesures décidées pour eux (Gaultier & Yahyaoui, à paraître) dans un environnement matériel et humain parfois carentiel. L'incompréhension du fait de la langue mais aussi des écarts culturels quant aux dispositifs légaux et réglementaires qui régissent leur situation peut représenter un important facteur de vulnérabilité. Ce facteur peut alors venir se surajouter aux expériences déshumanisantes vécues parfois dans leur pays d'origine ou durant leurs parcours migratoires, aux éventuels manques de connaissances des professionnels qu'ils côtoient, ainsi qu'à l'absence de représentation légale en France pour soutenir et défendre leurs intérêts.

Forts de ces constats, nous avons créés artisanalement fin 2016 un livret d'accueil spécifique pour les MNA. Ce livret d'une quinzaine de pages propose une combinaison d'illustrations graphiques et d'informations écrites traduites en plusieurs langues (anglais, arabe, dari, pachto, portugais, etc.). Utilisé lors de l'admission des MNA (et aussi souvent que nécessaire par la suite), il s'envisage comme un support d'information et de communication non-autonome. Il n'a donc pas

pour fonction première d'être distribué aux seules fins d'information puisqu'il vise surtout à permettre une interrelation jeunes/professionnels autour des principaux sujets de préoccupation des adolescents au cours de leur séjour (processus d'évaluation sociale minorité-isolement ; vérifications avec le concours de l'autorité judiciaire ; processus de réorientation nationale ; identification des liens familiaux ; recueil des informations relatives à la santé ; examens médicaux à réaliser au cours du séjour ; modalités de scolarisation à court et moyen terme ; articulations entre liberté religieuse et laïcité au sein de l'établissement et dans la société ; prévention et signalement des phénomènes de Traites des Etres Humains). Le livret a été construit dans une démarche inclusive puisque les jeunes gens accueillis ont été consultés pour évaluer la maquette réalisée sans eux avant qu'il ne soit procédé à des ajustements suite à leurs remarques.

Images 1 et 2 : Exemples des planches du livret d'accueil

⁶ Voir note de bas de page 2.

⁷ Plus d'information sur le site du Conseil de l'Europe : <https://www.coe.int/fr/web/children/-/new-web-page-child-friendly-information-for-children-in-migration-and-life-projects>

Nous relevons qu'il a permis une nette évolution des pratiques. En effet, nous constatons jusqu'à lors que nombre d'adolescents étaient accueillis de manière plus informelle que s'ils avaient été « nationaux ».

De plus, dans un contexte de flux important (parfois plusieurs arrivées par jour), l'accès à l'information dans un environnement inconnu s'avérait donc plutôt aléatoire car fonction des disponibilités, connaissances, aptitudes et sensibilités des professionnels présents lors de l'admission. Ainsi, le livret garantit désormais une égalité de traitement entre tous les jeunes accueillis. Au-delà, les nombreux témoignages spontanés qu'ils ont pu nous adresser à son sujet nous permettent d'attester de son utilité. Certains jeunes nous disent d'ailleurs s'en servir pour lever les incompréhensions que peuvent leur exprimer quelques-uns de leurs compatriotes dans les heures et jours qui suivent leur admission.

Depuis janvier 2018, avec le soutien financier de la Fondation de France, nous avons initié un projet de recherche-action partenarial et interuniversitaire dans le but d'améliorer ce support en renforçant sa fonction de soutien social informatif. Le soutien social recouvre « (...) l'ensemble des relations interpersonnelles d'un individu lui procurant un lien affectif positif, une aide pratique (instrumentale, financière) mais aussi des informations et évaluations relatives à [une] situation menaçante » (Bruchon-Schweitzer, 1994). Nous ambitionnons ainsi de réduire toujours plus l'insécurité informationnelle en fournissant aux MNA et aux professionnels un outil plus performant de médiation des savoirs en tant qu'adaptation de l'information « facilitant les processus cognitifs d'activation et d'interprétation du sens et d'appropriation de l'information pour construire des connaissances signifiantes » (Gardies & Rinaudo, 2015). La revue de l'art et l'étude diagnostique en cours devront permettre la création de supports visuels non linguistiques⁸ pour écarter le recours à une langue et à l'écrit. Il s'agit d'une conception universelle, telle que définie par le Conseil de l'Europe en 2009 en tant que « stratégie qui vise à concevoir des produits et environnements qui soient, autant que faire se peut (...) accessibles, compréhensibles et utilisables par tous » (Ginnerup, 2009). Il est à préciser que nous conduisons ce projet toujours selon une démarche inclusive. En effet, les pictogrammes et les

⁸ Réalisés par un illustrateur/graphiste selon un cahier des charges.

illustrations sont testés par les adolescents dans le cadre d'entretiens filmés pour permettre leur exploitation fine par un laboratoire de recherche universitaire en linguistique (médiation des conflits en contexte de surdité et d'interculturalité). Nous pouvons ainsi mesurer la compréhension des supports visuels informatifs utilisés ainsi que leur perception culturelle pour éviter certains biais. Au-delà, nous souhaitons participer au niveau national à une meilleure coordination de l'accueil et du suivi de ce public. Aussi, nous prévoyons de mettre en ligne le support créé en l'accompagnant d'une guide d'utilisation à l'attention des professionnels.

Pour conclure, nous postulons que le temps d'accès à des informations permettant une effectivité des droits est souvent beaucoup trop long/aléatoire et vecteur d'insécurité. Il peut renvoyer l'adolescent à un sentiment d'impuissance, d'incompréhension et d'isolement et donc retarder l'émergence d'un nécessaire sentiment d'efficacité/contrôle sur son environnement (empowerment⁹).

SCOLARISATION DÈS LA PHASE DE MISE À L'ABRI : UNE PRATIQUE QUI DEVRAIT ÊTRE SYSTÉMATIQUE

Près de 100% des jeunes gens que nous accueillons lors de la phase de mise à l'abri déclarent immédiatement vouloir aller à l'école puis apprendre un métier. Nous repérons qu'il s'agit d'une demande première et essentielle, ce qui différencie bien souvent les MNA de la plupart des jeunes « nationaux » que nous accueillons également. Cette demande rencontre donc parfaitement les principes de la CIDE qui consacre le droit à une éducation accessible à tous et sous différentes formes selon les capacités de chacun. L'article 29 indique d'ailleurs que « L'éducation doit viser à favoriser l'épanouissement de la personnalité de l'enfant et le développement de ses dons et de ses aptitudes mentales et physiques, dans toute la

⁹ Selon la définition de l'OMS, l'empowerment est un processus par lequel les personnes acquièrent un plus grand contrôle sur les décisions et les actions qui affectent leur vie. Il peut s'agir d'un processus social, culturel, psychologique ou politique par lequel les individus sont en mesure d'exprimer leurs besoins, de présenter leurs préoccupations, d'élaborer des stratégies de participation à la prise de décisions et de réaliser des actions politiques, sociales et culturelles pour répondre à ces besoins. Grâce à un tel processus, les personnes voient une correspondance plus étroite entre leurs buts dans la vie et la façon de les atteindre, et une meilleure relation entre leurs efforts à fournir et les résultats à atteindre.

mesure de leurs potentialités ; inculquer à l'enfant le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales, et des principes consacrés dans la Charte des Nations Unies ; inculquer à l'enfant le respect de ses parents, de son identité, de sa langue et de ses valeurs culturelles, ainsi que le respect des valeurs nationales du pays dans lequel il vit, du pays duquel il peut être originaire et des civilisations différentes de la sienne ; préparer l'enfant à assumer les responsabilités de la vie dans une société libre, dans un esprit de compréhension, de paix, de tolérance, d'égalité entre les sexes et d'amitié entre tous les peuples et groupes ethniques, nationaux et religieux, et avec les personnes d'origine autochtone ; inculquer à l'enfant le respect du milieu naturel ».

Au cours de la seconde partie de l'année 2016, comme nombre d'établissements du secteur en France, nous avons été confrontés à une hausse considérable des accueils de MNA. Le contexte a pu être qualifié de critique à différents niveaux et en premier lieu concernant les unités d'hébergement qui étaient saturées. Nous avons donc été face à la nécessité de mettre en œuvre une adaptation rapide de modalités d'accueil et d'accompagnement existantes. En parallèle, nous avons sollicité le financement, par le département, d'une augmentation globale de la capacité d'accueil de l'établissement.

Cette démarche adaptative a considéré que, dans leur grande majorité, eu égard à leur autonomie et à l'absence de carences éducatives majeures, les MNA pourraient ne pas justifier d'autant de moyens humains pour leur encadrement éducatif au quotidien que les mineurs « nationaux ». Nous avons cependant décidé d'une affectation ciblée des moyens sollicités en les centrant sur la scolarité. Ainsi, là où nous aurions pu faire le choix d'une réduction quantitative des moyens d'encadrement dans une logique de « lowcostisation », nous avons réalisé un redéploiement qualitatif afin de renforcer la capacité d'accueil d'un dispositif interne de scolarité/formation. Précisons que nous procédons toujours d'ailleurs dans une logique identique avec tous les mineurs que nous accueillons lorsqu'il nous arrive de décider d'affecter par exemple des moyens humains à l'encadrement de chantiers éducatifs ou d'activités de jour quand ils ne sont pas scolarisés voire non scolarisables. L'accompagnement scolaire et pré professionnel que propose ce dispositif revêt un caractère de subsidiarité des dispositifs de droit commun pour les MNA dans l'attente du temps nécessaire à leur affectation scolaire par les services de l'Education

Nationale.

Les temps de classe en petits groupes alliés à une activité sportive hebdomadaire sont pensés et organisés pour pouvoir répondre, selon une pédagogie différenciée, à la pluralité des profils et antécédents scolaires des élèves. Cette scolarité est le plus souvent très investie. A l'instar d'études comme celle de De Wal Pastoor (2015) présentée dans le premier numéro de JMM, nous notons d'ailleurs une baisse sensible des troubles anxio-dépressifs que nous observions auparavant durant la nécessaire phase d'attente avant de pouvoir bénéficier d'une scolarité de droit commun. Au-delà, en plus de répondre à leur demande première de scolarisation, elle nous paraît assurer solidement les activités premières d'insertion dans la société française de ces adolescents.

Une récente démarche d'évaluation conduite avec les élèves permet d'isoler quelques verbatim illustratifs :

« Mon éducatrice m'a expliqué que je devais d'abord aller au DSF¹⁰, un mois ou deux, avant d'aller au collège. J'étais content car je pensais que le collège serait trop difficile et que je n'allais pas y arriver. Au départ, il est important d'apprendre que la langue. Moi, il a fallu que j'apprenne à écrire, à faire des lettres, car j'écrivais dans un autre alphabet, de droite à gauche. On m'expliquait bien. Les profs étaient gentilles. Quand on m'a appris que je devais partir au collège, j'avais envie de rester au DSF. J'aurais aimé rester plus longtemps. Beaucoup de choses ont changé quand je suis allé au collège. J'ai trouvé que c'était trop dur. Je n'étais pas bien au départ. Cela a duré pendant 4 ou 5 mois. Peut-être que certains s'adaptent plus vite mais moi je suis timide »

« Il y avait un jeune nouvellement venu au foyer avec lequel je partageais ma chambre. La première nuit il m'a posé plein de questions pour savoir comment les choses allaient se passer. Je lui ai donc dit qu'il irait dans un dispositif de formation où allaient tous les enfants qui arrivent au foyer. Je lui ai dit qu'ils y allaient pour apprendre un petit peu le français. J'ai dit qu'il y avait ceux qui ne sont pas allés à l'école dans leur pays d'origine et même ceux qui ont été à l'école mais qu'ils passaient forcément par là, quelques temps, avant d'être orientés dans un collège »

« La première fois que je suis arrivé au DSF, je me suis dit qu'étant donné que les personnes étaient gentilles avec nous, j'allais pouvoir me rappeler

¹⁰ Désignation du Dispositif de Scolarité et Formation employé par les élèves et les professionnels.

des choses que j'avais apprises mais que j'avais oubliées puisque la route pour venir en France a été très difficile. Je ne me rappelais plus de rien, je ne me rappelais plus de tout ce que j'avais appris. Je n'arrivais même plus à m'exprimer en français. C'était devenu difficile pour moi de parler en français. Lorsque je suis arrivé, malgré mon niveau de français, j'avais du mal à m'exprimer car je me sentais stressé, j'avais beaucoup peur. Mais avec le temps que j'ai passé ici, j'ai pu me rétablir »

« Aujourd'hui encore, au foyer, on s'assoit avec d'autres et on parle du DSF et on dit que « le DSF, c'est bon ». On se dit que ça nous a permis de faire des progrès en français, de s'en sortir au collège »

« Quand je suis arrivé ici, j'étais content. J'étais en France depuis quelques jours et tout le monde a été gentil avec moi. J'ai rencontré des gens qui m'ont écouté, qui ont essayé de me faire plaisir. J'étais vraiment très content. Le DSF c'est.... Est-ce que je peux le dire en anglais ? For me, the DSF is a very very good experience. Being here, being in part of this establishment... I'm so happy and I'm so glad to have common contacts with people..., where the organization approaches everything we need I'm happy. I'm glad. They really hope in people like me. I'm feeling lucky having met DSF, having contact with DSF »

Nous terminerons en présentant les ateliers de conversation transculturelle qui ont été développés lors du processus adaptatif de ces moyens internes de scolarité. Ils sont organisés chaque semaine pour deux groupes de 5/6 élèves. Ils sont envisagés comme médiateurs transculturels, en ayant pour objectif de développer une pratique de conversation qui puisse faciliter l'accueil et l'insertion dans la société française des MNA. En effet, comme le développe Sydney Gaultier dans ses recherches (2017), les aspects transculturels sont souvent abordés en tant que nécessité pour les travailleurs sociaux ou les enseignants, de développer des compétences. Pourtant ce sont les adolescents (et non pas les professionnels) qui sont sous le coup d'une injonction de s'adapter très rapidement, de s'intégrer et d'adopter les codes de la société d'accueil. Ils font ainsi l'objet d'une pression « acculturative » forte qui se légitime dans un premier temps par l'acquisition des habilités sociales requises pour s'insérer dans la société française. Il est ainsi important de ne pas perdre de vue que les enjeux de l'interculturalité restent donc essentiellement du côté des élèves. L'approche transculturelle que nous retenons permet dès lors d'accompagner prospectivement cet impératif sans toutefois situer la culture de la

société d'accueil en tant que culture dominante qui ne puisse souffrir de se laisser elle-même transformer par les apports d'autres cultures. Une acculturation réciproque des cultures en présence les unes des autres devient ainsi possible.

Les ateliers sont articulés à la thématique générale des Droits de l'Homme, des droits fondamentaux et de l'accès au droit. Au moyen d'images et de séquences vidéo, les ateliers s'appuient sur l'Histoire, l'actualité et les questions que se posent les élèves pour permettre d'effectuer des trajets transculturels de par le monde.

« Les ateliers de conversation auxquels j'ai participé ici, m'ont également fait du bien. J'étais intéressé par ces ateliers où l'on pouvait avoir des discussions, exprimer un point de vue. Je me rappelle, par exemple, de la fois où l'on a parlé des Droits de l'Homme et que l'on a vu des images..., J'avais des trucs en tête. Il y avait des situations que j'ai vécues au Burkina et qui faisaient que je n'arrivais pas à dormir. La nuit suivante je n'ai pas pu dormir. J'ai revu les images puisque j'avais vécu la même chose avec mon oncle au Burkina. Je suis parti voir la psychologue, et c'est elle qui m'a donné le sommeil, qui m'a rendu le sommeil. En voyant ces images, il y a des choses qui me sont revenues et qui m'ont empêché de dormir. Il fallait que ça arrive. Ce sont des choses que j'ai vues, que j'ai vécues. Le médecin m'avait dit d'essayer de ranger ça, d'essayer de les mettre de côté mais ça m'a fait du bien d'en parler »

« Lorsque je suis arrivé dans le foyer où j'ai été transféré, j'ai dit aux éducateurs que dans mon ancien foyer, nous participions à des ateliers où il était possible de parler de différentes cultures dans le monde. Ils ont trouvé ça intéressant. Depuis, avec la psychologue du foyer, ils organisent chaque semaine des ateliers de conversation »

PRENDRE EN COMPTE DE L'INTÉRÊT SUPÉRIEUR DE L'ENFANT LORS DU PROCESSUS DE RÉORIENTATION NATIONALE

L'Intérêt Supérieur de l'Enfant est un principe clé de la CIDE. Ainsi, l'article 3-1 précise que « Dans toutes les décisions qui concernent les enfants, qu'elles soient le fait des institutions publiques ou privées de protection sociale, des tribunaux, des autorités administratives ou des organes législatifs, l'intérêt supérieur de l'enfant doit être une considération primordiale ». Il existe

cependant de possibles compétitions, tensions ou enjeux contradictoires « Face au caractère subjectif et à l'indéfinition de la notion, au manque de retranscription concrète de celle-ci dans les législations nationales, mais aussi face aux divergences d'application constante du principe dans la pratique (...) » (Bailleul & Senovilla, 2016, p. 24).

Depuis la loi du 14 mars 2016, le Code Civil prévoit que, dans le cadre de la mise en œuvre du processus de réorientation nationale, « Le procureur de la République ou le juge des enfants prend sa décision en stricte considération de l'intérêt de l'enfant, qu'il apprécie notamment à partir des éléments (...) transmis pour garantir des modalités d'accueil adaptées »¹¹. Or, la pratique démontre régulièrement de nombreuses faiblesses quant à la prise en compte de ce principe à l'issue de la phase de mise à l'abri. Pourtant, la circulaire Taubira du 31 mai 2013 en instaurant un dispositif qui devait permettre de « (...) limiter autant que faire se peut les disparités entre les départements s'agissant des flux d'arrivée des jeunes » précise aussi la nécessité « [d']apporter aux jeunes toutes les garanties liées à la nécessaire protection de leur intérêt et au respect de leurs droits, et pour sécuriser leur statut ». Cette nécessité est d'ailleurs explicite dans les « mails de réorientation » qui sont adressés par la cellule de la Mission Nationale Mineurs Non Accompagnés de la Protection Judiciaire de la Jeunesse en réponse aux sollicitations des parquets. En effet, ces mails rappellent que « Suite à votre interpellation concernant _____, je vous informe que la réorientation du mineur vers le département _____ est possible. Si vous considérez l'orientation conforme à l'intérêt supérieur du mineur susvisé, je vous remercie de bien vouloir adresser son OPP¹² aux destinataires suivants : (...) ».

Pourtant, ces dispositions devant permettre la sauvegarde des intérêts individuels apparaissent bien souvent supplantées par des logiques de gestion de flux auxquelles s'agrègent des enjeux et divergences d'intérêts qui peuvent s'observer à tous niveaux. Le risque de ruptures de continuités est ainsi très fréquent, quand bien même la circulaire Taubira précise que « Une fois la minorité établie, le placement du jeune dans un service d'aide sociale à l'enfance doit se faire avec un souci de rapidité afin que sa protection et le suivi éducatif se mettent en place au plus vite ».

Délibérément, nous ne tenterons pas ici

11 Article 375-5 du Code Civil.

12 Ordonnance de Placement Provisoire.

d'identifier la pluralité des enjeux qui peuvent être à l'œuvre dans pareilles situations. Nous pensons cependant primordial d'affirmer la nécessité de conduire et de partager sans relâche une réflexion à ce sujet au sein des équipes éducatives comme des instances dirigeantes des établissements/services et des instances partenariales. Pour ce faire, il nous semble impératif de rappeler que l'absence de représentation légale des jeunes gens concernés peut être un réel facteur de vulnérabilité dans un dispositif qui frôle parfois l'emballement. Aussi, se poser préalablement à toute décision la question de savoir si nous aurions procédé à l'identique avec des adolescents « nationaux » nous semble être fondamental dans un cadre légal et réglementaire qui ne prévoit évidemment aucune discrimination.

Ainsi, sur la base d'expériences délicates, dans une démarche volontariste et par-delà quelques difficultés, il a été possible dans notre périmètre d'ajuster localement certaines pratiques pour prétendre à une meilleure prise en compte de l'intérêt supérieur de l'enfant dans le cadre du processus de réorientation nationale des mineurs que nous avons accueillis. De la sorte, des garanties procédurales ont pu être élaborées en amont de la décision de réorientation. Par exemple, il a été convenu avec le service évaluateur¹³ et le service départemental décisionnaire que, lorsqu'elle était connue au moment de l'entretien d'évaluation sociale de la minorité et de l'isolement, une éventuelle contre-indication à la réorientation nationale devait être communiquée par les professionnels accompagnant le jeune à l'entretien d'évaluation et mentionnée par l'évaluateur dans son compte rendu. Toutefois, certaines situations supposent un laps de temps important entre l'entretien d'évaluation et la saisine du Procureur de la République. De ce fait, une contre-indication qui était inconnue au moment de l'évaluation peut avoir émergé. Aussi, pour considérer ce cas de figure, il a été convenu que le service évaluateur ferait mention de la nécessité pour l'instance départementale décisionnaire de se rapprocher de l'établissement avant la saisine du Procureur de La République.

Depuis, ce système fonctionne de manière plutôt satisfaisante. Pourtant, des difficultés peuvent survenir en aval de la décision, même lorsqu'il n'y avait pas de contre-indication initiale à une réorientation. Ce sont parfois les conditions humaines et matérielles d'accueil annoncées dans le département de destination qui peuvent interroger. La variabilité des délais d'évaluation à

13 Il s'agit d'un service associatif habilité.

laquelle s'ajoutent les délais de réponse parfois très longs des départements de destination font qu'il n'est pas rare qu'un adolescent accueilli dans un foyer pendant plusieurs semaines/mois doive être « transféré » du jour au lendemain vers un autre département. Ainsi, bien qu'inséré dans un environnement et scolarisé de surcroît, un adolescent peut devoir être « mis dans un train » pour rallier un département où il sera, par exemple, accueilli à l'hôtel et sans scolarité. Notons qu'il n'est pas rare non plus que, le même jour, eu égard au mécanisme arithmétique de répartition nationale, un adolescent transféré également d'un autre département puisse venir occuper la place qui vient de se libérer... Lui aussi aura pu quitter brutalement un environnement sûr pour un contexte d'accueil beaucoup moins favorable (accueil en surnombre au sein d'une unité saturée par exemple).

Dans ce cas de figure, au moyen d'une démarche encore une fois volontariste, il a régulièrement été possible d'ajuster nos pratiques pour prétendre à une meilleure prise en compte de l'intérêt supérieur de l'enfant. Nous avons ainsi pu négocier¹⁴ des délais avec certains départements de destination afin de leur laisser le temps de rechercher des modalités d'accueil plus adaptées. Il est à souligner que, plusieurs fois, nos interlocuteurs ont pu relever qu'ils n'étaient pas coutumiers de cette manière d'aborder la réorientation nationale. En effet, ils semblaient plutôt « habitués » à recevoir une information par téléphone (voir par mail) leur annonçant l'horaire d'arrivée d'un jeune en gare.

Pourtant, persistent des situations où le risque de discontinuité s'avère patent sans aucune possibilité de négociation. Il convient dès lors d'indiquer que les Juges des Enfants sont les gardiens de l'intérêt supérieur des enfants. En droit français, constitutionnellement, en leur qualité de magistrats indépendants, les Juges des Enfants « (...) défendent l'indépendance de l'autorité judiciaire car ils sont conscients qu'elle est la garantie qu'ils statuent et agissent en application de la loi, suivant les règles procédurales en vigueur, en fonction des seuls éléments débattus devant eux, libres de toute influence ou pression extérieure, sans avoir à craindre une sanction ou espérer un avantage personnel. (...) Gardien des libertés individuelles, le magistrat applique les règles de droit, en fonction des éléments de la procédure, sans céder à la crainte de déplaire ni au désir de plaire au pouvoir exécutif, aux parlementaires, à la hiérarchie judiciaire, aux médias ou à l'opinion

publique »¹⁵. Ainsi, et quand bien même il se doit de veiller à l'application des dispositions légales relatives à la réorientation nationale, le Juge des Enfants peut donc parfaitement être saisi (par le jeune lui-même ou un professionnel) aux fins d'arbitrage d'un potentiel conflit d'intérêt. Cette possibilité s'entend quand bien même le Juge des Enfants participerait à des instances locales régulatrices ou protocolaires concernant les MNA puisque « Lorsqu'il participe à des instances où sont élaborées localement des politiques publiques, le magistrat s'abstient d'engagements de nature à altérer sa liberté de jugement et son indépendance juridictionnelle »¹⁶.

Les développements précédents invitent donc à considérer de manière très méthodique le recueil d'éléments nécessaires à l'évaluation de l'intérêt supérieur de l'enfant afin qu'ils puissent participer rigoureusement à sa détermination en aval et en amont d'une décision de réorientation.

L'Observation Générale n°14 du Comité des Droits de l'Enfant précise que « (...) l'intérêt supérieur de l'enfant constitue un droit, un principe et une règle de procédure ayant pour fondement une évaluation de l'ensemble des éléments constitutifs de l'intérêt d'un enfant (...). Pour évaluer et déterminer l'intérêt supérieur d'un enfant en vue de prendre une décision relative à une mesure précise, il convient de procéder comme suit:

Premièrement, eu égard au contexte factuel de la situation, établir quels sont les éléments à considérer pour évaluer l'intérêt supérieur de l'enfant, en déterminer la teneur concrète et attribuer à chacun un poids relatif par rapport aux autres;

Deuxièmement, ce faisant, suivre une procédure qui offre des garanties juridiques et permette la bonne mise en œuvre de ce droit »¹⁷.

« (...) L'évaluation de l'intérêt supérieur consiste à examiner et mettre en balance l'ensemble des éléments à prendre en considération pour arrêter une décision concernant un enfant (...) dans une situation particulière. Elle est effectuée par l'autorité décisionnaire et ses collaborateurs – si possible une équipe pluridisciplinaire – et elle requiert la participation de l'enfant »¹⁸.

¹⁵ Conseil Supérieur de la Magistrature : <http://www.conseil-superieur-magistrature.fr/publications/recueil-des-obligations-deontologiques/lindependance>

¹⁶ Ibidem.

¹⁷ Observation Générale n°14 du Comité des Droits de l'Enfant – CRC/C/GC/14, para. 46

¹⁸ Ibidem. para. 47.

¹⁴ Les négociations peuvent mériter de considérer les enjeux liés à la tarification

Pour suivre les recommandations du Comité des Droits de l'Enfant, il conviendra alors de recenser de manière précise les informations relatives aux futures conditions matérielles d'accueil/hébergement, les modalités d'accompagnement éducatif, les conditions de scolarité des mineurs concernés... Il pourra être nécessaire d'évoquer d'éventuels délais annoncés pour leur mise en œuvre. Afin de pouvoir être mises en corrélation avec les conditions d'accueil et d'accompagnement annoncées, il faudra alors recenser les aptitudes et difficultés du jeune qui ont été observées au quotidien (autonomie ; niveau, fréquence et nature du recours à l'aide des adultes ; fragilités et vulnérabilités spécifiques...) D'éventuels problèmes de santé qui pourraient justifier une continuité territoriale de prise en charge médicale pourront également être signalés. Les liens avec des pairs ou des professionnels qui peuvent paraître particulièrement porteurs pourront également être explicités. Il pourra être procédé à l'identique concernant des liens avec des tiers extérieurs à la structure d'accueil (compagnon d'exil ; communauté ethnique/religieuse ; tiers familial ; camarade d'école ; camarade de loisir ou de club sportif...). A l'identique, la présence dans le parcours migratoire d'éléments pouvant permettre de qualifier une situation de succession de placements/déplacements (avec éventuellement des pertes d'attaches significatives dans ce cadre) pourra faire l'objet d'une attention particulière. Dans le même sens, pourront être signalés des faits particulièrement marquants survenus lors de la phase de mise à l'abri (décès d'un proche, IVG, etc.) dès lors qu'ils laissent penser qu'un ancrage territorial pourrait s'avérer particulièrement sécurisant.

Enfin, l'avis, les souhaits et les demandes du jeune devront être signalés, une fois que tous les éléments à mettre en balance auront été inventoriés et dès lors qu'ils lui auront été présentés de manière claire et explicite. Il pourra d'ailleurs y avoir un intérêt à ce que le jeune les exprime lui-même au moyen d'un courrier¹⁹.

CONCLUSION

Dans un pays comme la France, il existe un cadre

légal et réglementaire qui peut paraître clair, explicite et indiscutable. Il est cependant relevé qu'il peut parfois s'apparenter à des intentions générales, des objectifs à atteindre voire à de simples recommandations. Dans la pratique, le cadre légal et réglementaire peut donc faire l'objet d'importantes marges d'interprétation pour sa mise en œuvre. S'ouvrent ainsi des espaces de possibles, des espaces de liberté et de créativité. Mais le cadre légal et réglementaire peut aussi s'envisager de manière plus restrictive et quel que soit le niveau de responsabilité des acteurs chargés de sa mise en œuvre. L'observation des modalités d'accueil des MNA dans un contexte national et européen en tension illustre souvent cette variabilité. De surcroît, ces jeunes gens agissent de multiples facteurs de vulnérabilité et en premier lieu celui de ne pas pouvoir compter sur une représentation légale pour défendre leurs intérêts. Dès lors, quelle que soit la fonction occupée, il nous semble que tout un chacun détient une part de responsabilité pour agir. Ainsi, nous avons souhaité présenter quelques pratiques professionnelles développées localement qui nous paraissent contribuer à une meilleure effectivité du droit. Cela peut sembler d'autant plus important pour un public dont la nature politique se donne à voir et à entendre, pour le meilleur et pour le pire, dans toutes les strates de la société.

RÉFÉRENCES

ANESM (2018), Recommandation de Bonnes Pratiques Professionnelles: L'accompagnement des Mineurs Isolés Etrangers dits Mineurs Non Accompagnés, Paris: Agence Nationale de l'Evaluation et de la qualité des établissements et services Sociaux et Médico-sociaux, 116 pages.

BAILLEUL, C., & SENOVILLA, D. (2016), Dans l'intérêt supérieur de qui? Enquête sur l'interprétation et l'application de l'article 3 de la Convention Internationale des Droits de l'Enfant dans les mesures prises à l'égard des mineurs isolés étrangers en France. Poitiers: Migrinter-Projet MINAS, 145 pages.

BRUCHON-SCHWEITZER, M. (1994). Introduction à la psychologie de la santé. Paris: Presses Universitaires de France, 224 pages.

COMITE DES DROITS DE L'ENFANT (2013), Observation Générale n°14 sur le droit de l'enfant à ce que son intérêt supérieur soit une considération primordiale, Nations Unies.

¹⁹ Précisions qu'au sujet de la réorientation nationale nous utilisons depuis quelques temps avec les jeunes la brochure multilingue « Quels sont tes droits ? » élaborée et diffusée par l'Organisation Non Gouvernementale ECPAT France : <http://ecpat-france.fr/centre-ressources/outils-a-destination-des-enfants/>

DE WAL PASTOOR, L. (2015), Unaccompanied young refugees: from uprooting to resettlement in Norway. The crucial role of schools in enhancing well-being, adaptation and intergration, in *Jeunes et Mineurs en Mobilité* n° 1, 2015, pp. 21-34.

GARDIES, C., & RINAUDO, J.-L. (2015), Editorial, in *Distance et médiation des savoirs* n° 12, pp. 1-6.

GAULTIER, S. (2017), Les mineurs non accompagnés sont confrontés au paradoxe de l'accueil, in *Actualités Sociales Hebdomadaires* n° 3037, décembre 2017, pp. 26-27.

GAULTIER, S., & YAHYAOU, A. (à paraître), Caractéristiques psychologiques et psychopathologiques des MNA. Facteurs de résilience, parcours, personnalité et inscription sociale, Université Savoie Mont-Blanc.

GINNERUP, S. (2009), Assurer la pleine participation grâce à la conception universelle. Strasbourg: Conseil de l'Europe, 111 pages.

MARTIN-BLACHAIS, M.-P. (2017), Démarche de consensus concernant les besoins fondamentaux de l'enfant en protection de l'enfance. Rapport remis à Laurence Rossignol, Ministre des familles, de l'enfance et des droits des femmes, 28 février 2017, par Paris: La Documentation Française, 129 pages.

ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTE (1998), *Health Promotion Glossary*, Geneva, Suisse, 36 pages.

De Novo : La photographie comme une façon de trouver sa place au sein du Monde

Présentation de l'oeuvre d'Abdi Deeq

EDA ELIF TIBET

Institut d'Anthropologie Sociale, Université de Berne

Réalisatrice de documentaires

ABDI DEEQ

Artiste et Photographe.

Auteur de l'exposition « Erase and Rewind »

RÉSUMÉ

Eda Elif Tibet - doctorante en anthropologie sociale à l'université de Berne - a rencontré Abdi Deeq dans un centre d'accueil pour mineurs non accompagnés demandeurs d'asile à Istanbul. Après avoir passé un an à mener ensemble des recherches transformatrices, Abdi a trouvé la possibilité de s'intégrer dans une université. Le duo continue de coproduire des connaissances et de créer des œuvres d'art pour d'autres publics que le milieu universitaire. Cet article est une réflexion sur l'œuvre d'Abdi Deeq qui a été récemment exposée sous le titre *Erase and Rewind > Sil Bastan > De Novo*. Abdi souligne le sort des réfugiés dans leur solitude, leur immobilité, leur attente, leurs parcours, leurs préparatifs, leurs échecs, leurs blocages, leur banalité, leur mort et leur survie dans l'espoir. Son œuvre est l'autobiographie d'une enfance déplacée à la recherche d'une place dans le monde.

Une enfance marquée par le traumatisme et la négligence, l'horreur de la guerre et la violence qu'Abdi a dû endurer au cours de sa migration de la Somalie à la Turquie ainsi que ses expériences plus récentes sont devenues les nœuds serrés d'une mémoire jamais très loin de son esprit et de son cœur. Parce qu'il a dû faire preuve, dès son plus jeune âge, d'une force et d'un courage hors du commun pour survivre à des conditions très difficiles, Abdi est doté d'une grande inspiration, d'une créativité et d'un savoir comme enracinés dans sa douleur. Le talent d'Abdi, sa capacité à faire preuve d'esprit critique qu'il exprime à travers ses prises de vue, sont le reflet de longues années au centre des marges habitées par la jeunesse opprimée.

A son arrivée en Turquie en 2012, à l'âge de 13 ans, Abdi est hébergé au COGEM¹ avec d'autres

¹ Il y a 6 foyers d'accueil pour mineurs non accompagnés demandeurs d'asile appelés ÇOGEM (Centre d'aide pour

De Novo: Photography as a way of finding place in the World

Presenting Abdi Deeq's art-work

EDA ELIF TIBET

Institute of Social Anthropology, University of Bern

ABDI DEEQ

Artist and Photographer

Author of the "Erase and Rewind" exhibition

ABSTRACT

Eda Elif Tibet - a PhD candidate on social anthropology at the university of Bern - met Abdi Deeq at a shelter for unaccompanied minors seeking asylum in Istanbul. After spending a year conducting transformative research together, Abdi has found placement at a University. The duo continues co-producing knowledge and creating art-work to audiences beyond academia. This article is a reflection on the art work of Abdi Deeq that has been recently exhibited as *Erase and Rewind > Sil Bastan > De Novo*. Abdi highlights the plight of refugees in their loneliness, immobility, waiting, loops, preparations, failures, blockages, mundaneness, death and survival in hope. His art-work is an autobiography of a displaced childhood in search of finding a place in the world.

A neglected traumatic childhood, the horrors of war and the violence Abdi had to endure during migrating from Somalia to Turkey, his earliest experiences in life becomes the gnarled knot of memory that is never far from Abdi's mind and heart. By having to show great strength and endurance to survive such harsh conditions, already at the very young age, Abdi is blessed with a high level of inspiration, creativity and knowing that is rooted in his pain. Abdi's ability and talent in critical thinking, which he expresses through visuals, comes from his long years of becoming from the centre of the margins inhabited by the oppressed youth.

Upon his arrival to Turkey on 2012, at the age of 13 he gets sheltered at COGEM¹ among the unaccompanied asylum seekers in Istanbul, where

¹ There are six unaccompanied minor asylum seeker centers called as ÇOGEM (Children and Youth Support Centre) run by the Family and Social Policy Ministry in Turkey for the age groups between 14 and 18. Van, Konya, Niğde, Yozgat and Istanbul ÇOGEMs are for males and Bahçelievler ÇOGEM in Istanbul is for females.

mineurs non accompagnés demandeurs d'asile à Istanbul où il a d'ailleurs pu poursuivre ses études au lycée. Conserver une intégrité et suffisamment de stabilité mentale pour continuer ses études n'a pas été facile, raconte Abdi, qui entre-temps, vivait et respirait au milieu d'une jeunesse en migration combattante un nihilisme profond qui constamment pénètre tout de manière destructrice, au plus profond de leur être (Hooks, 1984 : 21).

Nous rencontrons Abdi durant un terrain d'enquête au COGEM d'Istanbul (entre 2015 et 2016), pendant que nous menons des ateliers audio-visuels, que nous animons une émission de radio et que nous pratiquons la photographie.

En solidarité avec les jeunes migrants, aux côtés d'Abdi, nous organisons des temps d'échanges radiophoniques avec des jeunes de différentes nationalités (Afghans, Iraniens, Somaliens, Congolais) hébergés dans le foyer, ce qui nous permet d'apprendre à les connaître et à récolter leurs opinions, formant un ensemble d'expériences partagées de ce qu'est une 'migration' en soi. Ensemble, nous évoquons pêle-mêle leurs expériences migratoires, la traversée des frontières, les violences et l'insécurité, l'horreur de la guerre et le terrorisme. Nous parlions des notions abstraites que sont les rêves, les échecs et l'espoir mais aussi d'autres thèmes aussi variés que la justice sociale, les entraves à la liberté d'expression, et les rapports post-coloniaux auxquels les jeunes participants font face. Nous avons aussi recueilli les témoignages détaillés de mineurs syriens alors qu'ils discutaient sur ce que cela signifiait de grandir en temps de guerre. Leurs opinions sur DAECH, Assad, la migration des kurdes, la manière dont ils ont échappé à leur enrôlement en tant qu'enfants soldat, l'emprisonnement en Syrie et la fuite vers les camps de réfugiés en Turquie étaient eux aussi des sujets abordés.

Le partage de leurs histoires de vie les ont confrontés à des sursauts post-traumatiques desquels des réponses étaient spontanément trouvées spontanément pour avoir des effets curatifs. Tout cela était rendu possible en assumant recueillir l'intraduisible, ce que Bhabha qualifie ainsi : "se situer où ce qui est visible peut ne pas être explicable, voilà ce qu'est une éthique de bon voisinage, non dans ce qu'implique de vivre

Abdi has been able to continue his studies at high school. To maintain the integrity and mental stability to continue education was not easy, says Abdi, as in the meanwhile he lives and breathes among the migrating youth whom have to fight a deep nihilism that is constantly penetrating in various destructive ways from the very ground of their own being (Hooks, 1984: 21).

It is during a fieldwork period in COGEM Istanbul (2015-2016) that we meet Abdi while we were conducting audio-visual workshops, running a radio show and practicing photography.

In solidarity with the migrating youth, together with Abdi we set on a mission of conducting radio conversations with the youth in the shelter from various national backgrounds (Afghans, Iranians, Somali and Congolese) that allowed us to engage and get to know their views emerging into each other in a shared experience, that is migration itself. Together, we talked on their migration experiences in border crossings and having to endure violence in unsafe conditions, the horrors of war and terrorism. We talked on abstract notions of dreams, failures, hope and moreover on various themes covering social injustice, restrictions on the freedom of expression and post-colonial conditions faced by the youth. We also got extensive insider points of view from the Syrian minors as they discussed on what it means to become during times of war. Their opinions on ISIS, Assad, Kurdish movement and experiences on breaking free from becoming child soldiers, imprisonment in Syria and escaping the detention in the refugee camp in Turkey, were also shared.

During life story sharing, post traumatic outbursts were experienced, in which resolutions were found spontaneously to have healing effects. This was all made possible by taking the responsibility of the untranslatable, of which Bhabha explains as "to place where what is visible may not be explicable, that is what an ethics of neighbourliness is about, neighbourliness not in the suburban sense but this is the challenge" (Bhabha, 1994) As the radio facilitators we took the challenge and called the radio show by the name of its neighbourhood, Radio Yeldeğirmeni. In which we received the participating youth as the residents and brothers of the same neighbourhood. Discovering the neighbourhood in photographic explorations and representations together with the Syrian youth, notions of belonging, freedom and home where discussed. Some of the photographs made by Syrian minors made during the drafting processes

les enfants et adolescents) gérés par le Ministère de l'action sociale et familiale en Turquie destinés aux jeunes âgés de 14 à 18 ans. Les ÇOGEM de Van, Konya, Niğde, Yozgat et Istanbul sont réservés aux garçons tandis que le ÇOGEM de Bahçelievler est réservé aux jeunes filles

en banlieue mais comme défi” (Bhabha, 1994). En tant qu’animateurs radio, nous avons donc choisi de relever le défi, et d’appeler l’émission de radio du nom de son quartier : Radio Yeldegirmeni. Nous recevions ainsi les jeunes participants comme des résidents et des frères du même quartier. Découvrant le quartier par le biais d’explorations photographiques, mêlées aux représentations des jeunes syriens, les notions d’appartenance, de liberté et du ‘chez soi’ étaient abordées. Certaines photographies prises par les mineurs syriens durant l’élaboration de l’accord entre l’UE et la Turquie ont été présentées dans de précédentes publications (Tibet, 2017a ; Tibet, 2017b).

Pendant le temps passé ensemble, Abdi a fait de la photographie une véritable passion : « c’est comme si je trouvais ma place dans le monde » disait-il. Nous avons évoqué avec lui ce qu’il entendait par « sa place dans le monde » qu’il définissait donc comme une appropriation imaginaire de l’espace procurant un sentiment temporaire de sécurité alors que sa souffrance se transformait en art.

Ainsi, des contrastes dialectiques sont perceptibles dans le travail artistique d’Abdi, qui produit des images photographiques décrivant des significations métaphoriques de sa migration et de son expérience de vie au sein du foyer. A travers ses photographies, Abdi produit une forme d’auto-ethnographie de la vie dans le foyer d’accueil. Ses photographies sont le reflet d’une conscience émergente, alors qu’il nous propose de nouvelles façons de découvrir la vie quotidienne des mineurs non accompagnés en Turquie, à travers des prismes particulièrement analytiques et émotionnels.

Abdi nous donne aussi à voir son propre langage dans la réalisation d’une série de photographies en bleu et blanc, couleurs du drapeau somalien. Ce stimulus de la ressemblance est ce que Bhabha analyse comme l’implication d’une rivalité, une hostilité, similaire à une stimulation et une imitation (Bhabha, conférence enregistrée à CUNY, 2016) : « Compte tenu du fait que la traduction est un conflit frontalier et a l’objectif de libérer et de faire tomber des barrières décomposées, l’artiste négocie constamment les mémoires de sa compréhension ».

Alors que pour Abdi le choix du bleu dans ses photographies représente l’immobilité et la longévité de la matière, il utilise des couleurs chaudes dans une seule de ses photographies : celle qui représente le portrait de son ami syrien

of the EU & Turkey deal can be seen at earlier publications (Tibet, 2017a; Tibet, 2017b).

During this time together, Abdi adopts photography with great passion: “it is as if I found my place in this world” he said. We discuss what he means by finding a place in the world, and he defines it as an imaginary possession of space that provides a temporary feeling of security while his suffering is transformed into an art form.

Hence dialectical contrasts can be found in the artwork of Abdi, who produces photographic images describing metaphorical meanings of migration and the life experienced within the shelter. Through his photographs, Abdi produces a form of self-ethnography representing life in the state care facility. His photographs manifest an emerging level of self-awareness, as he opened new ways for us to look at the everyday lives of the unaccompanied asylum seekers in Turkey through a very analytical and emotional lens.

Abdi also brings his own visual language in the making of a series of photographs in blue and white for being the colours of the Somali flag. This stimulus or resemblance is what Bhabha explains to imply as a rivalry, an enmity, similar to be like to stimulate and to imitate (Bhabha, recorded lecture at CUNY, 2016): “Since translation is a border conflict and aims to liberate and break through the decayed barriers, the artist endlessly negotiates a memoranda of understanding”.

While Abdi’s choice of blue for his photographs is representing the immobility and the longevity of the matter, the only warm coloured photograph is the portrait of his Syrian friend (see above), and that is to highlight the urgency of the Syrian exodus and challenges faced by the Syrian children, says Abdi. The muteness that Abdi highlights in this photograph in bright orange neon colour is to stress the unspeakability of war and to highlight the pathology war creates that is experienced in great silence. However, as witnesses of the incredible resistance and the fight for freedom given by the Syrian unaccompanied minors whom were transferred from the shelter to be detained in a refugee camp (Tibet, 2017a), Abdi recalls those moments as he talks of his Syrian brother as the son of the sun: “He may not be able to speak in words, but his actions are the proof that he is much more than what they see, he won’t let go of his dignity and freedom so easily because he is intelligent enough to follow where the light is. Why would anyone choose darkness, the darkness of a smelly refugee camp over a sunny morning

(voir ci-dessous). La couleur permet alors de souligner l'urgence de l'exode syrien et les défis que les enfants syriens doivent affronter, selon Abdi. Le mutisme qu'Abdi souligne dans cette photographie par l'utilisation de la couleur vive orange-néon révèle le caractère indescriptible de la guerre et le grand silence que ses conséquences suggèrent. En revanche, en tant que témoin de l'incroyable résistance et du combat des jeunes syriens non accompagnés transférés d'un foyer vers un camp de réfugié (Tibet, 2017a), Abdi rappelle ses discussions avec son frère syrien, qu'il appelle le fils du soleil : « il peut ne pas être capable de s'exprimer avec des mots mais ses actes sont la preuve qu'il est bien plus que ce que les gens voient, il ne laisserait pas tomber sa dignité et sa liberté aussi facilement et il est assez intelligent pour comprendre où est la lumière. Pourquoi quelqu'un préférerait l'obscurité d'un camp de réfugié puant à un matin ensoleillé ici dans la belle Istanbul, à Kadikoy notre quartier, où on peut faire du vélo et savourer un thé glacé en face du Bosphore »

La première exposition d'Abdi a été financée par la mairie dans le cadre d'un étroit partenariat avec le foyer, ce qui lui a permis de bénéficier d'une visibilité importante et d'être mentionné par tous les journaux nationaux. Il a rendu l'invisible visible et l'indicible dicible. En initiant une conversation interculturelle, il a influencé le discours des médias défiant les représentations dominantes sur les jeunes réfugiés (qui est surtout axée sur la vulnérabilité et la perte de bien-être). De plus il a brisé le silence². Dans son travail photographique, Abdi souligne la détresse des réfugiés, leur isolement, leur immobilité, l'attente, les boucles sans fin, les préparations, les échecs, les blocages, la banalité, la mort et la survie dans l'espoir. Son œuvre est comme une autobiographie du désir, de la perte et du déplacement venant à être un acte de traduction, comme n'importe quel système discursif ou sémantique, comme un processus et un produit de ce qui influence le politique (Bhabha, 1994)

Les photographies présentées ici et les légendes font partie d'une exposition appelée « Erase and Rewind »³. Les photographies d'Abdi altèrent et élargissent notre notion de ce qui vaut d'être vu, et ce que nous avons le droit d'observer, ce sont des grammaires et, plus important encore, une

here in beautiful Istanbul, in Kadikoy where is our mahalle neighbourhood, where we can ride on our bikes and have ice tea near the Bosphorus?"

Abdi's first personal exhibition becomes funded by the municipality in close proximity to the shelter within the same neighbourhood, what creates further unseen exposure as Abdi makes it on every national newspaper. He makes the invisible, visible and the untalkable, talkable. By initiating an intercultural conversation, he influences the media discourse and challenges the mainstream representation of the refugee youth (that is highly focused on vulnerability and loss of well-being). Foremost he breaks the silence². In his photography work, Abdi highlights the plight of refugees in their loneliness, immobility, waiting, loops, preparations, failures, blockages, mundaneness, death and survival in hope. His art work as an autobiography of longing, loss and displacement, comes as an act of translation like as any other discursive or semiotic system, as a process and as a product influencing what is political (Bhabha, 1994).

The following photography work and the elicitations are part of the exhibition called Erase and Rewind. Abdi's photographs "alter and enlarge our notions of what is worth looking at and what we have a right to observe, they are a grammar and even more importantly an ethics of seeing" (Sontag, 1971: 3).

Once said by Susan Sontag in her remarkable book of all times Regarding the pain of others, "All photographs are memento mori. To take a photograph is to participate in another person's mortality, vulnerability, mutability" (Sontag, 2003:15). Abdi participates in the sufferings of others within the blink of an eye, as he claims "there is nothing in life that gives me much relief other than helping someone in great despair, I can spot the person in great pain right away, because I know how it feels". Hence helping people heals, says Abdi: "there is no other way but to help each other, if we are willing to heal from our wounds".

Abdi is now enrolled at the second year of a BA on photography and video in a prominent university in Istanbul where he also works as a research assistant at the University's social sciences Institute. He has been awarded with a scholarship for his stunning portfolio, he continues to take part in collaborations with artists from around the

² Certains articles traitant de l'exposition peuvent être trouvés sur le site personnel d'Abdi: <https://www.abdideeq.com/on-press>

³ Efface et Rembobinez (note des traducteurs).

² Some of the news articles covering Abdi's exhibition can be seen from his personal web site: <https://www.abdideeq.com/on-press>

éthique du regard » (Sontag, 1971 : 3)

Comme le dit Susan Sontag « Toutes les photographies sont *memento mori*. Prendre une photo, c'est participer à la mortalité, à la vulnérabilité, à la mutabilité d'une autre personne » (Sontag, 2003 : 15). Abdi participe aux souffrances des autres en un clin d'œil, car il affirme « qu'il n'y a rien dans la vie qui me soulage autant que d'aider quelqu'un dans un grand désespoir, je peux tout de suite repérer la personne en grande douleur, car je sais comment elle se sent ». Aider les gens à guérir, dit Abdi : « Il n'y a pas d'autre moyen que de s'entraider, si nous sommes prêts à guérir de nos blessures ».

Abdi est aujourd'hui inscrit en deuxième année de photographie et vidéo dans une université réputée d'Istanbul où il travaille aussi comme assistant de recherche. Il a été récompensé par une bourse pour son portfolio étonnant, continue à collaborer avec des artistes du monde entier et facilite la mise en place d'ateliers photographiques entre les ONG et les municipalités partout en ville.

Aujourd'hui, Abdi est convié par les institutions les plus reconnues à partager son travail vidéo-photographique. Il a été invité à donner des conférences à l'Université d'Oxford, au British Film Institute (accueillant des déplacés lors d'événements médiatiques sur la vidéo participative avec des jeunes migrants, financé par la Fondation Européenne de la Culture). Pour avoir été parmi les rares étudiants réfugiés en Turquie et pour avoir été reconnu pour son exposition 'Erase and Rewind' dans la presse, son histoire a aussi engagé le lancement d'un recueil de bonnes pratiques en termes de plaidoyer médiatique⁴, lors d'un événement politique à Marseille. Accueilli par une ONG française partenaire, il s'adressera aux décideurs politiques. Le 20 juin 2018, journée mondiale des réfugiés, Abdi a aussi été invité par l'ambassade de Suisse à Ankara et en partenariat avec le 'Refugee Right advocacy group', à faire une intervention sur la situation des mineurs non accompagnés en Turquie. C'est la première fois que cet événement est organisé en présence des mineurs non accompagnés, assis à la même table que les décideurs. Les organisateurs ont d'ailleurs admis que pour organiser cet événement, ils se sont inspirés du travail d'Abdi, après avoir vu ses interviews dans les médias. Le travail d'Abdi va bientôt être publié dans un livre de photographies, dont le contenu sera exposé à la bibliothèque des Nations Unies à Genève, dans le cadre du travail

⁴ <https://www.culturalfoundation.eu/library/displaced-in-media-advocacy>

world and is facilitating photography workshops with NGOs and municipalities in different parts of the city.

Today Abdi is being invited by prominent leading institutions and circuits to share his photography and video work. He has been invited to give talks at the University of Oxford, at the British Film Institute (hosting displaced in media event on participatory video making with migrant youth, that is funded by the European Culture Foundation). For being among the rare refugee university students in Turkey and for gaining further publicity and recognition with his photography exhibition *Erase & Rewind* on the press³, his story has also been involved into the launching of good practices in media advocacy publication book⁴ at a policy event in Marsailles. He will be addressing policy makers, hosted by a French partnering NGO. On the 20th of June 2018 during the world Refugee day, Abdi has also been invited to give a speech on the unaccompanied minor asylum seekers in Turkey hosted by the Swiss Embassy in Ankara and led by the Refugee Rights advocacy group. It is for the first time that a meeting has been organised with the unaccompanied minors themselves sitting together with the policy makers. The organisers admitted their inspiration behind the event to be Abdi's photography work and his interviews on the media. Abdi's work will soon be published as a photography book and as well will be exhibited at the UN Library in Geneva as part of Dr. Rama Mani's theatre of transformation academy⁵. These efforts of both co-creating applied research is now informing policy making. With constant dissemination and sharing of his experience and approach, Abdi is carrying his inspiring transformative artwork once created in the COGEM's shelter radio room to different parts of the city, to the country and to the world.

³ <https://www.abdideeq.com/on-press>

⁴ <https://www.culturalfoundation.eu/library/displaced-in-media-advocacy>

⁵ <http://theatreoftransformation.org/>, an initiative in collaboration with the University of Oxford: <https://www.politics.ox.ac.uk/cis/theatre-of-transformation/menu-id-482.html>

de Rama Mani : le théâtre de la transformation académique⁵. Ce travail de recherche appliquée collaborative est maintenant en train de participer à l'élaboration des politiques publiques. Dans une approche de valorisation et de capitalisation constante de son travail, d'un partage continu d'expérience, Abdi transmet aujourd'hui une œuvre inspirante et transformatrice, élaborée un jour dans la salle de radio du foyer du ÇOGEM, dans toute la ville, le pays et même le monde.

RÉFÉRENCES

ASAD, T. (1973), *Anthropology and Colonial Encounter*, The University of Virginia, Ithaca Press, 281 pages.

BARTHES, R. (1981), *CamBera Lucida: Reflections on Photography*, New York: Hill and Wang, 119 pages.

BHABHA, H. (1994), *The location of culture*, Routledge, 285 pages.

HYMES, D. (1969), *Reinventing Anthropology*, New York Pantheon Books, 470 pages.

HOOKS, B (1989), *Talking back: Thinking feminist, thinking Black*, Boston: South End Press, 184 pages.

SONTAG, S (1971), *On Photography*, New York, 174 pages.

SONTAG, S. (2003), *Regarding the Pain of Others*, Picador, 131 pages.

TIBET, E.E. (2017a), *Escaping Exclusion: Confused Moralities and the Syrian Unaccompanied Minors' Search for Freedom in Turkey* in *Movements Journal: Turkey's Changing Migration Regime and Its Global and Regional Dynamics* 3(2), pages 193-210.

TIBET, E.E. (2017b), *Shattered Dreams: The Syrian Unaccompanied Minors and the EU-Turkey Deal* in *Movements Journal: Turkey's Changing Migration Regime and Its Global and Regional Dynamics* 3(2), pages 21-30.

VIDEO

BHABHA, H, Recorded lecture at CUNY, 2016. Presented on May 6, 2016, by GC Public Programs,

the Critical Theory Certificate Program, the Center for the Humanities, the Writers' Institute, the Ph.D. Program in Comparative Literature, the Ph.D. Program in Sociology, and the Advanced Research Collaborative.

Web Source: <https://www.youtube.com/watch?v=TVQcdbSV6OI>

WEB SITES

www.abdideeq.com

www.culturalfoundation.eu/library/displaced-in-media-advocacy

<https://www.politics.ox.ac.uk/cis/theatre-of-transformation/menu-id-482.html>

<http://theatreoftransformation.org/>

⁵ <http://theatreoftransformation.org> est une initiative en collaboration avec l'Université d'Oxford : <https://www.politics.ox.ac.uk/cis/theatre-of-transformation/menu-id-482.html>

Mute est le fils du soleil

Mute is the son of sun



Le portrait de mon frère, syrien, enfermé dans une prison en Syrie, puis dans un camp de réfugiés en Turquie, jusqu'à ce qu'il s'en échappe. Il s'était promis de voir le soleil, seulement s'il savait qu'il était le fils du soleil.

The portrait of my Syrian brother, whom was trapped and enclosed in a prison in Syria and then in a refugee camp in Turkey, till he escaped. He was promised to see the sun, only if he knew he was the son of the sun.

Se regarder dans le miroir et au-delà

Looking from the mirror beyond



Un jour, à l'hôtel, je me suis regardé dans le miroir. Jamais je n'oublierai ce jour, j'en suis incapable. Après notre arrivée à Istanbul et notre passage à la police, le Haut-Commissariat aux Réfugiés des Nations-Unies nous emmena à l'hôtel pour une nuit ou deux, avant d'être conduit au foyer. Je me suis alors regardé dans le miroir ; je n'y ai vu qu'une personne totalement détruite. Je me suis dit, j'ai perdu ma famille, j'ai perdu mon pays, j'ai perdu mon identité, et je n'ai que 13 ans. Comment un homme peut continuer à vivre quand il a tellement perdu ? Je ne trouverai réponse à cette question que bien plus tard. A chaque regard vers le miroir, je réalisais l'importance de considérer d'où l'on regarde. Depuis, j'ai pris l'habitude de me regarder dans les miroirs du foyer, mais cela ne signifiait pas que je pouvais être vu de là. Je dois travailler sérieusement à être vu au-delà du foyer, et ailleurs aussi. J'aimerais vraiment que cela arrive. Après tout, c'est ce pourquoi la vie à une valeur.

I remember looking at myself in the hotel once. That day I will never forget, still not able to forget. After arriving in Istanbul as we went to the police, the UNHCR took us to the hotel for a night or two, before bringing us to the shelter. There I looked at myself in the mirror; all I could see was a completely destroyed person. I thought to myself, I lost my family, I lost my country, I lost my identity, and I am only 13. How can a man who has lost so much continue to live? I would be able to find out that much later. And what I realized is that when looking at yourself each time, it is important to consider from where are you looking at. Ever since, I have been looking at myself through the mirrors of the shelter, but this does not mean that I can only be seen from there. I should work hard to make it beyond the shelter and be seen elsewhere too. I would really like that to happen. After all that is what is worth to live for.

Une cour de jeux clôturée

A fenced playground



Ce foyer m'a fait réfléchir sur tous les aspects de la vie : ce que signifie la liberté, ce que signifie la justice, les origines de nos douleurs et de nos luttes.

Qu'est-ce que ça veut dire d'être en vie et de mourir ?

Comment survivre lorsque nous avons toujours été au bord ?

Nous, les enfants de la prison, jamais nous ne nous arrêtons de jouer. Auquel cas, la vie nous aurait été insupportable.

This shelter has made me thought everything about life: what freedom meant, what justice meant, what was all about our pain and struggle.

What did it mean to stay alive or die?

As we have been always on the edge, what was the way to survive?

We the children of prison, nevertheless we never gave up on playing.

Without play, life would have been unbearable.

Quand deux oiseaux se rencontrent

When two birds meet



Quand deux oiseaux se regardent, ils voient leur propre reflet, mais pas seulement le plumage, les yeux, les ailes.

Ce qu'ils voient vraiment l'un dans l'autre est le même désir de voler, d'être libre, voilà ce qu'ils voient.

Tout est une question d'espoir, si l'un peut voler, l'autre aussi.

Si l'un tombe raide au sol, alors l'autre risque également de tomber.

C'est peut-être la raison pour laquelle les oiseaux migrent ensemble, c'est très rare de voir un oiseau voler en solitaire, vous devez être un aigle pour ça, voler pour chasser et protéger son territoire.

Notre histoire est différente. Nous volons justement pour ne pas être chassés, ce qui fait que nous appartenons à d'autres espèces d'oiseaux je suppose.

When two birds look at each other, they see their reflections, but not only the feather, the eyes or the wings per se.

What they really see in each other is the same desire of wanting to fly and wanting to be free, that is what they see in each other.

And this is about hope, if one can fly then the other can too.

If one falls steep on to the ground, then the other risks falling too.

This must be the reason why birds migrate together, it is very rare that you see a bird flying on his own, you need to be an eagle for that, flying to hunt or to protect his territory.

Ours is a different story. We are flying exactly not to be haunted, so that makes us a different species of birds I suppose.

Attente (1)

Waiting (1)



Attente (2)

Waiting (2)



Attente (3)

Waiting (3)



Les hivers, nous attendons, parce que les routes sont fermées. J'entends par "route", les routes de la migration vers l'Europe.

Certains attendent debout, d'autres s'assoient ou dorment, mais chacun se doit de comprendre que l'élément fondamental de la migration est de savoir comment attendre. Tout est une question de patience.

Ceux qui se pressent comme ceux qui attendent trop longtemps perdront.

Chacun doit trouver le timing parfait, et c'est tout le savoir-faire de la migration : savoir précisément quand et comment prendre la route, mais ce n'est pas aussi facile que vous imaginez.

Et je ne vous parle pas d'un savoir logique, il n'y a rien de logique à s'embarquer pour la Grèce ou à se cacher dans un fourgon fermé jusqu'en Bulgarie.

Ce que j'entends par savoir est composé à 50% de perceptions, de ressentis et d'une acceptation de sa propre réalité. Les autres 50% sont faits de chance et de foi.

During winters we wait, because the roads are closed. What I mean by the road is the migration routes to Europe.

Some could be waiting while standing, seated or sleeping, but one needs to understand that the fundamental basics of migration is to know how to wait. It is about patience.

Those who hurry will lose, and those who wait too long will lose too.

One needs to find the perfect timing, and that is the mastery of migration: to know exactly when and how to take the road, but it is not so easy as you can imagine.

And I don't mean knowing in the logical sense, since there is nothing logical about getting on a boat towards Greece or hiding in a locked minivan towards Bulgaria.

What I mean about knowing is derived 50% by senses, feelings and acceptance of one's reality, 50% about luck and faith.

La lessive

The Laundry



Ce portrait est celui d'un frère afghan qui parvint à survivre à l'une des traversées les plus mortelles de la Méditerranée. Ils étaient 40 sur le bateau et, à part lui, tous se sont noyés. Il revint au foyer et continua sa vie comme si de rien n'était. Vous le voyez devant notre laverie en train de faire sa lessive mais je me demande comment peut-il laver sa peur et sa colère. Je suis d'avis qu'il faut être fort pour arriver à laver ses frustrations. C'est donc le portrait d'un des hommes les plus forts que j'ai rencontré jusqu'à présent.

This is the portrait of an Afghan brother whom happened to survive one of the deadliest Mediterranean crossings. There were 40 people in the boat, they all drowned he was the only one who survived. He came back to the shelter and now continues his life as if nothing happened.

He is even able to make his own laundry as you can see him in front of our laundry room, but I wonder how could he clean his fear and anger. One who can clear his frustrations in my opinion is a strong man, hence this is the portrait of one of the strongest I met so far.

Préparation

Preparation



Des frères se préparent, sur le chemin vers la traversée. L'un sans l'autre, c'est impossible.

Les frères pensent et agissent ensemble.

Sans son frère, traverser est à peu près impossible.

Mais pendant la traversée, c'est tout autre chose, certains restent collés l'un à l'autre, d'autres se perdent, quelques-uns même se trahissent.

Espérons que la fraternité perdure, sinon ce jeu est condamné à l'échec.

Brothers prepare together, on the way to the crossing. Without one and other, it is impossible. Brothers think and act together.

Without a brother, the act of crossing is merely impossible.

But what happens while crossing is another thing, some stick to each other, some lose each other or some even betray.

Let's wish, for brotherhoods to remain stronger, otherwise this game is doomed to be lost.

Les escaliers du paradis

Stairways to Heaven



Ils promirent à tout homme une place au paradis.
Mais nous voilà, les enfants venant de l'enfer.
Comme c'est beau et serein, n'est-ce pas ?

Comme si je me pendais dans les airs, être à
l'intérieur ne signifie que le vide.

They promised every good man a place on
heaven. But here we are, the children coming from
hell. How beautiful and serene that is, isn't it?

As if I am hanging up in the air, being in it all
emptiness.

La boucle

The Loop



Un jour en classe, le professeur nous a dit : « Tout cercle se termine là où il commence ».

Ma vie est un cercle, elle a un commencement et une fin mais, d'une certaine manière, j'en ai perdu le tracé.

C'est comme si je tournais en rond au même endroit comme une boucle, sans début ni fin.

Once in a class, our teacher said "every circle ends where they start".

My life is like that circle, it has a beginning and an end but somehow I lost the track of it.

I am as if always turning around the same place, like a loop with no beginning and no end.

Un enfant, un professeur, un
livre et un crayon peuvent
changer le monde

A child, a teacher, a book and a
pencil can change the world



Un autre ami afghan se tenant devant la peinture
mural de Malala⁶.

Elle a pris d'énormes risques pour étudier,
comme nous.

Mais pour ma plus grande chance, j'ai rencontré
de bonnes personnes comme toi Elif, ma sœur, qui
m'ont supporté les jours les plus difficiles et qui
m'ont ouvert de nouvelles portes.

Ensemble avec vous tous, je crois plus que tout
que nous changerons ce monde et l'humanité pour
le meilleur.

Another Afghan friend standing in front of
Malala's mural.

She took huge risks to study, and so did we.

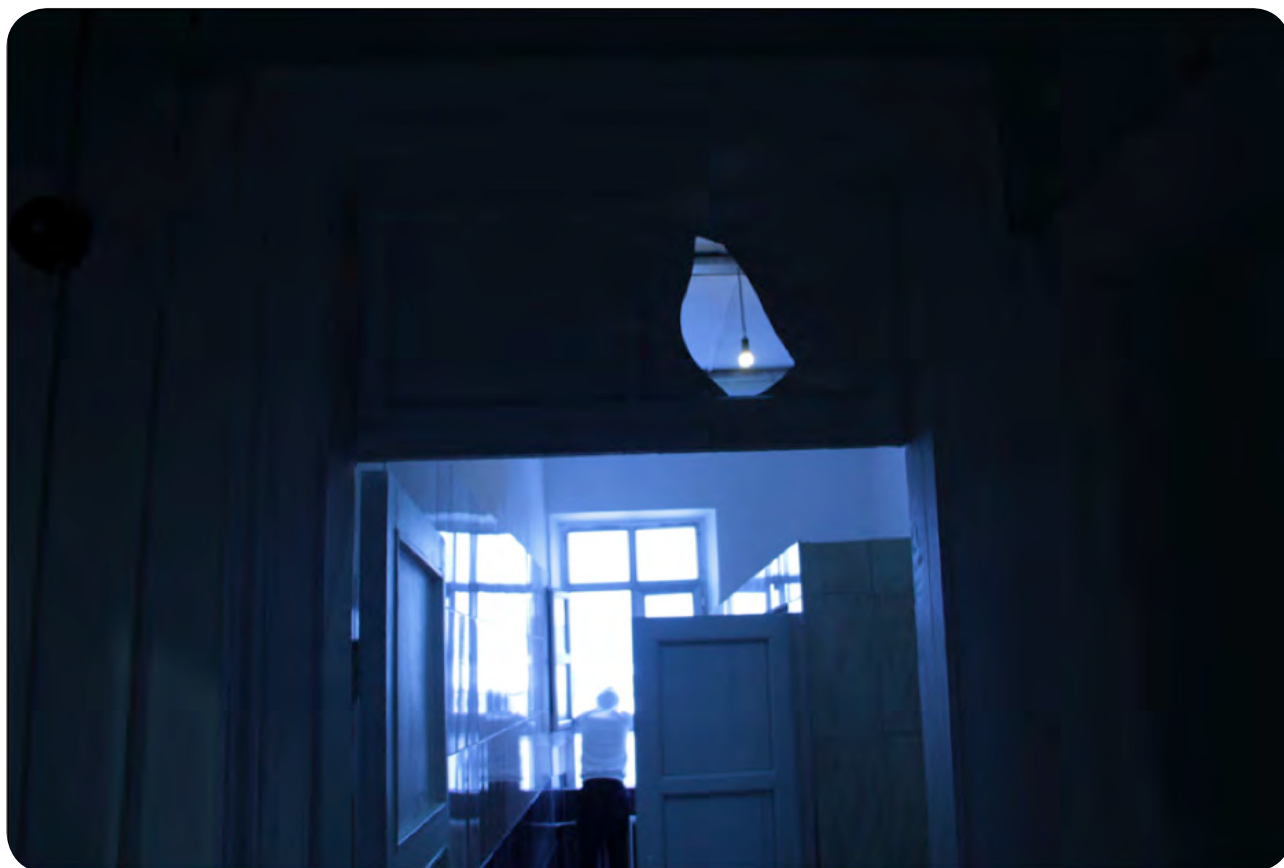
But for my biggest luck I met good people like
you Elif sister whom supported me in most difficult
days and who opened new doors to me.

Together with all of you, I believe more then ever
that we will change this world and humanity for
the better.

⁶ Malala Yousafzai est une étudiante pakistanaise, militante
pour le droit des femmes (note du traducteur).

Apprendre à se libérer

Learning to be freed



Pensant à la liberté, comment quelqu'un peut être entièrement libéré ?

Chacun a besoin d'une idée. Avec une idée, tout devient alors possible.

Si penser fait déjà de nous des hommes, alors nous pouvons aussi apprendre à être des hommes libres.

Au moins, nous sommes libres de penser à la liberté.

Thinking on freedom, how can one be freed entirely?

One needs an idea. With an idea, everything is then possible.

Yet if one becomes human by thinking, then one can also learn to be a free human too.

At least we are free for thinking about freedom.



Crédit : Eddy Vaccaro

L'objectif de cette rubrique est d'ouvrir un espace d'expression aux jeunes ayant fait l'expérience de la migration et favoriser leur appropriation de celui-ci en publiant leurs productions pouvant revêtir des formes variées (écrits, photos, dessins, vidéos, etc.) Ce faisant, l'intérêt est d'impliquer les jeunes migrants au cœur de la réflexion dont ils font l'objet pour s'extraire de l'écueil consistant à transmettre et diffuser des connaissances 'par' les adultes et 'pour' les adultes uniquement.

UN PASSAGE SOMBRE DE MA VIE

STÉPHANE LE GÉNÉRAL

Je me nomme Stéphane et les amis m'appellent le général. Je suis originaire du Cameroun et je viens de la ville de Douala.

Chacun a son histoire et chacun la conte à sa manière selon ce qu'il a vécu. Je ne suis pas une légende mais je fais partie des élus de Dieu. Je me servirai de mes écrits pour rendre hommage aux personnes qui ont laissé la vie durant cette bataille et à ceux qui continuent de se battre.

Quitter son pays demande un immense courage et une grande responsabilité. C'est abandonner sa famille, ses proches, son entourage, son pays. C'est comme avoir un fardeau sur ses épaules. Septembre 2014, je quitte ma famille sans dire au revoir à ma mère dans le but de rester en vie. J'avais reçu des menaces de mort par mes demi-frères, envahi par des problèmes familiaux, je voulais trouver la stabilité dans un autre pays et l'envie de pratiquer le sport au haut niveau.

Mon parcours n'a été que misère, combat, souffrances. Ce qui me conduisit en France. J'ai traversé en tout 5 pays pour me retrouver en France et ce que j'ai vécu est comparable à la légion étrangère. S'il fallait détailler, cela pourrait faire des livres et des films. J'ai traversé un désert qui donnait l'impression de ne pas finir. Un désert rempli de cadavres. L'âme perdue des compagnons. Un désert gardé par des coupeurs de route. Les endroits où je me trouvais étaient un enfer du devoir. Un cimetière sanglant. Certains aventuriers, à force de rester dans la forêt, finissaient par avoir un instinct animal et des réflexions barbares. C'était une zone de détermination où il fallait rester en vie. Quand un compagnon mourrait, on l'enterrait en chemin et chacun disait un mot à son honneur.

Nous étions 52 quand nous voulions affronter l'ennemie finale (la mer). Dans ce bataillon, chrétien musulman on ne faisait qu'un. Chacun priait à sa manière.

Ma prière était : « Seigneur tu es le commencement et la fin. Tu es celui qui crée un chemin où il n'y avait pas de chemin. Que ta main soit notre zodiaque (petit bateau) et que ta grâce nous conduise à destination. Amen ». Une fois en mer nous avons fait plusieurs kilomètres. Hélas une vague gigantesque sortit de nulle part. Je voyais des corps flotter. J'entendais des cris, pleurs. C'était un carnage. Nous étions entre terre et ciel sans qu'aucune force ne puisse nous délivrer. Après un moment la peur avait disparu de mon cœur. Je ne ressentais plus rien. C'est comme si mon cerveau ne répondait plus. J'essayais de regarder des 2 cotés mais il n'y avait aucun bateau. Je voulais que l'ange de la mort m'amène avec lui mais ce dernier avait reçu les instructions formelles de Dieu, celui là ne le touche pas, il a encore une mission à accomplir. 22 heures de temps passé en mer, enfin un bateau espagnol. Nous avons été secourus au nombre de 12.

Une fois sur le bateau, je pris la main des survivants les plus proches de moi et je me mis à prier : « Seigneur je te remercie pour ta grâce, je prie afin que tu continues à protéger tous ceux ici présent et à diriger leurs vies. Accueille ceux qui n'ont pas pu survivre et sois toujours à la tête de mes projets. Amen ». Une fois sur les côtes, j'ai été le dernier à descendre sur le bateau et à poser mes pieds sur le sol espagnol. Je m'étais fait une promesse de général : vu que tous ont peur de la mer, je serais le premier à entrer en mer et le dernier à sortir. Tel était mon devoir. Quand j'arrive à la dernière marche avant de poser mon pied sur le sol espagnol, un Guarda espagnol s'approcha de moi et dit : « *amigo, respeto* ». Mon cœur fut comblé d'honneur.

Quand je ferme les yeux et je vois mon passé parmi tant d'autres, je me dis que je suis un homme béni de Dieu. Mon cœur est rempli de douleur, de tristesse pour ces valeureux hommes, femmes et enfants qui ont perdu la vie. Quand je ferme les yeux je vois hommes, femmes et enfants dans ces forêts, désert et mer qui continuent à se battre dans la pluie, le soleil, l'hiver, qui affrontent les moustiques. Je me dis c'est eux les vrais héros. Quand je ferme les yeux, je vois ces frères au milieu des pins, qui bouffent des pains pour soulager l'estomac. Je me dis qu'ici je suis au 10 étoiles. Quand je ferme les yeux, je regarde derrière, je vois des milliers de personnes remplis de talents : des artistes musiciens, des footballeurs, des artistes martiaux, des athlètes. Je me demande en quel moment s'arrêtera cette guerre ? Nous sommes tous frères : qui que tu sois noir, blanc ou jaune, tu es mon frère. Où que tu sois en Afrique, en Europe ou en Amérique, tu es mon frère, tu es ma sœur. Que Dieu continue à veiller sur vous qui continuez à vous battre. Soyez bénis au nom de Jésus.

ICI JE SUIS CHEZ MOI

40 jours plus tard, nous sommes 'libres' ! Je ne pense qu'à fuir, le plus loin possible, avant de pouvoir croire à la liberté. Mais je ne songe pas à l'avenir, à ce qui m'attend, je garde en moi la tristesse d'avoir perdu mes compagnons. S'il y a une seule chose qu'on devrait se vanter d'avoir, c'est uniquement la vie. Demain l'un de nous ne sera plus là pour l'autre. Mon regard est rivé vers le ciel. Je suis le détenteur du don mémorial. Nous sommes tous égaux devant la mort. Ici je suis chez moi, je suis vraiment chez moi.

PORTRAIT DE STÉPHANE

Si j'étais un animal je serais un lion
Si j'étais un film je serais Insaisissable
Si j'étais un pays je serais l'Espagne
Si j'étais un métier je serais agriculteur
Si j'étais un personnage célèbre je serais Will Smith
Si j'étais une boisson je serais de l'eau
Si j'étais un objet je serais un bateau
Si j'étais une planète je serais la terre
Si j'étais une odeur je serais un nectar de fleur
Si j'étais une invention je serais la lumière
Si j'étais un acteur je serais moi même
Si j'étais un philosophe je serais Confucius



DANS LE PAYS D'OÙ JE VIENS LE RUGBY N'EST PAS CONNU

Tous les jeunes n'ont d'yeux que pour le foot

Je rêvais un jour faire du sport au haut niveau. Une fois en France, j'ai pu intégrer une équipe de foot. Je mentirais si je disais que je n'aimais pas cette équipe. Mais dans la vie la voie qu'on suit n'est pas toujours celle qu'on désire au plus profond du cœur. J'avais de bons coéquipiers, on s'amusait bien, mais quelque chose manquait.

Un samedi, l'un de mes éducateurs décida de rassembler tous les jeunes pour aller faire un foot. Il fut impressionné par ma manière de jouer au foot. Le fait que j'arrivais à tirer de loin le marqua, et il me conseilla d'aller faire du rugby. Il était persuadé que c'était ma voie et que dans ce domaine je réussirais.

Mon premier jour de test marqua mon cœur à tout jamais. Au stade j'étais perdu, je ne comprenais aucun code. Mais chacun essayait de me positionner, de m'aider. Très rapidement je me sentis en famille. Tout le monde voulait me donner un coup de main. Le bloc était si solide. Quand je perdais la balle, tous n'avaient que ces mots : « ça viendra avec le temps ». Je n'étais point jugé.

Quand je ferme les yeux, je me rappelle de ce jour comme si c'était aujourd'hui. Je me rappelle du premier match des U18 de la saison 2015-2016 auquel j'assistais à l'extérieur. Pour moi c'était phénoménal malgré la défaite ce jour-là. Au vestiaire, avant le match, je fus conquis par l'esprit qui habitait mes coéquipiers. Après le discours du capitaine, je vis la rage de vaincre dans les yeux de tout le monde.

Mais le discours qui restera gravé à jamais dans mon cœur ce fut le discours de mon coach Laurent : « Aujourd'hui je veux voir du rugby, l'engagement ! Je passe plus de temps avec vous qu'avec mes gosses et tout ce que je vous demande c'est la victoire !... »

Lors du match, quand une personne mettait un essai ou une transformation, la gloire revenait à toute l'équipe. Au contraire du foot, où la gloire revient au buteur. Je venais de me faire coloniser par l'esprit que dégageait ce bloc. Il n'était plus possible pour moi de retourner au foot. Mon cœur venait de s'ouvrir à un vrai sport.

Des gens qui ne connaissent pas le rugby disent que le rugby est un sport joué par des brutes. Moi je dis que c'est un sport noble et pratiqué par des



gentlemen. Au rugby, quand un joueur se blesse, pour ne pas sortir du terrain, il nie la douleur. Par contre au foot, un joueur peut parfois simuler la douleur par intérêt. Au rugby on est une équipe, une famille, un bloc, un mur.

Je n'oublierai jamais qui a été mon premier coach et mes premiers coéquipiers. Tous des hommes bons et valeureux. Je n'oublierai jamais la direction de mon club qui nous a donné envie de venir tous les jours « à la maison ». En conclusion je dirais : « je suis venu seul en France et en route j'ai rencontré une famille. Je suis allé seul en guerre et au combat j'ai eu des frères d'armes. Ici je suis chez moi. Je suis vraiment chez moi ».

Mineurs non accompagnés à Palerme : le théâtre comme expérience d'inclusion sociale

MARTINO LO CASCIO

Psychologue et psychothérapeute, Palerme

RÉSUMÉ

Cet article se fonde sur l'expérience de l'association Nottedoro qui utilise depuis des années le théâtre comme outil de promotion de l'émancipation et du bien-être des mineurs non accompagnés. La Sicile est le lieu principal de débarquements des bateaux de migrants qui se seront par la suite répartis dans une centaine de structures d'accueil. Aussi, à Palerme, de nombreux mineurs non accompagnés sont admis dans des centres de premier accueil où commencera un complexe parcours d'insertion dans la société italienne. Après une rapide analyse du contexte de l'accueil des mineurs étrangers non accompagnés en Sicile, cet article explorera l'utilisation du théâtre comme outil d'intervention pédagogique face à certaines problématiques psycho-sociales particulières rencontrées par ce public. Inspiré par les modalités et les principes de la pratique pédagogique, l'article dresse les principaux défis et points de tension de cette expérience. À partir de celle-ci, il est toutefois possible d'identifier des orientations et des outils pour appuyer concrètement le processus d'intégration de ces jeunes migrants.

« Vous apprendrez dans cette maison qu'il dur
d'être étranger.

Vous apprendrez aussi qu'il n'est pas facile de
cesser de l'être »
Maurice Blanchot

1- INTRODUCTION

L'association Nottedoro a été créée par des opérateurs qui, depuis ces vingt dernières années, ont développé des interventions sociales et artistiques dans des contextes variés. Constituée en 2015 à l'occasion du 1er festival des « ninne nanne da tutto il mondo »¹, montrant ainsi l'énorme pouvoir d'intégration et le positif métissage interculturelle que l'art parvient à générer au delà de sa capacité à promouvoir des changements individuels et collectifs.

Les pratiques esthétiques, surtout dans les moments de transition, sont une opportunité pour

¹ A Palerme, l'association a rassemblé les « ninne nanne » (berceuses) chantées par des habitantes provenant de diverses parties du monde. Grâce à la collaboration de nombreux musiciens, un festival et un album CD audio ont vu le jour. Les recettes furent reversées au profit d'un projet contre la violence envers les femmes à Madagascar.

Minori Stranieri Non Accompagnati a Palermo: Il teatro come esperienza d'inclusione

MARTINO LO CASCIO

Psicologhe et psicoterapeuta, Palermo

SOMMARIO

L'articolo racconta l'esperienza dell'Associazione Nottedoro che utilizza da anni il teatro come opportunità di crescita e di promozione del benessere dei Minori Stranieri Non Accompagnati (MSNA). La Sicilia è il luogo principale degli sbarchi dei migranti che vengono smistati in centinaia di strutture. Anche a Palermo i numerosi MSNA vengono inseriti nei centri di accoglienza dove si avvia il loro complesso percorso d'inserimento nella società italiana. Dopo una prima disamina del contesto e delle statistiche dell'accoglienza, il presente lavoro esplora come il teatro possa rispondere ad alcune specifiche problematiche psico-sociali generate dallo scontro tra le esigenze specifiche dei MSNA e le criticità strutturali del sistema d'accoglienza nazionale e locale. Osservando le modalità e i principi ispiratori di tale pratica pedagogica, l'articolo delinea le principali sfide e i punti di forza di questa esperienza, nella quale si potranno individuare spunti e strumenti per supportare concretamente il processo d'integrazione.

“In questa casa imparerete che è duro essere
stranieri.

Imparerete che non è facile smettere di esserlo”
Maurice Blanchot

1- INTRODUZIONE

L'Associazione Nottedoro è stata creata da operatori che, in vari contesti, avevano svolto interventi sociali e artistici negli ultimi venti anni. Il gruppo fondatore si è costituito nel 2015 in occasione del “1° festival di ninne nanne da tutto il mondo”¹, mostrando l'énorme potere di integrazione e felice contaminazione interculturelle que l'arte riesce a generare nonch  la sua capacit  di attivare cambiamenti individuali e collettivi.

Soprattutto nei momenti di transizione, infatti, le pratiche estetiche sono un'opportunit  per sperimentare nuove costruzioni socio-culturali.

¹ A Palerme l'associazione ha raccolto “sul campo” ninne nanne cantate da abitanti provenienti da varie parti del mondo. Con la collaborazione di tanti musicisti   nato un festival e un CD. Il ricavato ha sostenuto un progetto contro la violenza alle donne in Madagascar.

expérimenter de nouvelles constructions socio-culturelles. De même, le théâtre peut représenter un dispositif éducatif, un moyen de socialisation, une possibilité d'expression qui permet aux habitants locaux et aux migrants, même ceux venant des marges et des enclaves, de réinventer la vie dans la ville.

Nées du croisement du domaine psychosocial et du domaine de la performance artistique (Rossi Ghiglione et Pagliarino, 2007), les nombreux ateliers théâtraux réalisés et les pièces jouées contribuent à la promotion du bien-être relationnel, communicatif et symbolique pour les migrants et pour les mineurs non accompagnés.

Le théâtre devient un instrument qui rend perméable les frontières entre les cultures ; un système pédagogique qui permet de redéfinir la notion de frontière, ne la limitant pas aux aspects territoriaux, nationaux et institutionnels. Sur la scène se redessinent des modalités permettant de traverser les frontières et de jouer sur la Marge « continuellement traversée de nombreux corps, discours, pratiques et relations qui mettent ainsi en évidence les innombrables définitions et les déplacements entre intérieur et extérieur, habitants et migrants »² (Brambilla, 2015, p.113).

2- LE CONTEXTE D'ACCUEIL DES MIGRANTS EN ITALIE ET EN SICILE

En Italie, le nombre d'étrangers résidant légalement au 1er Janvier 2017 était d'un peu plus de 5 millions, selon les données fournies par ISTAT, représentant ainsi 8% de la totalité de la population italienne. A l'issue d'une longue transition marquée par l'accueil des boat people vietnamiens (à la fin des années 70) et albanais (durant les années 1990), par la crise balkanique, par la « saison des débarquements » et les révolutions arabes, il est cependant possible de constater la difficile transformation d'un ancien pays d'émigrants vers un pays d'asile.

En Italie le phénomène migratoire est réglementé à travers un corpus de lois, décrets et circulaires qui ont délimité, en particulier durant les années 1990, l'actuel cadre normatif. Au cours des dernières décennies, le traitement des migrants a alterné la tolérance passive et « l'intégration sans prise en charge » (Ambrosini, 2014). D'autre part, les politiques de réseaux au niveau local, ainsi que la force motrice des associations de migrants dans les différentes réalités nationales (Consoli, D'Agostino & Magro, 2009) et européennes, ont réussi à influencer la promotion du bien collectif (Caponio, 2006).

² Traduit par l'auteur.

Anche il teatro può rappresentare un dispositivo educativo, un mezzo di socializzazione, una possibilità di espressione che consente ad autoctoni e migranti, al di là dei ghetti e delle enclavi, di rinnovare la vita delle città.

I numerosi laboratori teatrali tenuti e le pièces rappresentate, nascono all'incrocio tra l'area psico-sociale e l'area performativa (Rossi Ghiglione et Pagliarino, 2007) perseguendo finalità di promozione del benessere relazionale, comunicativo e simbolico per i migranti e per i MSNA (minori stranieri non accompagnati).

Il teatro diventa uno strumento che rende permeabili i confini tra culture. Un sistema pedagogico che permette di ridefinire la nozione di frontiera, non limitandola agli aspetti territoriali, nazionali, statuali. Nei laboratori e sulle tavole del palcoscenico possono ridisegnarsi modalità di attraversare le frontiere e di "giocare" sul Confine "continuamente attraversato da numerosi corpi, discorsi, pratiche e relazioni che evidenziano le infinite definizioni e gli spostamenti nella definizione fra interno ed esterno, cittadini e stranieri"² (Brambilla, 2015, p.113).

2- IL CONTESTO E I DATI SULL'ACCOGLIENZA IN ITALIA E IN SICILIA

In Italia, gli stranieri residenti al primo gennaio 2017, secondo i dati ISTAT, erano poco più di 5 milioni con un'incidenza sulla popolazione dell'8%. Assistiamo, comunque, ad una difficoltà a metabolizzare la trasformazione da terra di emigranti a paese d'asilo, in una lunga transizione costellata dall'accoglienza dei boat people vietnamiti (fine anni 70) e d'Albania (dal 1990), dalla crisi balcanica, dalla "stagione degli sbarchi", dalle rivoluzioni arabe.

Il fenomeno migratorio in Italia viene regolato attraverso un corpus di leggi, decreti, circolari che ne hanno delineato, in particolare dagli anni 90, l'attuale panorama normativo. La relazione con i migranti in questi decenni ha alternato, così, tolleranza passiva e integrazione senza accoglienza (Ambrosini, 2014). D'altronde le politiche di rete a livello locale, così come la forza propulsiva delle associazioni di migranti in differenti realtà nazionali (Consoli, D'Agostino & Magro, 2009) ed europee, sono riuscite ad incidere sulla promozione del bene collettivo (Caponio, 2006).

² Traduzione a cura dell'autore

Tant en Italie qu'en Europe, le public de mineurs non accompagnés est extrêmement volatile et changeant. Ce sont des adolescents d'âge, de pays et avec des situations au départ différents, mus par des rêves personnels, mais aussi par des projets et objectifs familiaux variés (Kanics et Senovilla Hernández, 2010), tout comme les « motivations hétérogènes qui les conduisent à tenter l'aventure migratoire » (Attar, 2011, p. 35).

Les mineurs masculins représentant la vaste majorité des arrivées en Italie en 2017 (un total de 15.540 ; 25.486 en 2016), les mineurs constituent elles 6,8% de l'effectif de ces arrivées, leur prise en charge étant majoritairement concentrée en Sicile (58,7%). En l'absence d'un responsable légal à son arrivée en Italie, le jeune est alors confié dans une structure d'accueil relevant du système de protection national (coordonné par le Ministère du Travail et des Politiques Sociales) et garantissant les droits des mineurs sur le territoire italien. Celui-ci prévoit une phase de premier accueil temporaire, puis le transfert vers une structure de second accueil où le jeune restera jusqu'à ses 18 ans.

L'accueil des mineurs en Italie est caractérisé par une grande hétérogénéité relative aux types de structures utilisées et aux autorités responsables de leur fonctionnement et de leur supervision. Le premier accueil, ou accueil temporaire, est organisé autour de structures créées avec le FAMI (Fonds Asile, Migration et Intégration), d'autres sont financées par les préfectures (les CAS pour mineurs), ou par les villes et les régions. Enfin, il existe des structures d'hébergement « d'urgence ». La deuxième phase de l'accueil est organisée autour de structures pour les mineurs appartenant au réseau SPRAR (système de protection des demandeurs d'asile et des réfugiés). Cependant il existe aussi d'autres centres financés par le FAMI, les communes et les régions. La gestion des centres d'accueil est confiée à des associations locales issues des domaines de la protection de l'enfance ou de l'accompagnement social des migrants. Les structures et les associations gestionnaires doivent contribuer au développement et à la construction identitaire du jeune migrant en créant les conditions d'un projet de vie personnalisé, favorisant ainsi ses possibilités d'épanouissement et d'insertion sociale.

Avec un accueil de plus de 43% des mineurs débarqués en Italie, la Sicile reste en 2017 la première région d'accueil, loin devant la Calabre (7,9%) et la Lombardie (6,6%). Cette disproportion s'explique par des facteurs d'ordre structurel et politique. D'une part, car la prise en charge du jeune doit être assumée par la municipalité

Sia in Italia che in Europa, il target dei MSNA è estremamente fluido, cangiante, mutevole. Sono adolescenti differenti per età, paesi e situazioni di partenza, sogni personali, progetti familiari e obiettivi (Kanics et Senovilla Hernández, 2010) nonché sono « eterogenee le motivazioni che inducono a tentare l'avventura migratoria » (Attar, 2011, p. 35).

Relativamente al 2017 ne risultano presenti in Italia 18.303, registrandosi un incremento del 5,4% rispetto allo stesso periodo di rilevazione dell'anno precedente. Anche nel 2017 sono quasi tutti maschi mentre le minori sono il 6,8% delle presenze totali con una maggiore concentrazione in Sicilia (58,7%).

La condizione di minorenne fa scattare norme che garantiscono diritti e tutele nonché l'applicazione di un sistema di protezione che prevede una prima e una seconda accoglienza coordinate dal Ministero del Lavoro e delle Politiche Sociali. Per la prima accoglienza esistono delle strutture create con il FAMI (Fondo Asilo Migrazione e Integrazione), altre finanziate dalle prefetture (i cosiddetti CAS minori), alcune accreditate/autorizzate da Comuni e Regioni e infine quelle a carattere « emergenziale ». Per la seconda accoglienza, la direttiva è di inserirli in strutture solo per soggetti minorenni afferenti alla rete SPRAR (Sistema di Protezione per Richiedenti Asilo e Rifugiati) anche se vi sono dei centri finanziati dal FAMI, dai Comuni e dalle Regioni. Sono inoltre previsti l'affidamento presso famiglie o persone singole e il trasferimento in abitazioni con progettualità fortemente orientate all'autonomia. Infatti, la finalità sarebbe quella di accompagnare i MSNA in un percorso di supporto all'identità personale e sociale, favorendone la progressiva responsabilizzazione.

Le strutture dovrebbero contribuire allo sviluppo complessivo della persona creando le condizioni per un progetto personalizzato di vita, divenendo così occasione di crescita e reinserimento sociale. Nel 2017 La Sicilia si conferma, come negli anni precedenti, la Regione che accoglie il maggior numero di MSNA (43,6% del totale), seguita dalla Calabria (7,9%), dalla Lombardia (6,6%). Si determina questa sproporzione sia perché la legge prevede la presa in carico del Comune dove i minori sbarcano, sia per il decentramento di funzioni amministrative e infine per l'ostilità aperta di molte amministrazioni in merito alla redistribuzione dei migranti sul territorio nazionale³.

3 Il dato non è sfuggito alla ricercatrice francese Marie Bassi che in un recente articolo così commentava: « La répartition régionale sur le territoire italien est très inégale, (...) oblige ainsi l'une des régions italiennes les plus pauvres à accueillir plus d'un quart des mineur·e·s isolé·e·s étranger·ère·s ».

dans laquelle le jeune est identifié au moment du débarquement. D'autre part, l'absence de système de répartition nationale s'explique par l'hostilité ouverte de nombreuses administrations à l'égard de cette redistribution des migrants sur le territoire national³.

Les mineurs non accompagnés sont d'abord placés dans des Centres de premier accueil (CPA), mais des Centres d'accueil extraordinaires (CAS) sont également utilisés pour répondre à la pénurie de places. En effet, les urgences récurrentes, l'arrivée importante de migrants dans les ports durant certaines phases de l'année, l'organisation insuffisante du système, les longs délais d'attente pour répondre aux différentes demandes de protection internationale, et finalement, l'inertie administrative lors de la phase de répartition au sein des centres d'accueil, conduisent à placer les mineurs, dans l'urgence, dans les structures disposant de places disponibles.

De nombreuses structures sont surpeuplées, en grande difficulté logistique, organisationnelle et économique, avec du personnel peu formé, par ailleurs caractérisé par un turn over très intense. Malheureusement, les mineurs restent souvent dans ces structures d'accueil temporaires pendant des mois, voire parfois pendant un an ou plus, entraînant ainsi des conséquences négatives importantes sur leur parcours d'intégration.

3 ASPECTS PSYCHOSOCIAUX PARTICULIERS AUX MINEURS NON ACCOMPAGNÉS

Dans ce contexte très critique, l'incapacité à répondre aux besoins immédiats et évolutifs dans le temps des mineurs migrants peut progressivement générer de l'inconfort, des déviances et dans certains cas même des troubles psychiatriques⁴.

Le parcours des jeunes migrants dans le pays d'accueil est fortement déterminé par les opportunités variées pouvant émerger à l'échelle locale (Sbraccia, 2007 ; Belotti, Maurizio & Moro, 2006 ; Melossi & Giovanetti 2002), ainsi, les

I MSNA vengono inizialmente inseriti in Centri di Prima Accoglienza (CPA), ma si utilizzano anche i Centri di Accoglienza Straordinaria (CAS) per rispondere alla carenza di posti. Infatti le ricorrenti emergenze, l'afflusso esorbitante in alcune fasi dell'anno, un'organizzazione di sistema insufficiente, i lunghi tempi d'attesa per rispondere alle varie richieste di status, un'inerzia amministrativa nelle fasi di accreditamento delle comunità, portano a inserire i MSNA nel luogo dove in quel momento ci sono posti liberi. Molte strutture sono sovraffollate, in forte difficoltà logistica, organizzativa, economica, con scarsa formazione degli staff, peraltro, caratterizzati da grande turn-over. Purtroppo i MSNA spesso restano là per mesi, o addirittura più di un anno, con notevoli conseguenze negative.

3 ASPETTI PSICO-SOCIALI RILEVANTI

In questa cornice di forti criticità, la mancata risposta alle giuste esigenze dei MSNA e i loro bisogni evolutivi possono progressivamente trasformarsi in disagio, devianza e in alcuni casi anche disturbi psichiatrici⁴.

Ciò che davvero influenza i destini dei minori nel paese ospitante è un complesso di circostanze che possono essere ricondotte all'incontro con micro-strutture di opportunità diverse (Sbraccia, 2007; Belotti, Maurizio & Moro, 2006; Melossi & Giovanetti 2002), e pertanto, diventano centrali i percorsi svolti dentro e fuori le comunità (De Leo & Patrizi, 1999; Saglietti & Zucchermaglio, 2010; Novara & Lavanco, 2009). Anche in ambito europeo si ritrova che i percorsi dei MSNA si costruiscono articolando variamente le loro relazioni amicali, familiari con i vincoli e le occasioni (economiche, politiche, istituzionali, familiari) incontrate nel loro viaggio (Duvivier, 2012). È stato mostrato successivamente come "le esperienze migratorie potevano liberare risorse cognitive ed emozionali, specialmente se il migrante era supportato da reti sociali" (Sturm, Baubet & Moro, 2010).

Quando invece si scotomizzano gli aspetti di prevenzione e promozione che l'azione sociale e politica dovrebbe avere, la causa del disadattamento viene soprattutto interpretata come incapacità personale e si converge su

présent-e-s en Italie et à leur offrir un parcours d'insertion» in <http://mouvements.info/mineures-isolees-etrangeres-en-europe/>

3 Ces données n'ont pas échappé à la chercheuse française Marie Bassi qui, dans un article récent, a fait le commentaire suivant : « La répartition régionale sur le territoire italien est très inégale, (...) oblige ainsi l'une des régions italiennes les plus pauvres à accueillir plus d'un quart des mineurs isolés étrangers présents en Italie et à leur offrir un parcours d'insertion » in <http://mouvements.info/mineures-isolees-etrangeres-en-europe/>

4 D'après les commentaires informels de certains opérateurs, au cours des dernières années un plus grand nombre de jeunes débarqués en Italie ont montré depuis leur arrivée de forts signes de souffrance psychologique et de syndromes de stress post-traumatique.

4 Bisogna anche dire che, da quanto informalmente ascoltato dagli operatori, negli ultimi anni sono giunti un maggior numero di ragazzi che fin dal loro arrivo hanno mostrato forti segnali di sofferenza psicologica e disturbo post-traumatico da stress.

parcours des jeunes au sein et en dehors des centres d'accueil deviennent centraux (De Leo & Patrizi, 1999 ; Saglietti & Zuccheromaglio, 2010 ; Novara & Lavanco, 2009). Dans le contexte européen, d'autres chercheurs ont mis en évidence que les parcours se construisent en articulant divers réseaux de relations familiales et amicales avec les contraintes et les opportunités (économiques, politiques, institutionnelles, familiales) rencontrées par les mineurs durant leur voyage (Duvivier, 2012). Et il a été ensuite démontré que « les expériences de migration pouvaient libérer des ressources cognitives et émotionnelles, surtout si le migrant était soutenu par des réseaux sociaux » (Sturm, Baubet & Moro, 2010).

En revanche, lorsque les aspects de prévention et de promotion de la santé et le bien-être que l'action sociale et politique aurait dû mettre en place sont écartés, la cause de l'inadaptation du mineur est principalement interprétée comme une incapacité personnelle et se concentre sur des interventions psychiatriques (Cuzzolaro & Frighi, L., 1989).

Comme le souligne une étude, il y a eu en Italie « une faible incidence des formes psychopathologiques frappantes parmi les mineurs non accompagnés, un pourcentage estimé à environ 2-3% des cas de mineurs hébergés dans des structures d'accueil » (Orlandi, 2011, p.113), mais il semblerait également que le malaise ne se manifesterait qu'à un moment ultérieur. On parle de « deuil différé » lorsque, après la chute des défenses maniaques, des symptômes dépressifs ou des troubles psychosomatiques prennent souvent forme.

Alors que certaines recherches européennes confirment que dans le cas des enfants réfugiés, des taux significatifs de dépression peuvent être observés (Derluyn & Broekaert 2007 ; Slagsvold, 2014), il a été avancé en même temps, que ce qui est fondamental pour un processus positif d'intégration et de promotion de la santé mentale n'est pas nécessairement l'étendue du traumatisme pré migratoire mais plutôt le progrès des compétences et des connaissances dans la culture de la société d'accueil, sans négliger la culture de l'origine (Oppedal & Idsoe, 2012).

4- LE PARCOURS THÉÂTRAL

A partir des éléments décrits jusqu'à présent, j'ai commencé à articuler une proposition théâtrale spécifique qui n'existait pas sur notre territoire sicilien. De manière générale, les cycles d'ateliers se déroulent dans les salles de l'oratoire de Santa

interventi di tipo psichiatrico (Cuzzolaro & Frighi, L., 1989).

Come rilevato da una ricerca, fortunatamente in Italia si è rilevata una "bassa incidenza di forme psicopatologiche eclatanti tra i MSNA, percentuale indicativamente stimata attorno al 2-3% dei casi di minori ospitati nelle strutture di accoglienza" (Orlandi, 2011, p.113), ma sembrerebbe altresì che solo in un secondo momento si attiverebbero dei profondi disagi. Si parla di "lutto rinviato" quando, cadute le difese maniacali, prendono forma sintomi depressivi o spesso disturbi psicosomatici.

Se alcune ricerche europee confermano come nel caso dei minori rifugiati si osservavano significativi tassi di depressione (Derluyn & Broekaert 2007; Slagsvold, 2014) al contempo è stato sostenuto che ciò che conta maggiormente, per un positivo processo di integrazione e di promozione della salute mentale, non è l'entità del trauma premigratorio ma piuttosto il progresso nelle competenze e conoscenze della cultura della società d'accoglienza, senza per questo tralasciare la cultura d'origine (Oppedal & Idsoe, 2012).

4- IL PERCORSO TEATRALE

Dagli elementi sin qui descritti sono partito per articolare una specifica proposta teatrale che non esisteva nel nostro territorio. Generalmente i cicli laboratoriali sono stati svolti nelle stanze dell'oratorio di Santa Chiara⁵ e in media sono frequentati da gruppi di 12/15 partecipanti. Le provenienze sono molto varie e dipendono dai flussi migratori contingenti.

Per reperire i partecipanti abbiamo inviato numerose email informative e divulgative ai responsabili dei Centri di Accoglienza e abbiamo affisso alcuni volantini all'interno delle loro strutture. Quando ci è stato richiesto abbiamo anche preventivamente illustrato il percorso a gruppi di ospiti potenzialmente interessati. Negli anni si sono iscritti sia migranti che avevano intenzione di restare in città (o in Italia), sia persone che vedevano Palermo solo come una

⁵ Santa Chiara è una parrocchia salesiana al centro storico di Palermo, con una lunga storia di accoglienza in uno dei quartieri maggiormente abitato da stranieri. Forse si tratta della realtà più attiva e propositiva nel supportare e donare spazi e ascolto ai migranti.

Chiara⁵ à Palerme et sont suivis par des groupes de 12/15 participants ayant des origines et des parcours migratoires très variés.

Afin de trouver les participants, de nombreux courriels d'information et de sensibilisation aux responsables des centres d'accueil ont été envoyés. Sur demande, des sessions d'information ont également été organisées auprès de groupes de migrants potentiellement intéressés afin de leur expliquer le parcours théâtral. Au fil des ans, différents profils de participants ont pris part aux ateliers : certains ne voyaient Palerme que comme une étape intermédiaire de leur projet migratoire ; et d'autres avaient l'intention de s'établir durablement dans la ville (ou en Italie). Les ateliers ont rassemblé des migrants et des mineurs d'origines migratoires diverses comme le Bangladesh, l'Iran, l'Erythrée, Le Nigéria l'Afrique de l'Ouest (le Sénégal, la Gambie, la Côte d'Ivoire) mais aussi la Roumanie et l'Île Maurice, parmi de nombreux autres pays.

tappa intermedia del loro progetto migratorio. Ai tanti laboratori hanno, così, partecipato MSNA e migranti provenienti Nigeria, Mali, Bangladesh, Eritrea, Costa d'Avorio, Senegal, Gambia, Iran, Romania, Mauritius e tante altre nazioni.

Ho scelto il teatro come strumento pedagogico ed educativo anche perché rispetta alcuni criteri segnalati da Brofenbrenner e Morris (2007), criteri che avevo già sintetizzato in una mia precedente ricerca "1 – Occorre che le persone si impegnino in un'attività, affinché si possano sviluppare; 2 – Per essere efficace, l'attività dovrà protrarsi per un periodo di tempo ragionevolmente esteso; 3 – Sono efficaci quelle attività (...) che diano, nel loro dispiegarsi, anche la possibilità di continui miglioramenti e incrementi di competenze (...); 4 – Ci deve essere reciprocità nello scambio interattivo instaurato" (Lo Cascio, 2017, p. 57 - 58).

Il laboratorio teatrale è, inoltre, una "zona liminale", una zona del passaggio, "la soglia che sta fra due sistemi culturali definiti" (Turner, 1986,



Image / Immagine 1 : Backstage Laboratorio (2015)

5 Santa Chiara est une paroisse salésienne du centre historique de Palerme avec une longue histoire d'hospitalité dans un des quartiers les plus habités par les étrangers. C'est peut-être la réalité la plus active et la plus proactive pour soutenir et donner de l'espace et écouter les migrants.

p. 111). Durante i laboratori, il teatro favorisce uno scambio interculturale protetto e vivace, inserito in una precisa dinamica "regolata" ed "è una struttura di azione che funziona secondo principi

J'ai choisi le théâtre comme outil pédagogique et éducatif aussi parce qu'il répond à certains des critères mentionnés par Brofenbrenner et Morris (2007). Ces critères ont déjà été résumés dans une recherche précédente : « Les gens doivent s'engager dans une activité, pour pouvoir se développer ; pour être efficace, l'activité doit durer raisonnablement longtemps ; les activités efficaces (...) donnent, dans leur déroulement, la possibilité d'améliorations continues et d'accroissement des compétences (...) ; l'échange interactif établi doit être réciproque » (Lo Cascio, 2017, p. 57 - 58).

L'atelier de théâtre est aussi une « zone liminale », une zone de passage, « le seuil entre deux systèmes culturels définis » (Turner, 1986, p. 111). Pendant les ateliers, le théâtre favorise un échange interculturel protégé et vivant, inséré dans une dynamique précise et « régulée ». « C'est une structure d'action qui fonctionne selon des principes précis qui organisent le temps, les relations entre les personnes qui y participent et les actions qui y ont lieu » (Rossi Ghiglione & Pagliarino, 2007, p. 49). Un lieu de production créative qui promeut une perspective de promotion et de développement communautaire, de soutien aux processus d'empowerment, une forme de recherche expressive et communicative qui met en jeu l'identité des participants.

La méthodologie que j'utilise est très simple car elle s'adresse à ceux qui doivent faire leurs premiers pas dans l'aventure théâtrale dans un domaine d'intervention sociale (Heril & Mégrier, 1999). Je suis une séquence assez classique : exercices physiques d'échauffement musculaire, jeux de connaissances et d'entraînement en groupe, notamment des exercices théâtraux (par exemple le salut japonais, le radeau, les promenades avec changement de rôle, l'épingle, les sculptures, la machine rythmique...), les improvisations (mais seulement dans la deuxième phase du stage), le travail de lecture des textes.

J'accorde une importance centrale aux exercices qui « visent à une meilleure connaissance du corps, de ses mécanismes, de ses atrophies, de ses hypertrophies, de ses capacités de récupération, de restructuration, de ré-harmonisation. L'exercice est une réflexion physique sur soi-même » (Boal, 1993, p. 50). Au théâtre, les exercices proposés « sont de petits labyrinthes que le corps-esprit de l'acteur peut emprunter et réemprunter pour incorporer un mode de pensée paradoxal, pour s'éloigner de ses propres actions quotidiennes et entrer dans le champ des actions extra

precisi che organizzano il tempo, le relazioni tra le persone che vi partecipano e le azioni che vi accadono" (Rossi Ghiglione & Pagliarino, 2007, p. 49). Un luogo di produzione creativa che favorisce un'ottica di promozione e sviluppo di comunità, il sostegno a processi di empowerment, la ricerca espressiva e comunicativa che rimette in gioco le identità dei partecipanti.

La metodologia che utilizzo è molto semplice perché è destinata a coloro che devono muovere i primi passi nell'avventura teatrale in un ambito di intervento sociale (Heril & Mégrier, 1999). Seguo una sequenza abbastanza standard: esercizi fisici per il riscaldamento muscolare, giochi di conoscenza e di formazione del gruppo, esercizi specificatamente teatrali (es. il saluto giapponese, la zattera, camminate con cambio di ruolo, il perno, le sculture, la macchina ritmica, ecc.), improvvisazioni (ma solo nella seconda fase del laboratorio), lavoro di lettura dei testi.



Immagine/ Image 2: Da "Vade Retro – La Riscossa dei poveri diavoli" (2016)

Assumono un'importanza centrale gli esercizi che "mirano a una migliore conoscenza del corpo, dei suoi meccanismi, delle sue atrofie, delle sue ipertrofie, delle sue capacità di recupero, di ristrutturazione, di ri-armonizzazione. L'esercizio è una riflessione fisica su se stessi" (Boal, 1993, p. 50). Nel teatro gli esercizi proposti "sono piccoli labirinti che il corpo-mente dell'attore può percorrere e ripercorrere per incorporare un paradossale modo di pensare, per distanziarsi dal proprio agire quotidiano e spostarsi nel campo dell'agire extra-quotidiano della scena" (Barba, 2003, p.240). In fondo ognuno è portatore di una sua maschera sociale (elementi sensoriali, muscolari, relazionali, emozionali, intellettivi, psicologici) che nel laboratorio viene giocosamente "smascherata".

quotidiennes de la scène » (Barba, 2003, p. 240). Après tout, chacun a son propre masque social (sensoriel, musculaire, relationnel, émotionnel, intellectuel, psychologique) qui est « démasqué » de manière ludique au cours de l'atelier.

4.1.- Objectifs principaux d'un atelier théâtral avec le mineurs non accompagnés et les migrants

Les objectifs, les prémisses et les thèmes sont nombreux et renforcent la perception du théâtre comme un outil d'inclusion et de promotion du dialogue interculturel. Tout d'abord, il donne une visibilité aux migrants qui souffrent souvent d'une invisibilité chronique, d'une impossibilité dramatique d'être vus ou, pire, qui ne sont « scrutés » que pour créer approbation ou un alarmisme sécuritaire. Le théâtre, qui a lieu dans une arène publique, redonne de la visibilité sous une forme gratifiante et attrayante. Elle peut aussi renverser la manière dont les politiques officielles d'in/visibilité décrivent et dissèquent les sujets politiques comme pertinents ou, au contraire, négligeables : « Les borderscapes audiovisuels [comme le théâtre]⁶ renforcent et stabilisent à la fois les régimes particuliers des personnes sensibles, les remettent en question et les renversent » (Brambilla et Pötzsch, 2017, p.69).

Une autre valeur ajoutée du théâtre est sa propension à offrir un espace d'acquisition d'informations et de compétences essentielles au processus d'intégration sociale, telles une meilleure maîtrise de la langue italienne, la compréhension de certains codes culturels du pays d'accueil, la connaissance et l'expérimentation de différentes manières d'établir des relations au niveau gestuel, physique et proxémique.

Il est important de préciser qu'il s'agit d'un apprentissage « mutuel » car la présence d'Italiens dans le groupe (enseignants et étudiants) permet d'avoir une expérience directe de partage interculturel avec les migrants. Enfin, la représentation théâtrale, durant laquelle se déroule la rencontre canonique entre le public et la compagnie théâtrale, est toujours chargée d'échanges émotionnels et cognitifs.

L'atelier théâtre est donc une stratégie psycho-sociale laïque pour favoriser un bien-être psychologique « collectif ». D'une part, les participants peuvent devenir des adultes plus responsables et des acteurs actifs, tandis que

4.1.- Obiettivi principali di un laboratorio teatrale con MSNA e migranti

Numerosi sono gli obiettivi, così come le premesse e i temi, che mi fanno pensare al teatro come uno strumento per l'inclusione e la promozione del dialogo interculturale. Innanzitutto dà visibilità ai migranti che spesso soffrono di un'invisibilità cronica, una drammatica impossibilità di essere visti o, peggio, vengono "scrutati" solo per creare consensi o allarmismi securitari. Il teatro, accadendo in un'arena pubblica, ridà visibilità in una forma gratificante e coinvolgente. Può, inoltre, sovvertire i modi imperanti con cui le politiche ufficiali di in/visibilità descrivono e sezionano i soggetti politici come rilevanti o, al contrario, trascurabili: "I borderscapes audio-visivi [come il teatro]⁶ sia rafforzano e stabilizzano, sia sfidano e sovvertono, regimi particolari del sensibile"⁷ (Brambilla e Pötzsch, 2017, p.69).

Un'ulteriore valore aggiunto del teatro, è la sua propensione ad offrire uno spazio per apprendere informazioni e competenze essenziali al lavoro di inclusione quali per esempio la migliore padronanza della lingua, la comprensione di alcuni codici culturali del paese ospitante, la conoscenza e la sperimentazione di modi di relazionarsi differenti sul piano gestuale, corporeo, prossemico.

E' bene precisare che si tratta di un apprendimento "reciproco" perché la presenza di italiani nel gruppo (docenti e allievi) permette proprio agli italiani di fare esperienza diretta del bagaglio culturale dei migranti. Per culminare, infine, nella performance dove avviene l'incontro canonico fra pubblico e compagnia teatrale, sempre carico di scambi emotivi e cognitivi.

Il laboratorio teatrale è, quindi, una laica strategia psico-sociale per favorire un benessere psicologico "collettivo". Da un lato i partecipanti possono diventare adulti più responsabili e protagonisti attivi mentre dall'altro lato, vengono migliorate le relazioni comunitarie, la qualità delle istituzioni, il dialogo quotidiano tra linguaggi differenti. Se il laboratorio privilegia l'aspetto ludico e socializzante, nella costruzione dello spettacolo interviene un rigore maggiore e una disciplina superiore, per la quale bisogna "negoziare" fin dall'inizio.

⁶ Crochets intégrés par l'auteur.

⁶ Tra parentesi quadre un'integrazione dell'autore.

⁷ Traduzione a cura dell'autore.

d'autre part, les relations communautaires, la qualité des institutions et le dialogue quotidien entre les différentes langues s'améliorent. Si les ateliers privilégient les aspects ludiques et socialisants, une plus grande rigueur et une discipline supérieure interviennent dans la construction d'un spectacle, ce qui demande une négociation dès le départ.

4.2.- Les difficultés principales rencontrées

Les difficultés rencontrées fréquemment dans ce travail délicat constituent un défi passionnant pour les acteurs de terrain. Tout d'abord, l'absence souvent absolue du code théâtral tel que nous l'utilisons traditionnellement en Occident. La plupart des migrants entrent pour la première fois dans un théâtre, un lieu spécifique et conventionnellement dédié à la représentation. L'espace scénique et la séparation entre la vie réelle et la sphère de l'art ne sont pas immédiatement évidents pour beaucoup d'entre eux.

Un obstacle particulier est représenté par la méconnaissance ou l'ignorance initiale de la langue italienne. Cela se traduit de façon très pragmatique par une forte limitation des outils et des textes à utiliser. Au début, tout passe par le corps, qui est toujours et de fait un artefact culturel, obéissant à des rituels et des conventions pour son exhibition, en privé et en public.

Il y a souvent l'inconfort chez le migrant de devoir s'ouvrir à soi-même, de laisser les portes de la connaissance de soi à nouveau ouvertes et une très forte modestie et timidité à se raconter⁷. Une grande peur de se découvrir soi-même et probablement d'être jugé, pas apprécié, par les autres participants (plus que par les animateurs italiens). Leur corps est souvent rigide, bloqué, paralysé. La mortification subie par les corps est perceptible, tout comme les blessures, les mauvais traitements et la misère auxquels ils ont dû faire face au cours du voyage. Dans tous leurs récits, une violence sans précédent émerge, subie tout au long du voyage, mais surtout en Libye, où les migrants sont vraiment à la merci des coups et des abus de pouvoir continus des civils et des soldats. Ce sont souvent des corps traumatisés. Lâcher prise, être touché, dissoudre les tensions qui font désormais partie intégrante de cette

4.2.- Difficoltà principali incontrate

Un'appassionante sfida per gli operatori sono alcune difficoltà da me riscontrare frequentemente in questo delicato lavoro. Prima fra tutte, l'assenza spesso assoluta del codice teatrale così come lo utilizziamo convenzionalmente in occidente. La maggior parte dei migranti entra per la prima volta in un teatro, luogo specifico e deputato convenzionalmente alla rappresentazione. Sia lo spazio scenico sia la separazione tra vita reale e sfera dell'arte, per molti non è di immediata evidenza.

Un ostacolo particolare è rappresentato, poi, dalla conoscenza inizialmente scarsa o nulla della lingua italiana. Ciò implica, al di là delle questioni pragmatiche, una forte limitazione di strumenti e testi da utilizzare. Al principio tutto passa per il corpo che è sempre e comunque un manufatto culturale, ubbidendo a riti e convenzioni per la sua esibizione, in privato e in pubblico.

Si riscontra frequentemente il disagio a doversi "aprire", lasciare di nuovo aperte le porte della conoscenza di sé e un fortissimo pudore e timidezza nel raccontarsi⁸. Una grande paura di scoprirsi e probabilmente di essere giudicati, non apprezzati, proprio dagli stessi partecipanti (più che dai conduttori italiani). I loro corpi sono spesso rigidi, bloccati, paralizzati. Si avverte la mortificazione che quei corpi hanno subito, le ferite del viaggio, i maltrattamenti e la miseria con cui hanno dovuto fare i conti. In tutti i loro racconti emergono violenze inaudite subite per tutto il viaggio ma soprattutto in Libia, dove sono davvero in balia di botte e soprusi continui, di civili e militari. Sono spesso corpi traumatizzati. Lasciarsi andare, farsi toccare, sciogliere tensioni che ormai sono parte integrante di quell'identità, sono operazioni difficili, delicate, rischiose.

Non si può, ancora, nascondere la grande fatica nel condividere la disciplina, la nozione del tempo, la puntualità e la scansione dei tempi (aspetti che possono mandare a monte il lungo e faticoso lavoro del gruppo). Infine vi sono innumerevoli altre difficoltà ordinarie: le necessità personali della vita di ciascuno, la difficoltà a farsi guidare dalle "indicazioni" del trainer donna, a lavorare nei periodi di Ramadan, l'esiguo numero di ragazze.

7 « Cet instant où vous n'avez pas l'impression d'être à votre place, vous l'avez tous vécu - tous les acteurs le vivent, du plus grand au plus petit - vous vous dites 'Qu'est-ce que je fais ici ?' » (Pezin, 2003, p. 235)

8 *"Questo istante in cui non ci si sente nelle proprie scarpe, tutti voi l'avete senz'altro vissuto - tutti gli attori lo vivono, dal più grande al più piccolo - si pensa 'Che ci faccio qui?'"* (Pezin, 2003, p. 235)

identité, sont des opérations difficiles, délicates et risquées.

Il ne faut pas non plus ignorer le grand travail accordé à la discipline, à la notion du temps, à la ponctualité et de l'analyse des séquences temporelles (aspects qui peuvent bouleverser le travail long et fastidieux du groupe). A cela s'ajoute d'innombrables autres difficultés ordinaires : les impératifs personnels de chacun, la difficulté à être guidé par les « indications » d'une femme formatrice, travailler durant les périodes du Ramadan, le petit nombre de femmes participant aux ateliers.

4.3.- Considérations générales sur la rencontre entre le théâtre et les migrants

De par mon expérience, j'ai pu observer comment le théâtre peut constituer une sorte de récit contre-hégémonique (Mezzadra et Nielsen, 2013 ; Brambilla 2015), une manière de redessiner les frontières et les caractéristiques du discours public sur les migrants et les mineurs non accompagnés. Je considère importante « l'inclusion de nouvelles agency et subjectivités politiques dans une sphère en constante évolution au sein de la société » (Brambilla, 2015, p.8). Je pense que le théâtre peut favoriser ces processus grâce à sa valeur performative, participative et politique. Le caractère « subversif » et « dérangeant » des subjectivités présentes dans les ateliers est rendu « compréhensible » et devient ainsi un discours fait public qui offre la possibilité d'une distension mutuelle dans une atmosphère émotionnellement positive. En montrant leurs corps et leurs discours, les migrants participants nous rappellent les paroles d'un critique de théâtre à propos d'autres acteurs non professionnels : « sur scène, ils communiquent la plénitude, la plénitude de leur existence. L'évidence est éblouissante : la révélation d'une beauté absolue, personnelle, inimitable » (Ponte di Pino, 1999, p. 130).

CONCLUSION

En conclusion, l'expérience menée à Palerme par l'association Nottodoro avec les mineurs non accompagnés et les migrants a montré que le « système théâtral » répond efficacement aux nombreux défis et difficultés d'inclusion de ce public.

Au risque d'enlèvement des mineurs migrants dans la passivité, l'oisiveté, l'inertie produite par les longs temps d'attente et par les limites du

4.3.- Considerazioni generali sull'incontro tra teatro e migranti

Nella mia esperienza ho osservato come il teatro può costituire una sorta di narrazione contro-egemonica (Mezzadra et Nielsen, 2013; Brambilla 2015), un modo di ridisegnare i confini e le caratteristiche del discorso pubblico su migranti e MSNA. Considero importante "l'inclusione di nuove agency e soggettività politiche nella sfera in continuo cambiamento del sociale" (Brambilla, 2015, p.8) e credo che il teatro può favorire questi processi grazie alla sua valenza performativa, partecipativa e politica. Il carattere positivamente "sovversivo" e "perturbante" delle soggettività presenti nei laboratori vengono rese "comprensibili" e così diventano discorso pubblico e offrono una chance di dis-tensione reciproca in un clima emotivamente positivo. Mostrare i loro corpi e discorsi ci ricorda le parole di un critico teatrale su altri attori non professionisti: "in scena comunicano invece la pienezza, la completezza della loro esistenza. La prova è folgorante: la rivelazione di una bellezza assoluta, personale, inimitabile" (Ponte di Pino, 1999, p. 130).

CONCLUSIONE

In conclusione l'esperienza a Palermo con MSNA e migranti ha mostrato come il "sistema teatro" risponda con efficacia a molte sfide e difficoltà d'inclusione di MSNA e rifugiati.

Al rischio che i MSNA si blocchino nella passivizzazione, nell'ozio, nell'inerzia prodotti dai lunghi tempi d'attesa e dai limiti del sistema d'accoglienza, il teatro offre una funzione "ri-creativa". Potersi permettere di giocare, di sfogarsi, di ridere insieme, di dimenticare per qualche minuto il carico di sofferenza e i problemi da risolvere, è già di per sé fortemente terapeutico. Al termine di una prova Vikram (mauriziano) dice, mentre lo riaccompagno a casa: "E' incredibile. Oggi, quando abbiamo iniziato eravamo tutti molto giù e scarichi, adesso siamo pieni di energia e allegri. Questo teatro è proprio una 'clinique'!"

Ri-creativa anche perché gli attori migranti "ri-creano" il mondo attraverso le loro visioni ed è uno spazio da cui guardare alle loro biografie da un'altra prospettiva. D'altronde i rifugiati e i MSNA hanno modalità di resistenza con cui rispondono alle situazioni stressanti (sfidandone la pressione) e ai contesti istituzionali, professionali e politici con cui entrano in contatto (Watters, 2001; Rousseau,

système d'accueil, le théâtre offre une fonction «re-créative». Pouvoir se permettre de jouer, de se défouler, de rire ensemble, oublier quelques minutes le fardeau de la souffrance et les problèmes à résoudre, est déjà en soi fortement thérapeutique. Comme le souligne un participant, Vikram, à l'issue d'une répétition : « Aujourd'hui, quand nous avons commencé, nous étions tous très déprimés et épuisés, maintenant nous sommes pleins d'énergie et de joie. Ce théâtre est comme une 'clinique' ».

Le théâtre est re-créatif aussi parce que les acteurs migrants «recréent» le monde à travers leurs visions engendrant un espace à partir duquel on peut regarder leur biographie sous un autre angle. Par ailleurs, les réfugiés et les mineurs non accompagnés ont des modes de résistance avec lesquels ils réagissent face aux situations stressantes (défiant la pression) et aux contextes institutionnels, professionnels et politiques avec lesquels ils entrent en contact (Watters, 2001 ; Rousseau, 2003).

Les représentations et les exercices font ressortir un monde émotionnel qui, au-delà des différences culturelles, est resté trop longtemps caché par la représentation de l'histoire personnelle officielle. Les ateliers et les représentations sont remplis par les manifestations de leur monde intérieur ; des désirs, des rêves, des fantômes, des peurs et des espoirs qui sont aussi ceux de notre propre paysage intérieur et ceux qui nous « unissent », nous font découvrir ou redécouvrir les talents cachés.

Un autre facteur intéressant est que « l'extériorisation » théâtrale récupère la possibilité de ré-observer collectivement des éléments et des histoires où les acteurs et le public peuvent faire des reflets émotionnels, en restaurant la dignité politique de personnes qui ont souvent rencontré dans leur parcours des regards et des gestes de violence, de mépris et de dévalorisation. Le théâtre rend publique ce qui pourrait sembler être de l'histoire privée. Les événements individuels et collectifs trouvent un espace communautaire où ils deviennent l'objet de réflexion, de discussion, de transformation, de négociation interculturelle pour les migrants et la société italienne. Ceci est très justement résumé par la remarque de Saibo, un mineur sénégalais, qui qualifie la pratique théâtrale de « quelque chose qui nous fait nous amuser et nous fait réfléchir » ; renvoyant ainsi à la réflexion de Turner sur « le fait que le théâtre soit si proche de la vie, tout en restant suffisamment éloigné

2003).

Le scene e gli esercizi fanno emergere un mondo emotivo che, al di là delle differenze culturali, è stato tenuto per troppo tempo sepolto insieme alle storie connesse. L'espressione del loro mondo interno fa popolare la scena e il laboratorio di desideri, sogni, fantasmi, paure, speranze che sono anche quelle del nostro paesaggio interiore e che ci "accomunano", facendo scoprire o riscoprire talenti nascosti.

Un altro fattore interessante è che "l'esteriorizzazione" teatrale recupera la possibilità di ri-osservare collettivamente aspetti e storie dove attori e pubblico possono effettuare un ulteriore rispecchiamento, ridando dignità politica a persone che nel loro viaggio hanno spesso incontrato sguardi e gesti violenti, disprezzo e svalutazione. Fa ridiventare storia pubblica ciò che potrebbe apparire solo come storia privata. Vicende individuali e collettive trovano uno spazio comunitario dove diventano oggetto di riflessione, discussione, trasformazione, negoziazione interculturale per i migranti e la società italiana. Saibo, un minore senegalese, durante le prove ha detto del nostro spettacolo: "è una cosa che ci fa divertire e ci fa pensare". Sembrava avesse letto il seguente brano di Turner: "il fatto che il teatro sia così vicino alla vita, pur rimanendo distante da essa quel tanto che basta per farle da specchio, fa di esso la forma più adatta per il commento o "meta commento" di un conflitto, perché la vita è conflitto" (Turner, 1986, p. 188).

Il MSNA, il migrante, il rifugiato, possono - in forma indiretta e "soft" - recuperare molte delle loro qualità resilienti e sviluppare aspetti che sono messi a dura prova dai problemi di inclusione nel paese d'accoglienza: il senso di autostima, la percezione di auto-efficacia, una maggiore sicurezza personale, una fiducia maggiore in se stessi e soprattutto negli altri (generando anche un forte "spirito di corpo"), un senso di identità meno rigido, con minori rischi di dispersione e frammentazione. Peraltro, l'appartenenza ad un gruppo inter-culturale, dunque non nazionale, culturale, etnico, religioso, di razza, permette di scongiurare le idee integraliste e le enclavi.

Come già detto in precedenza, ho potuto riscontrare come questi laboratorisiano una risposta alla trappola dell'apatia che spesso si fa strada nelle loro vite, al blocco della volontà e della capacità di ipotizzare positivamente scenari presenti e futuri di rinascita. Diversi studiosi affermano, infatti, che all'interno dei Centri si assiste ad una forte

pour la refléter, en fait la forme la plus appropriée pour commenter ou 'méta-commenter' un conflit, car, la vie est conflit » (Turner, 1986, p. 188).

Le mineur non accompagné, le migrant, le réfugié, peut – de manière indirecte et progressive - retrouver beaucoup de ses qualités résilientes et développer des aspects qui sont mis à l'épreuve par les problèmes d'inclusion dans le pays d'accueil : le sens de l'estime de soi, la perception de l'auto-efficacité, une sécurité personnelle accrue, une confiance en soi et surtout dans les autres (générant aussi un fort « esprit des corps »), un sentiment identitaire moins rigide, avec des risques réduits de dispersion et de fragmentation. De plus, l'appartenance à un groupe interculturel, donc non national, culturel, ethnique, religieux ou racial, permet d'éviter les idées fondamentalistes.

J'ai également pu voir comment ces ateliers peuvent apparaître comme une réponse au piège de l'apathie qui s'installe souvent dans la vie des migrants, au blocage de la volonté en favorisant la capacité de faire des hypothèses positives sur les scénarios de renaissance présents et futurs. Des chercheurs affirment qu'il y a une forte régression au sein des centres d'accueil (Campesi, 2015), à tel point qu'en l'absence d'incitations pour interagir avec la communauté locale, les usagers adultes et mineurs commencent à se contenter de la simple satisfaction de leurs besoins primaires entraînant alors le risque de voir « les dispositifs d'accueil arrêter le processus d'autonomie engagé, privilégiant une perspective d'assistance » (Bertozzi, 2005, p. 230). Dans ce cas, « l'échec de ce processus d'autonomie semble une fois de plus être la stagnation, l'adoption d'une attitude passive envers la communauté et la société d'accueil, l'acceptation d'un avenir précaire et porteur de nouvelles défaites, de privations et d'adversité » (Fratini et al., 2011, p. 97).

D'un point de vue écologique, cependant, l'instrument théâtral doit être intégré à l'intervention psychosociale (dans notre cas j'applique les principes du Positive Youth Development) afin qu'il contribue à atteindre des objectifs transversaux : le soutien à la construction identitaire, la valorisation de la culture d'origine, la promotion et la stimulation à une planification réaliste.

Finalement, je souhaiterais souligner certaines des limites de ce travail. J'évoquerai ici certaines contraintes majeures, comme la fugacité et la temporalité des ateliers théâtraux. Les participants s'en vont, les destins se séparent, les performances sont donc des événements uniques. Pour cette raison, il est nécessaire d'apporter de la stabilité à l'expérience en différenciant le travail avec les

regression (Campesi, 2015), tanto che gli utenti adulti e minorenni iniziano a provare soddisfazione dalla semplice gratificazione dei bisogni primari in assenza di stimoli ad interagire con la comunità locale e "le comunità possono rischiare di arrestare i percorsi di autonomizzazione avviati, privilegiando un'ottica assistenziale" (Bertozzi, 2005, p. 230). In quel caso "il fallimento di questo processo di autonomizzazione sembra ancora una volta l'arresto evolutivo, la passivizzazione, l'atteggiamento parassitario nei confronti della comunità e della società, verso un futuro precario e portatore di nuove sconfitte, disagi e avversità" (Fratini et al., 2011, p. 97).

In un'ottica ecologica, comunque, lo strumento teatrale deve integrarsi con l'intervento psico-sociale (nel mio caso applico i principi del Positive Youth Development) affinché concorra a raggiungere obiettivi trasversali: il supporto alla costruzione d'identità, la valorizzazione della cultura d'origine, la promozione e lo stimolo ad una progettualità realistica.

Avviandomi alla conclusione, voglio evidenziare alcuni limiti di questo lavoro, condotto peraltro con un valido gruppo di operatori. In particolare accenno ad uno dei vincoli principali: la fugacità e la provvisorietà dei prodotti. Le persone partono, i destini si dividono, le performance sono eventi unici. Per questo bisognerebbe cercare di dare stabilità all'esperienza, continuando a lavorare con alcuni di loro e iniziando a differenziare il lavoro teatrale con migranti "stanziali" da quello con coloro i quali fanno già di voler andare via dalla città.

Un'altra questione cruciale è l'impegno delle istituzioni locali e statali per avviare progettualità di più ampio respiro con l'impiego di risorse economiche, strumentali, infrastrutturali (un luogo, attrezzature, agevolazioni varie). Naturalmente ciò si intreccia con la capacità delle associazioni di coinvolgere e convincere la società civile, di renderla soggetto partecipe dell'avventura di una compagnia stabile interculturale.

Ciò che, in estrema sintesi, ho cercato di mostrare attraverso il racconto di questa pratica è come il teatro offra capacità di creare e agire contro la possibile depressione provocata dal "limbo" amministrativo, riattivi in maniera "protetta" memorie contro la tendenza a cristallizzarsi del trauma, alimenti sentimenti di appartenenza fondamentali per l'equilibrio psichico, soprattutto quando vengono messi in crisi i contenitori culturali ordinari.

migrants « installés » de celui réalisé auprès des migrants pour lesquels Palerme constitue une ville de passage au sein de leur trajectoire migratoire.

Un autre aspect crucial est promouvoir l'engagement des institutions locales et nationales dans la promotion de projets de grande ampleur en utilisant des ressources économiques, matérielles et structurelles (un lieu, des équipements, diverses installations). Une telle implication est aussi le résultat de la capacité fédératrice des associations parvenant à impliquer et à convaincre la société civile de prendre part au défi commun de construire une société durablement interculturelle.

Par l'expérience décrite dans cet article, je cherche à montrer comment le théâtre offre la capacité de créer et d'agir contre la dépression causée par les « limbes » administratives, de réactiver des souvenirs de manière « protégée » faisant ainsi face aux blocages générés par le trauma. Promouvoir le développement de sentiments d'appartenance fondamentaux est essentiel à l'équilibre psychique, surtout lorsque les cadres culturels habituels sont placés en situation de crise.

RÉFÉRENCES / BIBLIOGRAFIA

AMBROSINI M. (2014), *Non passa lo straniero? Le politiche migratorie tra sovranità nazionale e diritti umani*, Cittadella editrice, Assisi, 224 pages.

ATTARA. (2006), *I minori stranieri non accompagnati: il quadro normativo di riferimento*, in BELOTTI V, MAURIZIO R. & MORO A.C., *Minori stranieri in carcere*, Guerini e Associati, Milano, 280 pages.

BARBA E. (2003), *Un amuleto fatto di memoria*, in PEZIN, P., « Il libro degli esercizi per gli attori », Ed. Dino Audino, Roma, pages 239-243.

BERTOZZI R. (2005), *Le politiche sociali per i minori stranieri non accompagnati. Pratiche e modelli locali in Italia*, Eds. Franco Angeli, Milano, 272 pages.

BOAL, A. (1993), *Il poliziotto e la maschera. Giochi, esercizi e tecniche del teatro dell'oppresso*, Ed. La Meridiana, Molfetta (Ba), 126 pages.

BRACALENTI, R. & SAGLIETTI M. (Eds), (2011), *Lavorare con i minori stranieri non accompagnati. Voci e strumenti dal campo dell'accoglienza*, Franco Angeli, Milano, 176 pages.

BRAMBILLA, C. (2015), *Il confine come borderscape*, in *Rivista di Storia delle Idee* n° 4 (2), pages 5-9.

BRAMBILLA, C. & PÖTZSCH, H. (2017), *In/visibility*,

in SCHIMANSKI, J. & WOLFE, S., « *Borders Aesthetics – Concepts and Intersections*, Berghahn books », New York Oxford, pages 68-89.

BRAMBILLA, C. (2015), *Navigating the Euro/African Border and Migration Nexus through the borderscapes lens: Insights from the LampedusaInFestival*, in BRAMBILLA, C., LAINE, J., SCOTT, J.W., & BOCCHI, G., « *Borderscapes: Imaginations and Practices of Border Making* », Ashgate Publishing Ltd., pages 111-122.

BROFENBRENNER U. & MORRIS, P.A. (2007), *The Bioecological Model of Human Development, Theoretical Models of Human Development*, in *Handbook of Child Psychology*, pages 793-828.

CAMPESI, G. (2015), *Humanitarian confinement – An ethnography of reception centres for asylum seekers at Europe's southern border*, in *International Journal of Migration and Border Studies*, 2015, Forthcoming Criminal Justice, Borders and Citizenship Research Paper No. 2592624.

CAPONIO, T. (2006), *Città italiane ed immigrazione*, Il Mulino, Bologna, 304 pages.

CONSOLI, M.T., D'AGOSTINO, C. & MAGRO, R. (2009), *Le comunità immigrate, i percorsi e i servizi sul territorio*, in CONSOLI, M.T. (Ed.) « *Il fenomeno migratorio nell'Europa del sud – il caso siciliano tra stanzialità e transizione* », Eds. Franco Angeli, Milano, pages 77-98.

CUZZOLARO, M., & FRIGHI, L. (1989), *La salute mentale come diritto umano dei rifugiati*, in *Affari Sociali Internazionali* n° 2, pages 185-194.

DE LEO G., & PATRIZI P. (1999), *Trattare con adolescenti devianti*, Carocci, Roma, 200 pages.

DERLUYN, I. & BROEKAERT, E. (2007), *Different perspectives on emotional and behavioral problems in unaccompanied refugee children and adolescents*, in *Ethnicity & Health*, 2007 vol. 12 (2), pages 141-62.

DUVIVIER, E. (2012), *Entre protection et surveillance, parcours et logique de mobilité de jeunes migrants isolés*, Thèse de Doctorat, Université de Lille, 320 pages.

FRATINI, T., BASTIANONI, P., ZULLO, F. & TAURINO, A. (2011), *Il vissuto e la domanda di aiuto dei minori stranieri non accompagnati: considerazioni psicologiche*, in BRACALENTI, R. & SAGLIETTI, M. (Eds.), « *Lavorare con i minori stranieri non accompagnati. Voci e strumenti dal campo dell'accoglienza* », Eds. Franco Angeli,

Milano, 176 pages.

HERIL, A. & MÉGRIER, D. (1999), *Techniques théâtrales pour la formation d'adultes*, Retz, Paris, 112 pages.

KANICS, J., & SENOVILLA HERNÁNDEZ D., (2010), Protected or merely tolerated? Models of reception and regularization of unaccompanied and separated children in Europe, in KANICS, J., SENOVILLA HERNÁNDEZ D. & TOUZENIS, K. « Migrating alone : Unaccompanied and Separated Children's Migration to Europe », Unesco Publishing, pages 3-20.

LO CASCIO, M. (2017), *Minori stranieri non accompagnati e comunità ospitanti. Verso un programma integrato d'interventi*, Tesi di Dottorato in Scienze Psicologiche e Sociali, Università degli Studi di Palermo, non pubblicata, 221 pages.

MELOSSI, D. & GIOVANNETTI, M. (2002), *I nuovi sciuscià*, Donzelli, Roma, 183 pages.

MEZZADRA, S. & NEILSON, B. (2013), *Border as method, or, the multiplication of labor*, Durham: Duke University Press, 384 pages.

NOVARA C., & LAVANCO G. (eds.) (2005), *Narrare i servizi agli immigrati. Studi, ricerche, esperienze sui temi dell'immigrazione*, Franco Angeli, Milano, 144 pages.

OPPEDAL B. & IDSOE, T. (2012), Conduct Problems and Depression among Unaccompanied Refugees: The Association with Pre-Migration Trauma and Acculturation, in *Anales de Psicología*, 2012, vol. 28 (n° 3) pages, 683-694.

ORLANDI F. (2011), *Quale ruolo per lo psicologo nell'incontro con i minori stranieri non accompagnati? I risultati di una ricerca Ipsr/Ias*, in BRACALENTI, R. & SAGLIETTI M. (Eds.), « Lavorare con i minori stranieri non accompagnati. Voci e strumenti dal campo dell'accoglienza », Eds. Franco Angeli, Milano, 176 pages.

PEZIN, P. (2003), *Il libro degli esercizi per gli attori*, Ed. Dino Audino, Roma, 255 pages.

PONTE DI PINO, O. (1999), *Sguardi randagi*, in ROSSI GHIGLIONE, A. « Barboni. Il teatro di Pippo Delbono », Ubulibri, Milano, 182 pages.

ROSSI GHIGLIONE, A. (1999), *Barboni. Il teatro di Pippo Delbono*, Ubulibri, Milano, 182 pages.

ROSSI GHIGLIONE, A. & PAGLIARINO, A. (a cura di) (2007), *Fare teatro sociale*, Ed. Dino Audino, Roma, 159 pages.

ROUSSEAU, C. (2003), *Violence organisée et traumatismes*, in BAUBET, T. & MORO, M. R. (Eds.), *Psychiatrie et Migrations*, Ed. Masson, Paris, pages 148-154.

SAGLIETTI M. & ZUCCHERMAGLIO C. (2010), *Minori stranieri non accompagnati, famiglie d'origine e operatori delle comunità: quale rapporto?*, in *Rivista di studi familiari*, anno XV, n° 1/2010.

SBRACCIA A. (2007), *Migranti tra mobilità e carcere*, Franco Angeli, Milano, 288 pages.

SLAGSVOLD, K.A., (2014), *Trappen between disaster and uncertainty: A quantitative study of mental health of unaccompanied minor asylum-seekers in Norwegian reception centers*, Master thesis in Developmental Psychology, University of Oslo, 74 pages.

STURM, G., BAUBET, T. & MORO, M.R. (2007), *Mobilizing social and symbolic resources in transcultural therapies with refugees and asylum seekers*, in DROZDEK, B. & WILSON, J.P. (Eds.) « *Voices of trauma. Treating survivors across cultures* » New York, Springer, pages 211-231.

TURNER, V. (1986), *Dal rito al teatro*, Il Mulino, Bologna, 218 pages.

WATTERS, C. (2001), *Emerging paradigms in the mental health care of refugees*, in *Social Science & Medicine* n° 52, pages 1709-1718.

« L'EXIL EST UNE LUTTE »

Accueil informel et transformations des mobilisations sociales locales de l'espace de la cause des étrangers : Le cas du collectif MIE à Nantes

JULIEN LONG

Doctorant en Histoire contemporaine et

Sociologie

CRHIA et CENS- Université de Nantes

Fellow de l'Institut Convergences Migration

RÉSUMÉ

Par l'exemple de la situation de mineurs non accompagnés sans protection à Nantes, cet article interroge les répertoires d'action mobilisés dans le soutien des mineurs isolés 'en recours'. L'auteur décrit l'accueil informel des populations en exil comme une forme de mobilisation sociale et d'activité militante sur un territoire local. Il donne à voir la chronologie d'une reconfiguration de « l'espace de la cause » des étrangers sur un territoire donné et interroge la manière dont cette reconfiguration permet l'émergence de 'territoires informels de l'attente' sur lesquels s'organise une lutte politique pour le droit des MNA en recours et l'émergence 'd'espaces assistanciers informels'.

ABSTRACT

Throughout the example of unaccompanied minors lacking protection in Nantes, this article describes collective actions frames and repertoires of collective actions used by civil society to support young people. The author outlines how informal childcare can be analysed as a form of militant activism and social mobilization in a local territory. This article describes the chronology of how the political cause in favour of migrants evolved from the moment when the struggle for the rights of unaccompanied minors started in Nantes.

INTRODUCTION

Le 18 novembre 2017 à Nantes, sur la place du Bouffay, au plein cœur de la ville, un rassemblement pour les Mineurs Non Accompagnés (MNA), appelé par des associations de défenses des étrangers (CIMADE, Gasprom-ASTI), par une association spécialisée dans l'accompagnement de jeunes vulnérables (Action Jeunesse Scolarisation) et par un mouvement de réquisition de bâtiments

vides (Comité de Réquisition et d'Action Nantais), réunit plus d'une centaine de manifestants¹. Après les prises de paroles de militants et des jeunes migrants, une manifestation déambule jusqu'à l'ancienne école des Beaux-Arts, inoccupée dans l'attente d'un nouveau projet immobilier. Le bâtiment est réquisitionné et revendiqué pour la mise à l'abri d'urgence d'une vingtaine de jeunes à la rue sous le nom de 'Univers'Cités'. Cette action introduit une série de manifestations et d'occupations de bâtiments publics (université, ancienne maison de retraite) à Nantes dans le but d'apporter une solution d'urgence à de jeunes migrants dont la minorité est contestée et de dénoncer les carences de la protection de l'enfance. Cet événement témoigne des actions collectives protestataires qui sont menées à Nantes pour les jeunes exilés depuis 2015 et qui favorisent une hospitalité informelle dans un contexte d'hostilité publique à l'égard des personnes en exil, mineurs compris, malgré la primauté de l'intérêt supérieur de l'enfant.

La politique commune en matière d'asile, d'immigration et de contrôle des frontières extérieures² multiplie les entraves à la mobilité et incite, volontairement ou non, aux regroupements des populations qui se retrouvent dans l'attente de l'évaluation de leur situation ou exclues des dispositifs publics d'accueil. De nombreuses études ont mis en exergue le caractère stationnaire de la migration contemporaine favorisé par la mise en œuvre d'espaces de regroupement et d'enfermement (Kobelsky, 2010 ; Vidal et Musset, 2015). Ces dispositifs publics d'identification, d'évaluation et de catégorisation qui déterminent le traitement destiné aux personnes exilées - expulsion ou protection - produisent aujourd'hui un grand nombre 'd'indésirables' sur le sol français. 'Déboulé' mais aussi 'dubliné' et récemment 'MNA' en recours sont les terminologies assignées par « ces technologies du biopouvoir » (Agier, 2012) façonnant, pour reprendre Annah Arendt, une « humanité superflue ».

Un peu partout en Europe se développent des habitats de fortunes sur les landes, sous les métros aériens ou dans des bâtiments désaffectés comme effets indirects des durcissements successifs des politiques migratoires. En conséquence, alors que

¹ Cette manifestation est appelée le samedi 18 novembre à l'occasion de la Journée Mondiale de l'Enfance de l'ONU (20 novembre) pour dénoncer la situation d'extrême précarité d'adolescents exilés dont la minorité est contestée.

² Article 67 alinéa 2 Traité Fondateur de l'Union Européenne.

le nombre de déboutés du droit d'asile ou d'une protection subsidiaire augmente conjointement à l'accroissement des flux, des exilés et des militants amplifient les événements protestataires et investissent des espaces liminaires des villes européennes (bidonvilles, squats, rues) sur lesquels pourra (sur)vivre cette humanité excédentaire (Davis, 2006). L'expérience vécue des situations d'attente génère ainsi un certain nombre de mobilisations sociales pour la cause des étrangers qui permettent de répondre aux urgences que provoquent ces politiques et de rendre visibles, comme « dispositif de sensibilisation » (Siméant, 1998), celles et ceux qui végètent « aux bords du monde » (Agier, 2002). La situation des personnes en exil en France dépend alors, du moins en partie, des associations et des collectifs qui s'organisent sur les espaces locaux pour apporter une aide sociale d'urgence et défendre l'accès aux droits fondamentaux.

Pour saisir les différentes formes de mobilisations sociales qui se dessinent sur les espaces locaux, nous mobilisons le concept d'espace de la cause des étrangers afin d'appréhender la variété des formes d'engagements militants. Dans la continuité des travaux de Lilian Mathieu, sur l'espace des mouvements sociaux³ et de Laure Bereni sur les mouvements féministes, nous utilisons le concept d'espace de la cause afin de penser l'architecture des luttes pour la cause des sans papiers (Siméant, 1998) et ses transformations dans le temps comme donnée explicative de la mise en œuvre de cette hospitalité informelle. Le concept d'espace de la cause des étrangers, que nous utilisons tout au long de l'article, a été déterminé par les travaux de la sociologue Mathilde Pette pour saisir « la diversité des associations et mouvements qui aident, accueillent et défendent les étrangers » (Pette, 2014).

Il convient alors de saisir les acteurs militants, dans leur diversité et antagonisme, qui déterminent un même ensemble militant, lui-même situé dans l'espace plus large des mouvements sociaux. Ces dynamiques contestataires connaissent depuis les années 1970 une série de mutations et conduisent aujourd'hui à l'accroissement des entreprises collectives de défense des personnes migrantes corrélé aux durcissements des politiques publiques migratoires. Alors que certaines

associations participent au développement et à l'institutionnalisation des dispositifs d'accueil des étrangers en France (D'Halluin, 2012), en devenant des opérateurs des dispositifs publics d'accueil des demandeurs d'asile pour l'Etat, d'autres organisations semblent intensifier leur dynamique protestataire et contester la coopération avec l'Etat et les autorités locales. C'est de cette évolution que dépend le développement actuel des territoires informels de l'attente (Musset et Vidal, *opcit*) en Europe qui favorisent des formes d'hospitalités militantes. Ces espaces précaires offrent une véritable géographie de l'accueil informel organisée localement par une dynamique de mobilisations pour la cause des étrangers, et plus particulièrement, dans notre cas, pour les mineurs en exil.

Parmi les populations jugées indésirables qui vivent sur ces hors-lieux du couloir des exilés (Agier, 2011), les mineurs incarnent de nos jours une problématique sociale et politique grandissante. Vulnérable à de nombreux égards, cette jeunesse migrante représente près de 23% des demandeurs d'asile en Europe en 2015⁴. A la croisée des politiques publiques de la protection de l'enfance et de l'accueil des populations étrangères, la situation des Mineurs Non Accompagnés, anciennement Mineurs Isolés Etrangers (MIE), est représentative d'un durcissement généralisé des conditions d'accueil des populations extra-européennes. Dévolue aux Conseils Départementaux, l'Aide Sociale à l'Enfance (ASE) en France se trouve depuis plusieurs années face à un accroissement sans précédent du nombre de mineurs en exil et à une saturation des dispositifs d'accueils réservés aux jeunes étrangers. Ces difficultés dépassent la seule question des politiques migratoires, même si, le MNA demeure principalement utilisé par les conseils départementaux comme justification des problématiques dans laquelle se trouve l'ASE aujourd'hui (Jacob, 2017). La tentative d'harmonisation et de répartition initiée par la circulaire du 31 Mai 2013⁵, dite Taubira, déclenche un grand nombre de conflits politiques et une dégradation des conditions de prise en charge de cette catégorie de mineurs. En 2016 le nombre de personnes déclarées Mineurs Non-Accompagnés était de 8054 (5990 en 2015).

En marge de l'aide sociale publique à Nantes se développe depuis 2015 un réseau informel

3 Lilian Mathieu désigne comme espace des mouvements sociaux « un univers de pratique et de sens, relativement autonome à l'intérieur du monde social, au sein duquel les mobilisations protestataires sont unies par des relations d'interdépendances » (Mathieu, 2007)

4 Ces chiffres d'Eurostat ne prennent en compte que les mineurs sollicitant une protection internationale.

5 Circulaire du 31 mai 2013 relative aux modalités de prises en charge des jeunes isolés étrangers, garde des sceaux.

de solidarité, d'entraide et de revendications politiques pour les MNA à la rue. Né durant l'été, en période de tensions politiques aux niveaux local et national, le collectif MIE met en place une série d'événements protestataires pour dénoncer les manquements de l'ASE et 'mettre à l'abri' ces jeunes pendant leur période de recours. Début 2018, 320 jeunes⁶ se retrouvent hors de l'ASE. Une centaine est répartie entre plusieurs squats, 60 sont logés par des personnes solidaires, d'autres se maintiennent à l'hôtel⁷, et 40 se retrouvent dans le hall d'accueil du CHU ou à l'Université de Nantes, occupée de novembre à mars 2017. Nous souhaitons dans cet article revenir sur les mobilisations sociales qui font écho aux politiques publiques migratoires à Nantes et entraînent une série d'actions protestataires, de défense des droits et d'accompagnement social. A partir de nos enquêtes de terrain⁸ nous nous focaliserons sur le cas particulier des MNA en recours à Nantes et du collectif MIE qui se constitue au sein de l'espace de la cause des étrangers. L'exemple pris à partir de ce dernier nous pousse à envisager l'accueil informel des populations en exil comme dépendant des mobilisations sociales et des activités militantes développées sur les territoires locaux. Nous prendrons soin d'explicitier les rouages de ces mobilisations en interrogeant les évolutions locales de la cause et les reconfigurations qui s'opèrent au fil du temps. Comment évolue et se reconfigure l'espace local de la cause des étrangers pour faire face à l'accroissement de ces jeunes à la rue ? Comment cette configuration permet-elle l'émergence de territoires informels de l'attente sur lesquels s'organise une lutte politique pour le droit des MNA en recours et des espaces assistanciers informels ?

6 Les chiffres sont évidemment complexes à obtenir et ne représentent pas l'ensemble des jeunes déboutés de l'ASE. Pour notre enquête nous avons pris le chiffre des jeunes passés par la permanence juridique du collectif MIE et qui ont entamé un recours.

7 Les hôtels utilisés pour la 'mise à l'abri' pendant la période d'évaluation, permettent aux jeunes déboutés de s'y maintenir sans ordonnance d'expulsion.

8 Le travail présenté ici est le fruit des enquêtes initiées lors de mon mémoire de Master et approfondies pour mon présent travail doctoral en histoire et sociologie sur les jeunesses des marges en Europe et particulièrement les MNA en recours. Liant l'historiographie aux méthodes sociologiques et ethnographiques, l'article s'appuie sur les données collectées sur le terrain de Nantes de Juin 2015 à Juin 2018. Notre méthode empirique est alors essentiellement un travail ethnographique, une série d'entretiens semi-directifs ainsi qu'une analyse d'archives publiques, de presse locale et d'associations.

AVANT 2015, L'ESPACE DE LA CAUSE DES ÉTRANGERS À NANTES : ROUTINISATION ET CONFLICTUALITÉS

Les conditions d'accueil des personnes migrantes dépendent des actions qui sont portées localement par des associations et les formes d'engagement qui leur sont propres. Loin d'un ensemble hétérogène, les acteurs qui agissent au sein de l'espace de la cause des étrangers justifient de manière différenciée leurs actions militantes. On observe de manière générale un *continuum* entre deux formes de prises de position sur la question de l'immigration. : le « pôle de l'attestation » et le « pôle de la contestation » (Pette, *opcit*). Le premier ne remet pas directement en cause les politiques des frontières et œuvre pour l'accompagnement aux droits et l'intégration des étrangers tandis que le second conteste les politiques publiques de contrôle des frontières - et souvent les frontières elles-mêmes - et agit davantage pour la liberté d'installation et de circulation. Ces pôles favorisent le recrutement des militants en fonction de différents viviers de l'espace des mouvements sociaux et permettent de déterminer l'activité militante. Le marqueur le plus saillant de cette polarisation est la relation que ces derniers entretiennent avec les pouvoirs publics et leur degré de coopération ou de conflictualité. La configuration d'interdépendances structure l'offre militante du territoire et ainsi les modalités de protestation mises en œuvre.

Evidemment chaque histoire locale enracine ces mouvements pour la cause des étrangers dans une configuration particulière. Comprendre les dynamiques protestataires du collectif MIE nous invite à comprendre les *habitus* militants qui se sont esquissés sur l'espace de la cause. Le travail de Mathilde Pette nous permet de comprendre les mutations du secteur associatif sur les espaces locaux à partir du milieu des années 1990. Elle saisit l'évolution du travail militant au sein d'associations engagées pour la cause des étrangers dans le Nord de la France. Elle observe une routinisation des activités militantes, favorisée par la mise en place de dispositifs formels entre les institutions, notamment la préfecture, et des associations. Cette routinisation entraîne une évolution des formes d'engagement qui mobilisent l'expertise technique comme ressource et juridicisent le travail militant. Cette formalisation des espaces de négociations encourage l'intégration des prérequis administratifs sur lesquels les

associations s'alignent afin d'accroître les chances de régularisations de leurs dossiers. Devenu défensif, ce travail militant sert de filtre (Spire, 2008) pour l'administration malgré l'apparente contradiction (D'Halluin, 2010) avec les missions des associations que cela engrange. « Les nouveaux guichets de l'immigration » sont alors des formes externalisées du travail administratif des autorités locales qui témoignent de la standardisation des procédures, de la place de plus en plus importante des associations (D'Halluin, 2012) et d'un travail militant mobilisant l'accompagnement juridique comme principale ressource.

A Nantes, de nombreuses associations agissent en faveur des étrangers. Composée d'antennes nationales ou d'associations locales, l'offre militante repose sur un tissu associatif dynamique. Il est le résultat de la volonté de la municipalité socialiste, depuis 1989⁹, de faire participer la société civile aux prérogatives nouvelles, telles que la promotion des droits humains et la coopération décentralisée¹⁰. Ces structures d'opportunités politiques agrègent différents acteurs en réseaux formels dont l'expertise et le savoir-faire permettent une inclusion dans le processus d'élaboration de certaines politiques publiques locales. Ces regroupements sont également favorisés afin de réduire les subventions par la mutualisation des actions et des ressources et pour déterminer un interlocuteur unique dans les temps de négociations. La formalisation d'espaces de concertations et de négociations, favorisées par les fléchages des subventions publiques, amoindrit le potentiel conflictuel de l'espace de la cause des étrangers.

Parmi d'autres exemples, une coordination d'associations de défense des droits de l'homme et de solidarité internationale, la Maison des Citoyens du Monde¹¹ (MCM), voit le jour en 1995 impulsée par des associations mobilisées pour l'accueil de réfugiés des Balkans -Enfants Réfugiés du Monde - ou encore autour du Centre de Rétention Administrative (CRA) de Nantes et de la défense des droits - CIMADE. Inscrit dans le programme du candidat socialiste, la MCM se crée dans la foulée et prend possession d'un bâtiment municipal. Entre 1990 et 2012, arborant la devise « Français, étrangers : tous nantais », la municipalité multiplie

les initiatives en faveur des étrangers et les Droits de l'Homme. A côté de la MCM, elle œuvre pour la création du Forum Mondial des Droits de l'Homme avec l'UNICEF et la mise en place du secrétariat permanent des Droits de l'Hommes (SPIDH) entre 2004 et 2013 ainsi que la création d'un Conseil Nantais pour la Citoyenneté des Etrangers (CNCE en 2003). Dans la même dynamique pour permettre les négociations avec l'État, le collectif d'associations, de syndicats et de partis politiques Uni Contre L'Immigration Jetable (UCIJ) se crée à l'échelle nationale en 2006 contre les nouvelles réformes du Code d'Entrée et de Séjour des Etrangers et Demandeurs d'Asile (CESEDA). Cette plateforme se décline au niveau local à Nantes et permet d'associer à des mobilisations ponctuelles un grand nombre d'acteurs, du moins en tant que signataires, afin d'accroître le rapport de force et obtenir des rendez-vous à la préfecture pour la défense de dossiers particuliers. Au fil des mobilisations, l'UCIJ et ses militants les plus actifs, rencontrent de nombreuses fois la préfecture, à travers des rendez-vous qui se formalisent progressivement.

A la fin années 1990 et au début des années 2000 des clivages se manifestent lors de mobilisations sociales locales. En 2004 à Nantes, deux familles algériennes et une congolaise se retrouvent à la rue. Comme en 1998 avec l'occupation de l'ancienne Bourse du travail, sans-papiers, syndicats et associations forment un collectif de soutien et occupent la Maison des Syndicats. Bâtiment municipal, cette ancienne gare est évacuée le 27 octobre 2004 à la demande de Jean-Marc Ayrault. Peu de temps après, ce dernier est invité par la MCM pour introduire un débat, dans le cadres des Semaines de la Solidarité Internationale, au nom sans équivoque : « Demandeurs d'asile, une chance pour Nantes ». Pendant son discours, deux cents personnes envahissent l'espace Cosmopolis de la ville de Nantes, derrière une banderole « La droite expulse, la gauche collabore ». Après des échanges houleux, les responsables de la MCM s'opposent alors aux protestataires pour que le maire puisse continuer son discours.

« A cette inauguration, il y avait le problème des sans-papiers [...] avec une lutte menée par les anarchistes [...] ils sont venus avec les banderoles pour protester contre la politique de la ville et nous nous sommes opposés pour que le maire continue son discours. Quand tu lisais les journaux anar' la MCM était devenue le suppôt de la municipalité »

René¹², 63 ans, ancien président de la MCM

⁹ Le Parti Socialiste dirige la ville depuis 1989 avec l'élection de Jean-Marc Ayrault (1989-2012) et Johanna Rolland depuis 2014.

¹⁰ Loi du 6 février 1992, Relative à l'administration territoriale de la République.

¹¹ La MCM 44 est une Coordination d'Acteurs de Solidarité Internationale (CASI) né dans les années 1990 dans le sillage des transformations des politiques d'Aide Publique au Développement.

¹² Tous les prénoms des enquêtés sont fictifs.

A Nantes, la configuration d'interdépendance de cet espace témoigne d'une certaine routinisation qui transforme le travail militant en favorisant des guichets associatifs externalisés, des espaces paritaires de concertations entre les pouvoirs publics (collectivités ou préfecture) et des réseaux formels d'associations, de syndicats et de partis politique (UCIJ, Romeurope, MCM). Au sein de l'espace de la cause des étrangers les discours et les répertoires d'actions du pôle contestataire sont alors marginalisés et peinent à trouver un écho dans les mobilisations sociales qui essaient à Nantes. Préfigurant les formes d'activités militantes initiées par le collectif MIE en 2015, l'espace de la cause connaît certaines reconfigurations à partir de 2012, alors que la question de la protection de l'enfance en exil s'accroît en France.

LES ATTENTES DÉÇUES DE L'ALTERNANCE POLITIQUE : RECONFIGURATION DE L'ESPACE DE LA CAUSE COMME PRÉMISSSE DE LA MOBILISATION PORTÉE PAR LE COLLECTIF MIE

Alors que la crise de l'accueil des exilés semble s'épanouir dans l'incurie des politiques européennes, à Nantes les mobilisations sociales pour la cause des étrangers s'intensifient et occupent une large part de l'agenda politique local dès la fin de l'année 2011. A la veille de l'élection présidentielle de 2012, nombreux élus municipaux (socialistes, communistes et écologistes) multiplient les rencontres et les soutiens explicites aux mobilisations locales pour la cause des étrangers¹³. La période préélectorale est propice à une captation d'attentes sur la question des étrangers par les acteurs politiques locaux (Duriez, 2004). L'élection de François Hollande crée l'espoir d'un rapprochement avec le nouvel exécutif, dont Jean Marc Ayrault est premier ministre. Dès Juillet 2012, l'UCIJ rencontre le nouveau préfet de région, Christian De Lavernée. Cette entrevue permet selon le collectif, une meilleure concertation pour appliquer les promesses¹⁴ du Candidat Hollande à Nantes¹⁵. Après cette rencontre, l'UCIJ se dit

« satisfait et confiant du dialogue qui commence à s'installer avec le changement de gouvernement » et estime « qu'il y'avait une réelle volonté de dialogue et nos doléances ont été écoutées¹⁶ ». Néanmoins l'espoir et les attentes se voient très tôt déçues par le lancement d'une série d'expulsions durant l'été 2012. De mai à octobre 2012 l'évacuation de bidonvilles à Nantes entraîne des mobilisations importantes en faveur des familles Roms. Au même moment la ville connaît une augmentation de 30% des demandeurs d'asile¹⁷, les dispositifs d'accueil et d'hébergements sont déclarés saturés et de nombreuses familles étrangères se retrouvent sans logement.

La deuxième moitié de l'année 2012 marque un tournant sur l'espace de la cause des étrangers. Les formes de mobilisations habituellement engagées échouent et la situation à Nantes s'aggrave avec un grand nombre de familles à la rue et la fermeture d'espaces de concertations aux associations de l'UCIJ et de Romeurope remplacées par des associations caritatives, telles qu' « Une famille, un toit » ou l'association Saint Benoît Labre¹⁸. La question des expulsions des familles étrangères se conjugue à l'automne 2012 avec le lancement de l'opération César pour expulser les occupants de la Zone d'Aménagement Différé (ZAD) du futur aéroport de Notre Dame de Landes¹⁹. C'est dans ce contexte plus général de l'espace local des mouvements sociaux qu'un collectif informel, Un toit pour tou.te.s, émerge et lance un cycle de protestation avec de nombreuses manifestations et occupations de bâtiments publics pour les familles à la rue. Reprenant un argumentaire propre aux milieux libertaires²⁰, ce collectif entend lutter

lois », *Presse Océan*, 19 juillet 2012.

16 « Aide aux migrants : les associations optimistes », *Ouest-France*, 28 juillet 2012

17 En 2006 la réforme du CESEDA a notamment pour effet la régionalisation de dépôt des demandes d'asile. En 2012 dans cette perspective l'OFIL stoppe les subventions le 7 mai 2012 aux plateformes associatives départementales de Vendée, Sarthe et Mayenne.

18 Entre 2000 et 2017, l'association locale Saint Benoît Labre est l'unique opérateur des politiques publiques locales pour les populations étrangères (Roms, Demandeurs d'asile, MNA). En 2018 elle perd le guichet d'accueil des demandeurs d'asile au profit de France Terre d'Asile.

19 Depuis l'été 2009 cette zone est occupée pour défendre le bocage et s'opposer à « l'aéroport et son monde ».

20 L'engagement des libertaires dans le mouvement des sans-papiers est lié à l'idéal libertaire qui promeut la liberté de circulation, l'abolition des frontières et la remise en cause du modèle de l'Etat Nation. Le « système capitaliste » est alors la cible privilégiée de l'engagement libertaire. Ces cadres conceptuels reposent sur des activités de protestations et des croyances partagées, mettant en avant l'autogestion

13 C'est le cas d'une réunion publique par exemple dans un bar de la ville, le 18 janvier 2012, initiée par Europe Ecologie Les Verts sur la question des bidonvilles.

14 Ces promesses portaient notamment sur une 'humanisation' du traitement des dossiers des étrangers malades, la délivrance des cartes de séjour pour les étudiants étrangers et un effort de régularisation pour les étrangers avec une promesse d'embauche.

15 Voir « Contre l'immigration jetable, ils réclament une refonte des

contre l'ensemble des expulsions, en formant des liens entre la cause des étrangers à la rue et celle des occupants de la ZAD que l'Etat veut déloger.

A la fin du mois de septembre un foyer social, rue Gustave Roch, est investi et rapidement expulsé. Le rapport de force s'accroît et à la suite d'une nouvelle manifestation, le 10 octobre, le Lieu Unique²¹ est occupé. L'organisation politique au sein du lieu (accueil inconditionnel, assemblée générale, autogestion), la terminologie employée dans les communiqués ainsi que les militants présents appartiennent à la grammaire des formes d'engagements du pôle contestataire de l'espace de la cause des étrangers. Le LU est évacué le 26 octobre. Dans la foulée de nouvelles occupations, rapidement expulsées, entraînent le collectif un toit pour tou.te.s rue de Crucy, où il occupe un grand bâtiment désaffecté de la Protection Judiciaire de la Jeunesse, rebaptisé « Radisson noir²² », dont les habitants seront expulsés le 6 mai 2014.

Cette séquence politique modifie la configuration d'interdépendance de l'espace de la cause des étrangers et fait vivre des formes d'engagements du pôle contestataire qui seront réutilisés face à la problématique grandissante des MNA à Nantes en 2015. Nous pensons, à la suite de Lilian Mathieu (Mathieu, 2011), qu'il n'existe pour autant pas de rupture à proprement parlé mais bien des « innovations militantes » tentant de dépasser certains freins à la réussite de la mobilisation. Face au travail militant de guichets externalisés, à la routinisation des actions protestataires et à l'aggravation de la situation des personnes en exil, des formes inédites de mobilisations émergent et entraînent une grande partie de l'espace de la cause dans cette dynamique grâce à la structuration de collectifs informels. Ces derniers permettent d'expérimenter des formes d'activités militantes et d'en reproduire certaines sur l'espace de la cause des étrangers. Avec l'accentuation de la crise des politiques publiques d'accueil, et particulièrement au sujet des MNA, ces activités militantes vont permettre l'occupation d'espaces précaires de vie et la mise en œuvre de luttes politiques contestataires. Se dévoilent alors les territoires informels de l'attente, entre espace

comme forme d'organisation et l'action directe (manifestations de rue, occupation de bâtiment public, destructions de mobilier urbains ou de cibles politiques).

21 Le Lieu Unique (LU) est un centre culturel nantais conçu dans les années 2000 dans l'ancienne usine Lefèvre-Utile.

22 Jeu de mot évoquant le projet d'hôtellerie de luxe qui se préparait alors dans l'ancien palais de justice place Aristide Briand.

assistanciel et lutte politique, où se vit dans la précarité l'accueil informel organisé par des réseaux locaux de solidarité.

DÉFENDRE LES MNA EN RECOURS À NANTES : CONSTRUCTION D'UNE LUTTE CONTESTATAIRE ET ASSISTANCIELLE

En 2014 la montée progressive d'une crise de l'accueil des MNA se fait sentir à Nantes. Celle-ci s'accroît depuis 2010 et oblige le gouvernement, en l'occurrence la Garde des Sceaux Christiane Taubira à prendre des mesures pour faire face aux difficultés des Conseils Départementaux. Circonscrite d'abord à la capitale et aux départements frontaliers (Nord et Alpes Maritimes), la question de l'accueil des MNA devient une problématique nationale saillante de la protection de l'enfance. L'accroissement du nombre de mineurs isolés arrivés en Europe a pour effet de 'saturer' des dispositifs de l'ASE déjà en grande difficulté. Par ailleurs elle entraîne un conflit politique croissant entre les CD et l'Etat. Cette opposition instaure « la mise en œuvre de procédures de contournement, d'évitement et de tri » (Marie Jacob, 2017, p283) qui institue un régime de protection de l'enfance dérogatoire du droit commun à destination de mineurs isolés extra-européens.

Favorisant parfois des actes discriminatoires, toujours en contradiction avec les principes généraux du droit de la protection de l'enfance, les pratiques qui se développent pour l'accueil des MNA dans les départements institutionnalisent une mécanique du soupçon et un effacement éducatif (Bricaud et Thibaudeau, 2017). Depuis 2013, la prise en charge des MNA s'impose dans de nombreux départements en dehors des pratiques ordinaires de la protection de l'enfance. Les procédures d'accueil des MNA sont déléguées à des guichets associatifs (DEMIE à Paris avec la Croix Rouge, AEMINA à Nantes avec Saint Benoit Labre), dont les dispositifs d'évaluations rejettent près de 50%²³ des requérants créant une catégorie de justiciables à part. Le temps du recours légal de la décision, ces jeunes ne bénéficient d'aucun accompagnement social d'urgence et se retrouvent dans une intense précarité liée à ce statut²⁴ assigné. Migrants avant enfants, ces

23 Ce sont les estimations affichées par l'Assemblée des Départements de France (ADF) début 2018.

24 Le terme de 'Mijeur' caractérise la situation particulière dans laquelle une personne exclue des dispositifs de protection de l'enfance, parce que

jeunes exilés attendent sur les espaces liminaires de la ville un rendez-vous avec un ou une juge des enfants qui statuera sur leur cas.

La vulnérabilité de ces jeunes et la violation des droits de l'enfant entraînent en réponses des mobilisations locales et la mise en œuvre d'un réseau d'hospitalité militante, remplissant les carences de la chaîne d'intervention sociale et sensibilisant les habitants de la ville à cette cause singulière. A Nantes celles-ci émergent dès février 2014, alors que l'UCIJ interpelle le CD pour dénoncer les manquements dans l'application de la circulaire Taubira. Le CD se justifie alors par la mise en place de la clef de répartition prévue par la circulaire : en 2013, il accueillait 176 MIE et propose en 2014 d'en accueillir 80²⁵. Entre 2014 et 2015, en ordre dispersé, de nombreuses associations s'emparent du sujet des MNA pour infléchir les orientations politiques du CD. Au même moment de nouvelles organisations se créent à Nantes pour répondre spécifiquement à la situation de ces jeunes, alors que peu d'organisations encore ne travaillent concrètement autour de cette cause partielle de l'espace de la cause des étrangers. C'est le cas notamment de l'association Action Jeunesse Scolarisation (AJS) créée par des militantes libertaires proches de mouvements de squatteurs à Nantes. L'association devient une façade juridique pour se dédier particulièrement à la question de l'accueil de cette jeunesse des rues.

Progressivement une crise s'enracine entre les organisations de l'espace de la cause des étrangers et le CD alors que ce dernier continue de se soustraire aux obligations de mise à l'abri. Au printemps 2015, la Cimade accompagnée d'avocats qui se spécialisent sur le tard aux droits de cette jeunesse en marge, mène le CD devant le Tribunal Administratif. Entre le printemps et l'été 2015, il est condamné par le TA à douze reprises pour l'absence de prise en charge des mineurs isolés sur son territoire. Le tribunal applique une pénalité financière journalière tant que sa décision n'est pas exécutée par le CD qui est enjoint à prendre en charge les mineurs, en vain²⁶. Rapidement l'embryon de mobilisation est rejoint par d'autres organisations de l'espace de la cause et également des collectifs de travailleurs sociaux.

supposée majeur ne puisse avoir accès aux dispositifs publics du droit commun parce que considéré comme mineur.

25 Voir Agnès Clermont, « Ados Etrangers Isolés : un collectif monte au créneau », *Ouest-France*, 13 février 2014.

26 Voir Julie Urbach, « Loire-Atlantique : Le département encore épinglé pour son refus d'héberger des mineurs étrangers », *20minutes.fr*, 21 août 2015.

Les recours juridiques ou les dénonciations publiques ne trouvent aucun écho alors que le nombre de jeunes à la rue atteint le nombre de 30. L'urgence et la charge émotionnelle que crée la mise à la rue de jeunes exilés, permettent de rassembler les différentes organisations lors d'une réunion début août dans les locaux du Gasprom-ASTI.

ORGANISER L'HOSPITALITÉ MILITANTE : LE COLLECTIF MIE COMME MATRICE DE L'ENGAGEMENT POUR LA CAUSE PARTICULIÈRE DES MNA EN RECOURS À NANTES

Acte premier du collectif MIE, l'occupation de bâtiments vides pour la mise à l'abri des MNA en recours joue un rôle essentiel dans l'activité protestataire. Revêtant des formes différentes, les squats ouverts dans une dynamique politique s'inscrivent dans une histoire sociale de réappropriation de l'espace urbain. Attaché à la tendance libertaire et aux luttes sociales et politiques radicales, le squat est un espace de vie et un lieu d'organisation politique (Bouillon, 2008). Sur le modèle barcelonais des centres sociaux autogérés, le pôle de la contestation envisage ces espaces précaires de vie comme des lieux d'accueil inconditionnel. Progressivement le collectif MIE ouvre quatre lieux dans lesquels près de 100 jeunes trouvent refuge. Pensé pour répondre à la précarité liée à l'attente de ces adolescents, le squat occupe paradoxalement un vide interstitiel dans le dispositif formel d'accueil et d'accompagnement social des MNA. Ils deviennent alors malgré eux une solution intégrée à la chaîne d'intervention sociale publique. En effet, avec la multiplication des lieux de vie, l'association Saint Benoît Labre oriente les jeunes déboutés vers ces lieux et les différents guichets d'associations dont le travail militant s'apparente de plus en plus à un travail social bénévole. Cette dynamique s'observe également avec le 115 et d'autres prestataires sociaux s'appuyant sur les réquisitions solidaires pour proposer des lieux d'hébergement d'urgence.

« Le conseil départemental se satisfait de nos actions, quand ASBL laisse un gamin à la rue, ils nous les envoient à Elin. Alors qu'on essaie de lutter contre ces pratiques, on devient le rouage de leur politique d'exclusion »

Claudine, 25 ans, sans-emploi, militante du collectif

Entre 2015 et 2017, de nombreuses manifestations réunissent plusieurs centaines de personnes et permettent de sensibiliser de plus en plus de nantais en s'imposant dans l'agenda politique local. Une dizaine de manifestations se déroule à Nantes pendant cette période et certaines fois se terminent par des occupations politiques des bâtiments publics (ASE, AEMINA²⁷). Ces manifestations, rarement appelées par le collectif lui-même mais par des organisations membres ou des réseaux formalisés, développent des stratégies différentes pour accroître leur portée revendicative. C'est le cas d'une manifestation, le 27 janvier 2016, appelée par l'UCIJ, qui regroupe près de 200 personnes. Réunis devant le Tribunal de Grande Instance (TGI), des manifestants déposent une pétition adressée au procureur de la république et partent en cortège. Les actions portées pour cette manifestation sont préparées en amont par différentes organisations. Certaines confectionnent avec les jeunes des panneaux et une 'batucada' ou animent la pétition tandis que d'autres réfléchissent à une action coup de poing pour investir les locaux de l'ASE à Nantes.

Conjuguant l'orientation contestataire aux activités propres du pôle de l'attestation, des guichets associatifs se spécialisent progressivement pour améliorer les conditions matérielles d'existence des jeunes. Durant ces deux années de mobilisations Médecins du Monde obtient l'ouverture des droits CMU, AJS scolarise près d'une centaine de jeunes et une association ad hoc²⁸, SJMMIE ravitaille les lieux de vie, de plus en plus nombreux, en nourriture et produits de premières nécessités. Les modalités de l'accueil informel de ces jeunes déboutés remplissent progressivement les carences dans la chaîne d'interventions sociales. La question juridique est au cœur de l'activité militante compte tenu de la particularité du statut de ces jeunes à la rue. Tous les mercredis une permanence juridique, inter-associative et autonome se tient pour l'enregistrement des nouveaux jeunes à la rue (en moyenne quatre par semaine), la mise en lien avec un avocat, le rapatriement de documents juridiques (état civil original notamment) et comme temps d'accueil hebdomadaire initié par le Gasprom, la Pause Kawa. À côté de la pratique de la manifestation d'autres formes d'actions²⁹

viennent fournir le répertoire d'actions du collectif. La variété des formes d'actions contestataires proposée par le collectif permet au fil des mois de mobiliser sur la question particulière de mineurs une série d'acteurs variablement situés sur l'espace de la cause des étrangers. Un collectif d'hébergeurs solidaires naît début 2017, face à la demande croissante d'hébergement, une pièce de théâtre met en scène la vie de ces jeunes migrants et la place du réseau informel d'aide et de soutien au sein d'un quartier de la ville. Au moins trois écoles populaires prennent vie face au refus de l'académie de Nantes d'accepter ces jeunes dans les écoles publiques.

« J'ai attendu presque 6 mois pour faire des permanences à la CIMADE mais on ne me faisait pas confiance, c'était difficile à intégrer. Alors quand j'ai rencontré les filles³⁰ (permanence juridique) elles m'ont mises tout de suite dans le bain, tu te sentais désirée, utile »

Jeanne, 22 ans, étudiante, militante de la permanence juridique du collectif MIE

En prime abord, le travail militant de guichets associatifs se maintient alors que les formes d'engagement au sein du collectif MIE reconfigurent le travail militant de l'espace de la cause des étrangers. Privilégiée des organisations du « pôle de l'attestation » cette activité conserve une place de choix dans le répertoire d'action du collectif informel. Néanmoins sa pratique évolue suivant les activités proposées et leur forme d'organisation. Par exemple, la permanence juridique n'est plus portée au nom d'une association mais devient un acteur autonome regroupant des acteurs engagés ou non dans les associations juridiques de l'espace de la cause, agissant souvent en leur nom propre. À Nantes, quatre associations (Cimade, Gasprom, LDH, MRAP) proposent des 'permanences droits des étrangers' dans le cadre de leurs activités ordinaires. Leur processus de recrutement oblige une adhésion à l'association et un parrainage-formal préalable contrairement à la permanence juridique qui n'a aucun préalable et permet aux militants de conserver une certaine autonomie dans l'action et le positionnement politique.

De plus, les formes hiérarchisées et les procédures complexes de décisions des grandes associations (MDM, CIMADE, LDH) peinent à suivre la 'spontanéité' que peut provoquer l'organisation informelle, notamment sur les déclarations

27 Service d'évaluation de la minorité et de l'isolement de l'association Saint Benoît Labre.

28 Cette association s'est notamment créée à la suite d'un conflit entre AJS et des membres du collectif dont les vues sur la question alimentaire divergeaient.

29 Parmi ces actions nous pouvons citer notamment des 'happening' (théâtre de rue ou 'die in'), festival

en soutien, rassemblement national inter-collectif etc...

30 Le collectif est majoritairement composé de femmes.

publiques de ces membres et certaines pratiques³¹. D'ailleurs, beaucoup d'associations nationales n'ont pas intégré formellement le collectif MIE (CIMADE ou MDM). Cependant en pratique le travail salarié³² et bénévole au sein de ces associations se fait en concertation avec le collectif MIE, notamment sur des temps de manifestations ou lors des AG. Faisant évoluer le cadre de leur pratique de guichets, les liens avec les autorités deviennent plus marginaux et conflictuels³³, assumant plus facilement les actions considérées comme illégales et s'opposant très régulièrement à Saint-Benoît Labre, opérateur associatif pour les questions de MNA.

Tout en conservant d'une certaine manière la division du travail militant sur l'espace de la cause des étrangers, le collectif informel favorise des liens inter-associations dépassant le « cloisonnement organisationnel de l'espace militant appuyé sur quelques formes d'actions spécialisées » (Pette et Eloire, 2016). Cette situation particulière, dans laquelle s'épanouit l'accueil informel des MNA en recours à Nantes, est encouragée par la fermeture des espaces de négociations et le remplacement des associations militantes par des associations uniquement d'action sociale comme opérateur des politiques publiques. Depuis la première décennie des années 2000, les collectivités et la préfecture délèguent leurs actions publiques à des opérateurs associatifs, spécialisés dans l'action sociale auprès des étrangers. A Nantes, Saint Benoît Labre concentre progressivement l'ensemble des activités d'accueil pour les différentes catégories administratives des étrangers. Faces compassionnelles des politiques migratoires répressives (Fassin, 2010), l'activité des opérateurs restructure la conflictualité locale entre les différentes organisations de l'espace de la cause et encouragent une remise en question des pratiques militantes et le travail que chacun

des acteurs fournit. Beaucoup d'associations historiques sur l'espace local reconsidèrent certaines de leurs pratiques face aux renouvellements des enjeux politiques pour les personnes étrangères. Le collectif MIE a permis, au-delà des activités en direction des MNA, la reformulation de pratiques militantes grâce aux échanges et expérimentations que l'informalité du collectif a permis.

CONCLUSION

Les enjeux de l'accueil des personnes en exil aujourd'hui pèsent sur l'organisation d'un espace informel qui se met en place au gré des mobilisations sociales. Nous avons pu envisager, à partir du cas précis de Nantes, les configurations et reconfigurations de l'espace de la cause des étrangers à travers une mise en histoire des luttes successives sur un même territoire. De cette configuration, mettant en interdépendance différents acteurs, s'agence un territoire informel de l'attente dans les interstices des dispositifs publics. Ce territoire est alors un lieu de colère dont l'espace physique devient un enjeu afin de rendre visible celles et ceux que les politiques excluent et d'ouvrir des espaces assistanciers.

Limitant les contraintes de l'engagement et favorisant l'autonomie de ces membres, le collectif informel conjugue une multitude de formes de luttes qui s'unissent autour d'une même cause et tendent à coordonner leurs actions pour l'accueil informel des jeunes exilés à la rue. Le collectif témoigne d'une reformulation des répertoires d'actions utilisés sur l'espace de la cause des étrangers en fonction des expériences et des transformations antérieures façonnant de nouvelles formes d'engagements. Dans cet univers de sens et de pratique, le collectif permet de reproduire des activités militantes structurées notamment par la polarisation autour de la cause et les transformations de la configuration d'interdépendance, notamment avec les pouvoirs publics et les opérateurs associatifs.

Il ne s'agit pas d'un répertoire d'action plus radical, mais davantage un ensemble de discours et de pratiques qui mobilisent de l'action contestataire (manifestation, occupations d'espace, luttes contre les violences policières, ouverture de squats) et de l'action assistancielle (accès à la santé, éducation, hébergement, juridique) pour contourner la politique du non-accueil. Cette forme de collectif informel, parfois appelé collectif 'citoyen', se développe depuis une décennie. Rappelant

31 La question, par exemple, du financement d'actes juridiques ou de demandes consulaires est une pratique couteuse que les associations juridiques n'emploient pas. D'ailleurs, plusieurs débats sur le financement de l'aide juridique vont se poser à de nombreuses reprises entre les militantes de la permanence juridique et certaines associations.

32 Médecins du Monde par exemple embauche un salarié sur cette question particulière et transforme son positionnement politique au sein de la ville. Ponctuellement des bénévoles de l'association manifestent en chasuble ou sont présents sur des temps d'ouverture ou d'expulsion de lieux de précaires.

33 C'est notamment par les prises de positions publiques sur des réseaux sociaux (vidéos, Twitter), que MDM assume une certaine conflictualité avec les pouvoirs publics.

les mobilisations des sans papiers à la suite de l'expulsion de l'église Saint Bernard à Paris au sein de Collectif de Sans-Papiers (CSP), ces collectifs questionnent les pratiques des associations de l'espace de la cause des étrangers et le processus de routinisation dans lequel elles se retrouvent. Le durcissement des politiques migratoires et la place de plus en plus importante de certaines associations dans l'opérationnalisation de ces dernières, encourageant la fermeture des espaces de négociations et le refus de jouer le jeu des autorités administratives et de la gestion de l'éternelle urgence.

Ces mobilisations réunissent une série d'acteurs variablement situés en fonction de leur motivation à l'action collective, sans que ceux-ci soient nécessairement engagés au sein d'une organisation formelle. Entre raison humanitaire et lutte politique, oscille une forme hybride de mobilisation qui permet de répondre aux conditions d'urgence profonde dans laquelle se retrouvent les personnes en exil et de contester les politiques publiques responsables de ces formes de vie précaires. Bien loin d'une vision dichotomique qui opposerait les deux pôles de mobilisations, ceux-ci se complètent et permettent de dépasser certains freins par la création d'un collectif informel. Véritables plateformes de mobilisation, ces collectifs permettent de concerter les militants et de coordonner leurs activités. Cet ensemble d'activités, de la manifestation à la permanence juridique, façonne l'expérience vécue des personnes en exil. Les cas que nous avons observés particulièrement se reproduisent dans de nombreux espaces locaux avec une intensité toujours croissante. La remise au centre d'une dynamique conflictuelle, plutôt qu'uniquement défensive, redonne un sens politique à l'exil et en fait, aujourd'hui plus que jamais, une véritable lutte.

RÉFÉRENCES

AGIER, M. (2002), *Aux bords du monde. Les réfugiés*, Ed. Flammarion, Paris, 186 pages.

AGIER, M. (2008), *Gérer les indésirables. Des camps de réfugiés au gouvernement humanitaire*, coll. Bibliothèque des savoirs, Ed. Flammarion, Paris, 349 pages.

AGIER, M. (2011), *Le couloir des exilés. Être étranger dans un monde commun*, Ed. Du Croquant, Paris, 117 pages.

AGIER, M. (2012), *Frontières de l'exil. Vers une altérité biopolitique*, in Hermès, La Revue, 63(2), pages 88-94.

BERENI, L. (2012), *Penser la transversalité des mobilisations féministes : l'espace de la cause des femmes*, in BARD, C. « Les féministes de la 2ème vague », Presses Universitaires de Rennes, Rennes, pages 27-41.

BOUILLON, F. (2009), *Les mondes du squat. Anthropologie d'un habitat précaire*, Ed. PUF et le Monde, Paris, 245 pages.

BRICAUD, J. & THIBAUDEAU, C. (2017), *Crise de l'accueil et institutionnalisation du « soupçon » à l'égard des MIE : de la question politique à la question éducative*, in *Revue de l'enfance et de l'adolescence*, 96(2), pages 217-231.

COLLOVALD, A. & D'HALLUIN, E. (2016), *L'accueil des migrants*, in *Savoir/Agir* (N°36), pages 9-11.

DAVIS, M. (2006), *Le pire des mondes possibles. De l'explosion urbaine au bidonville global*, Ed. La Découverte, Paris, 250 pages.

D'HALLUINMABILLOT, E. (2010), *Passeurs d'histoire. L'inconfort des acteurs associatifs impliqués dans l'aide à la procédure d'asile*, in FASSIN, D. (dir.), « Les Nouvelles Frontières de la société française », La Découverte, Paris, pages 363-383.

D'HALLUINMABILLOT, E. (2012), *Les Épreuves de l'asile. Associations et réfugiés face aux politiques du soupçon*, Ed. EHESS, Paris, 301 pages.

DURIEZ, H. (2004), *Modèles d'engagement et logiques de structuration des réseaux locaux de la gauche mouvementiste à Lille*, in *Politix*, (n°68), pages 165-199.

KOBELINSKY, C. (2010), *L'accueil des demandeurs d'asile. Une ethnographie de l'attente*, Editions du Cygne, Paris, 270 pages.

FASSIN, D. *La raison humanitaire. Une histoire morale du temps présent*, Éd. EHESS, avec Seuil/Gallimard, 2010, 358 pages.

FILLIEULE, O., AGRIKOLIANSKI, E., SOMMIER, I. (2010) *Penser les mouvements sociaux. Conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines*, Ed. La Découverte, Paris, 338 pages.

JACOB, M. (2017), *La question des Mineurs*

Etrangers Non Accompagnés pour la protection de l'enfance et le risque de basculement déontologique pour l'ASE, in *Revue de l'Enfance et de l'Adolescence*, 96, (2), pages 283-300.

MATHIEU, L. (2007), L'espace des mouvements sociaux, in *Politix* 2007/1 (n° 77), pages 131-151.

MATHIEU, L. (2011), La démocratie protestataire. Mouvements sociaux et politique en France aujourd'hui, collection Nouveaux débats, Ed. Presses de Sciences Po, Paris, 176 pages.

MONFORTE, P. (2010), Le secteur associatif face aux politiques européennes d'immigration et d'asile. Quels acteurs pour quels modes d'européanisation ?, in *Politique européenne* (n° 31), pages 119-145.

NOIRIEL, G. (2005), Etat, nation et immigration, collection Folio Histoire, Ed. Gallimard, Paris, 592 pages.

PETTE, M. (2014), Associations : les nouveaux guichets de l'immigration ? Du travail militant en préfecture, in *Sociologie* (Vol. 5), pages 405-421.

PETTE, M. (2015), Les associations dans l'impasse humanitaire ?, in *Plein droit*, (n°104), pages 22-26.

PETTE, M. (2016) Venir en aide aux migrants dans le Calais. Entre action associative locale et crise migratoire internationale, in *Savoir/Agir*, n° 36,

pages 47-52.

PETTE, M. & ELOIRE, F. (2016). Pôles d'organisation et engagement dans l'espace de la cause des étrangers: L'apport de l'analyse des réseaux sociaux, in *Sociétés contemporaines*, 101(1), pages 5-35.

SIMEANT, J. (1998), La cause des Sans-papiers, Ed. Presses de sciences Po, Paris, 438 pages.

SPIRE, A. (2008), Accueillir ou reconduire. Enquête sur les guichets de l'immigration, Ed. Raisons d'agir, Paris, 124 pages.

VIDAL, L. & MUSSET, A. (dir.) (2015), Les territoires de l'attente. Migrations et mobilités dans les Amériques (XIXe-XXIe siècle), Ed. PUR, Rennes, 303 pages.

WIHTOL DE WENDEN, C. (2010), La question migratoire au XXIe siècle, Ed. Science Po. Les Presses, Paris, 272 pages.

Autonomisation des jeunes roms migrants en bidonville : croisements scientifiques et associatifs

HENRY SHAH

Étudiant en Master 1, Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales (Paris) et Ecole Normale Supérieure (Paris)

RÉSUMÉ

L'idée d'autonomie (plus connu sous son anglicisme « empowerment ») occupe une place de plus en plus importante dans le cadre de l'intervention sociale et associative auprès des personnes en grande précarité. Néanmoins, l'autonomie des personnes précaires reste souvent comprise comme un état final d'un processus d'inclusion, définie selon les intérêts et les objectifs des intervenants de l'action sociale. Une vision normative donc qui peut se confronter avec les situations de vie des individus, objets d'intervention. A travers une étude de cas des jeunes roms migrants en bidonville parisien, cet article propose un croisement des perspectives des personnes concernées, des chercheurs, et des intermédiaires associatifs pour comprendre l'autonomisation des « assistés » en tant que processus toujours inaccompli. Dans cette perspective, l'autonomisation est un outil, soumis à l'appropriation, le contournement, et le déploiement stratégique.

1. INTRODUCTION

Sans vouloir construire un beau mythe d'origine, je me permets de dire que mon entrée sur le terrain — dans les bidonvilles dits « roms » en région parisienne — était une question de chance. J'avais indiqué le chemin à une salariée française d'un centre de recherche basé à mon université aux États-Unis. Nous avons échangé par rapport à mes intérêts de recherche à ce stade-là, sûrement vagues et dispersés, et elle m'avait proposé un rendez-vous informel avec ses collègues pour me renseigner auprès de leur projet. Six mois plus tard en mai 2015, je suis arrivé en France avec une équipe de trois autres étudiants. Notre mission était marquée par les méthodes mixtes, un positionnement entre stagiaire et chercheur externe, avec un regard transatlantique. Nous effectuons un stage, chacun dans une ONG parisienne travaillant avec les habitants des bidonvilles. En même temps, nous conduisons

Autonomization of young Roma migrants in slums: crossing research and NGO perspectives

HENRY SHAH

Master's student, Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales (Paris), Ecole Normale Supérieure (Paris)

ABSTRACT

The concept of « autonomy, » known more under the adapted English term « empowerment, » occupies an increasingly important place in social intervention towards the marginalized. Yet the autonomy of these individuals is often understood as a final state of a process of inclusion defined according to NGO and official objectives. The perspective of the marginalized, and their complicated positioning, conflicts with these normative expectations. Through a case study of young Roma migrants in Paris-area slums, this article proposes a productive confrontation of the perspectives of these youth researchers, and social workers to understand the « autonomy of the assisted » as an always-unfinished process. In this perspective, the autonomization of the marginalized is a tool, open to appropriation, bypassing, and strategic use.

1. INTRODUCTION

I do not want to set up a neat origin story for my research, but I can say that I arrived at my field site more or less through chance. I helped someone find her way in a labyrinthine building in the United States, and that someone turned out to be an employee of a research center at my university. Six months later in May 2015, I arrived in France with a team of three other students. We were there to conduct a mixed-method study, with a mixed position between researcher and intern, and with a mixed academic context between the United States and France. We were each placed in a different Parisian NGO that worked with slum residents identified as Roma. As we observed and participated in each NGO's internal workings, we headed out into the field to conduct a qualitative (interviews, participant observation) and quantitative (comprehensive surveys) study on the conditions of access to rights, specifically healthcare, across different Parisian slum sites. During subsequent summers, successive groups

une enquête qualitative (entretiens, observations participantes) et quantitative (sondages compréhensifs) afin de saisir les conditions d'accès aux soins et aux droits, et d'indiquer les pistes et les freins aux interventions associatives. Cette étape provisoire a été suivie par deux, (et bientôt trois) autres groupes d'étudiants qui continuent ces évaluations, avec comme but de recommander (ou pas) une intervention socio-humanitaire par le centre FXB de recherche pour la santé et les droits de l'homme¹. Le croisement des sphères scientifiques et associatives était, alors, une condition de possibilité pour mon travail dans les bidonvilles.

Cette position « entre-les-deux » est toujours maintenue dans ma recherche, amorcée en septembre 2017. Je travaille actuellement avec 15 jeunes roms migrants qui habitent dans 7 bidonvilles en région parisienne. Par jeune, j'entends une définition entre l'âge social et civil. Mes interlocuteurs possèdent certaines marques de la maturité, un statut comme parent même s'ils ne sont pas toujours majeurs par rapport à l'âge civil, ainsi que des activités économiques hors du contrôle parental. Cet avancement relatif est plein de nuances, étant vus parfois comme dépendants des proches aînés et qu'ils sont pris en charge en tant que « jeunes ». Le statut de « jeune », ni enfant ni adulte, est une catégorie qui mérite une analyse plus fine (Rennes, 2016). La plupart d'entre eux participe ou a participé au même dispositif d'insertion professionnelle et sociale au sein d'une association parisienne dont le nom a été masqué pour protéger les identités de mes interlocuteurs. Ils participent en tant que « Volontaires en Service Civique », un programme européen auquel ils peuvent accéder dans n'importe quel pays de l'Union. Le programme se déroule pendant 10 mois dans l'optique de sortir chaque jeune du logement informel et de trouver une formation ou un emploi définitif à la fin du contrat de Service Civique. Je n'ai pas de rôle officiel avec l'association lorsque j'assiste aux activités du programme d'insertion, mais je suis engagé dans un projet de recherche-action pour éclaircir les pistes d'un nouveau dispositif d'hébergement destiné aux familles roms. Je suis ces jeunes pendant leurs journées de travail au sein de l'association, mais aussi au-delà, chez eux dans les bidonvilles ou dans leurs lieux de travail informel, ou aussi lors d'événements privés comme des baptêmes ou simplement pour manger un kebab. Les circuits quotidiens que pratiquent

of students built upon our work. They continued making evaluations and are moving towards more concrete recommendations for the sponsor FXB Center for Health and Human Rights as well as for French NGOs. From the outset, my research was conditioned by a double affiliation to both the research and NGO fields.

I continue to occupy this in-between position. Since September 2017, I have been working with 15 young Roma migrants who live in 7 different informal housing sites in the Paris metropolitan area. "Young" in terms of biological (16-25 years old), but also social age. After all, if the category of "youth" can sometimes be taken as a given, it certainly merits a closer look given that it is situated ambiguously between adulthood and childhood (Rennes, 2016). My subjects possess certain markers of maturity: many are parents even if they have not yet reached the age of majority, and many make money outside of the supervision of their parents. Despite these relative forms of individual advancement, NGO programs and older generations understand them as less than fully adult and more than fully child, a category unto their own.

All of them participate or have participated in the same social and economic inclusion program, dispositif d'insertion professionnelle et sociale. I have chosen to mask the name of the NGO to protect the anonymity of my subjects, both Roma youth and salaried employees. They participate through the European Voluntary Service program, a continent-wide youth service corps open to all those possessing EU citizenship. Each "class" of the program works over 10 months, and by the end each volunteer is expected to be out of informal housing, and in a formal job or apprenticeship program. I did not have an official role with the inclusion program while conducting this research—I was neither a volunteer nor a member of the salaried team managing the NGO's activities. On the other hand, I was engaged in a research-action project for another wing of the same NGO to compare and contrast different housing programs for families living in slums. I conducted 7 months of participant observation work with these young people while at the inclusion program, but also beyond, at their homes in informal settlements, at their places of work and leisure, and at family events such as baptisms. The fieldwork excerpts cited in this article come from this series of situations. These young Roma migrants construct a series of diverse strategies to navigate and maneuver within a series of diverse

¹ Harvard FXB Center for Health and Human Rights, Boston, USA

ces jeunes roms demandent la construction d'une série de stratégies diverses pour naviguer entre plusieurs rôles : du volontariat en service civique dans l'association au travail informel ; de leur rôle de parents et de « breadwinner » dans leur famille à leur statut d'adolescent dans la société, d'étranger à expulser en minorité à intégrer, d'administration en administration. Les extraits du terrain cités dans cet article viennent de cette série de lieux et de situations.

J'observe que ces jeunes mobilisent une conception valorisante du soi située dans la « débrouille » individuelle. Ces efforts rendent possible une quête du respect qui dépasse les contraintes familiales et officielles que rencontrent ces roms migrants en France (Bourgois, 1995). Je constate aussi qu'ils deviennent des porteurs privilégiés des projets collectifs et individuels de migration. Ils sont « entre-les-deux » sur plusieurs niveaux : entre adulte et enfant, entre un projet individuel et collectif de migration, entre pays d'accueil et pays de départ, et entre les normes majoritaires au sein de l'association et leur vie dans le bidonville, stigmatisée et écartée de la majorité. Parmi d'autres facteurs, ils sont les créateurs et sujets d'un processus d'autonomisation, répondant à l'attente des associations et à leurs propres désirs. Ils sont aussi vus en tant que médiateurs par leurs proches, moins confortables avec la langue française, un rôle qui leur confère un certain pouvoir et savoir-faire face aux services publics. Dans quelle mesure ces processus d'autonomisation modulent les modes de vie et de gestion des jeunes roms migrants en bidonville ? Dans un premier temps, je discute une série d'idées qui avancent à priori une vision collective et stigmatisante de la population des habitants des bidonvilles. J'introduis ensuite le concept d'« autonomisation ». L'autonomisation émerge comme un outil pour saisir la réalité sociale de cette population « entre-les-deux ». Je conclus en suggérant quelques risques pour le chercheur en suivant une analyse ancrée dans l'autonomisation de cette population, et notamment pour les chercheurs situés entre le monde associatif et celui du bidonville.

2. SITUER L'AUTONOMISATION

L'autonomisation, comme je l'entends, est un concept proche de celui d'empowerment, développé dans la littérature de l'action sociale, récente en France. Ses origines se dessinent dans les mouvements contestataires, surtout féministes,

daily contexts: from their official volunteer work to informal and marginalized employment, from their role as parents and head of household, to their role as adolescents in the inclusion program, from stigmatized foreigner and delinquent, to included European.

These young people valorize their ambiguous situations by constructing discourse and practices of débrouille, or individual resourcefulness and know-how. These efforts make a certain "search for respect" possible despite the numerous constraints facing young Roma migrants as they grow up and settle down in France (Bourgois, 1995). Ambiguity and ambivalence define this search: these young people are between adult and child, between individual and collective economic practices, between France and their countries of origin, and between normative values enforced at the inclusion program and their lived experience elsewhere. Despite these challenges, these youth often become the privileged bearers of collective and individual migratory projects—they are actors and subjects of an evolving autonomy, or processes of autonomization, due both to their individual situations and the expectations of the inclusion program. They are also viewed as formal and informal mediators by their peers and neighbors less comfortable with the French language, and this role confers a certain know-how when dealing with social services organizations and representatives of the state.

In what way do these processes of autonomization interact with the daily life and daily management of young Roma migrants in French slums? First, I will situate autonomization as a concept, then discuss a series of popular ideas that advance a collective, stigmatizing vision of Roma residents of slums. Next, I will move towards an applicable definition of the concept in the context of my field sites. Thinking through processes of autonomization helps understand the lived experience and structural challenges of Roma migrant youth. I conclude by suggesting several risks that emerge when using autonomization as a fixed lens of analysis, and especially for those researchers, like myself, who work with one foot in the NGO world, and the other out.

2. SITUATING AUTONOMIZATION

Autonomization floats in relation to a number of related terms, notably "empowerment", that have emerged relatively recently in France. "Empowerment", in its original sense in feminist

des années 60 et 70 lorsque l'empowerment servait à désigner une pratique d'émancipation des personnes marginalisées. L'empowerment — la saisie de pouvoir des dominés en faveur d'un développement du pouvoir d'agir — a par conséquent une dimension militante (Bacqué et Biewener, 2015). La banalisation du concept est la suite d'une importation dans la gestion des problèmes sociaux, où il fait parti d'un mouvement général vers la « responsabilisation » des publics précaires (Jouve, 2006). Un accent sur la volonté et la responsabilité des précaires, interrogé notamment aux guichets des services de proximité, montrent les tensions psychologiques et structurelles de l'état social (Duvoux, 2009). L'« empowerment », loin d'être une pratique de libération d'en bas, peut être vu comme un ensemble de pratiques de « débrouille », utilisées par les classes populaires pour « faire valoir ses droits » (Siblot, 2006). Cette généalogie est pertinente sur mon terrain. De nombreuses structures, de la DIHAL² aux associations elles-mêmes, revendiquent un « empowerment » des personnes en bidonville comme sortie préférable de la précarité. L'« empowerment » pourrait être alors une valeur normative de l'intervention sociale envers les personnes roms. Le choix de parler d'autonomisation, et non d'« empowerment », souligne l'effort de créer une distance avec un vocabulaire officiel, et de cerner une dimension parmi d'autres qui est centrale aux interventions associatives et aux trajectoires sociales de mes interlocuteurs.

Réaliser une recherche tout en étant intégré dans le milieu associatif est un exercice particulièrement compliqué. Les regards et les attentes des professionnels du social vis-à-vis des analyses effectuées amènent une tension entre une critique de leurs pratiques et la recherche interne de solutions à leur mission d'insertion sociale et économique. Mon opinion et mes avis n'étaient donc pas neutres : ce fut le cas lorsque j'ai été sollicité pour une série de formations à destination des salarié.es de l'association qui, à plusieurs reprises, me sollicitaient pour que je « donne mon avis ». La position relative de pouvoir du chercheur peut être prise dans un jeu pour avancer certaines interventions et non pas d'autres (Brabant, 2013). Même si cette étude de l'autonomisation est loin d'être « autonome » de tout engagement dans le milieu associatif, le croisement critique des regards institutionnels et scientifiques est pertinent.

and other liberation movements in the 60s and 70s, first designated a series of practices for the emancipation of marginalized individuals and populations. The term, then, contained a certain understanding of political activism: the redistribution of power towards dominated populations in order to create new forms of political resistance (Bacqué and Biewener, 2015). In the last 10 or so years, the term has seeped into more mainstream managerial, less political, understandings of social challenges. This appropriation can be understood as part of a neoliberal movement in France, seen through the formation of broader strategies aimed at reducing dependence on social assistance through insistence on individual accountability. These strategies create new tensions between responsibility and dependence among precarious, assisted populations, and demonstrate affective and structural tensions in the French social welfare state (Duvoux, 2009). Empowerment, far from being the strategy of liberation from-below that it once was, can now be understood as a series of practices of resourcefulness used by marginalized populations to “make one's rights respected” (Siblot, 2006). “Empowerment” is no longer simply a choice to resist state power, but a way of dealing with the gaps and failures of state protection.

This complex genealogy is pertinent in my fieldsites. All scales of intervention, from the national strategy on informal housing to local NGO actions, identify the “empowerment” of slum populations as the preferable means to escape from the precariousness and irregular legal status. Empowerment is then a normative expectation, a means and end of social intervention. My choice to discuss “autonomization”, rather than empowerment, creates a distance with this official vocabulary, and specifies a single dimension (among others) that exists in NGO discourse but also that of my subjects.

It is particularly complicated to engage in social sciences research while embedded in an NGO context. Social-services professionals carried certain expectations and perspectives on the pertinence and validity of my research and identified a tension between their own internal critiques and my external critiques of their work. My point of view was not neutral: I was solicited to give a series of trainings on life in slums for employees at the inclusion program and was informally solicited multiple times to “contribute my piece”, and give input to improve their practices. These contributions could, and were,

2 Délégation Interministérielle à l'Hébergement et à l'Accès au Logement.

Pour la plupart de mes interlocuteurs, une série d'associations travaillait à leur ouvrir les portes du droit commun. Les associations sont, pour eux, la première ligne de l'aide et de l'administration dans le bidonville. Négliger les approches associatives envers les jeunes en bidonville traduirait une négligence de la réalité quotidienne de l'accès aux droits et donc de la stabilité au long-terme en dehors du bidonville. Sur une autre échelle, les pouvoirs publics utilisent la parole des associations pour créer des stratégies régionales et nationales à l'égard des bidonvilles. On peut noter la présence des associations lors de la création de la nouvelle circulaire de 2018 portant sur la « résorption » des bidonvilles et des campements illicites, et le rôle des organismes comme la DIHAL dans l'animation des débats entre politiques locales et associations. Une vision scientifiste pourrait mener à une distance des associations qui travaillent autour la « question rom ». Étant donné l'importance des associations dans l'insertion des personnes habitant en bidonville, ceci serait un défaut de vision du terrain.

En outre, cette proximité avec le travail social associatif ne devrait pas encombrer les possibilités critiques du regard sociologique. Critique, pas nécessairement dans le sens strict de Bourdieu ou Boltanski, mais dans l'esprit du chercheur qui se met à « articuler l'intelligence sociale de ses interlocuteurs » en résistant à « une tentation de traduire une analyse critique en une série de recommandations » (Fassin, 2015). Je bénéficiais d'un balancement pratique et heuristique entre mes deux groupes d'interlocuteurs : les jeunes et leurs encadrants-salariés de l'ONG. Sachant que chaque groupe parlait de l'autre quand j'étais présent, et qu'il y avait toujours une forte chance d'avoir accès au raisonnement privé de l'autre groupe, mes résistances aux efforts de me faire fournir des renseignements dessinaient un recul pratique à l'intérieur de chaque groupe. Ce recul m'aidait à construire un rôle de sociologue à la fois présent mais non pas impliqué directement dans le jeu de relations entre groupes. Comment suis-je entré sur mon terrain ? Quels étaient mes conceptions à priori ? Dans la partie suivante, j'introduirai mon rapport au terrain et les perspectives avec lesquels je voulais rompre pour mieux comprendre les enjeux qui confrontent mes interlocuteurs.

then incorporated into internal debates to advance certain interventions and not others (Brabant, 2013).

This study of autonomization is then far from “autonomous” or free from engagement in the NGO domain. The tangled nature of my fieldwork echoes the positioning of the young Roma migrants with whom I worked. For many of them, NGO involvement is the only means to access basic rights, and NGO employees serve as frontline workers, engaging in “street-level bureaucracy” in the absence of state protection towards those living in slums (Weill, 2014). To neglect a deep understanding of NGO programs would be to neglect the daily reality of the slums, in which NGO intervention conditions long-term stability and gives constrained access to life outside of the slum. NGOs, like the one operating the integration program, also play a political hand in creating regional and national strategies towards slum populations. Despite fundamental disagreements around continued use of stigmatizing vocabulary, divergent priorities for intervention, and contrasting priorities for the allocation of resources, NGOs and the government work in close cooperation to manage French slums. Rather than maintaining a distance from direct interventions to change the lives of Roma migrants, I made the choice to work in close proximity to NGOs that act with and for slum populations, given their role in creating the margins of possibility within which my informants maneuver.

This proximity ought not blunt the critical sharpness made possible by sociological research. Critical, not necessarily in the strict senses advanced by Bourdieu or Boltanski, but in the interest of “articulating the social intelligence of one's interlocutors”, both youth and NGO figures, and by resisting “a temptation to translate critical analysis in a series of recommendations”, policy or otherwise (Fassin, 2015). Each group—salaried employees of the inclusion program and the youth participants—knew that I was present in both contexts and knew that I had access to the closed (or private) practices and discourses of each group. My daily resistance to providing information from the “other side” created a fundamental, critical distance at the heart of each successive site and group within my multi-situated research. This distance reduced my direct implication in the games and strategies of negotiation between each group.

3. NÉCESSITÉ DE ROMPRE AVEC LES REPRÉSENTATIONS COLLECTIVES DES ROMS

J'étais d'emblée soumis à un double dépaysement du fait de mon étrangeté à Paris et aux bidonvilles. Je conduis ma recherche dans un pays étranger, avec un système politique et culturel qui contraste avec le mien, le système américain. De surcroît, mes interlocuteurs sont assujettis à un ensemble de représentations qui les mettent à l'écart de la majorité française. L'idée que ces deux espaces constitueraient deux pôles culturels cloisonnés et non-intégrables fait partie d'une forte économie de représentations autour des roms : la fabrication essentialiste de ce que Patrick Williams appelle « un groupe fantasmé » (Williams, 2016 : p. 10). Cette vision se décline dans une série d'oppositions binaires : bidonville contre monde extérieur, citoyen contre exclu, français contre rom. Cette vision correspond avec de nombreuses représentations populaires des roms en tant que voleurs de poules, de portables, en tant que peuple itinérant.

Je note trois niveaux de fantasmes avec lesquels l'autonomisation épistémologique peut rompre dans le contexte de ma recherche. D'abord, les représentations *stigmatisantes*. L'ethnisation des habitants en tant que « roms », sans nuance par rapport aux régions et groupes d'origine, est suffisante pour conjurer les images successives de nomadisme, de délinquance, et de saleté partagées au sein de la société majoritaire (Aguilera, 2017). Ces attributs sont vus, non uniquement comme des marqueurs de précarité, mais en tant qu'une essence culturelle qui bloquent la réussite et l'insertion des personnes en bidonville et qui entravent la possibilité d'un vivre-ensemble. Cette représentation populaire est répandue dans l'espace politique. Ainsi Manuel Valls, alors ministre de l'Intérieur, déclarait dans une interview donnée au Figaro en mars 2013 : « les occupants de campements ne souhaitent pas s'intégrer dans notre pays pour des raisons culturelles » (Le Figaro, 2013).

Nous pouvons noter ensuite la fabrication *objectivante* de la population dans la mesure où la précarité rom est conçue comme un problème public, incorporé dans la forme spatiale du bidonville et dans les façons de gagner de l'argent. Les bidonvilles où habitent mes interlocuteurs font l'objet de nombreux procès juridiques menant à leur expulsion. Pour justifier ces « démantèlements », les décisions juridiques

How did I enter into this research? What pre-conceived notions conditioned my understanding from the outset? In the next section, I introduce my first relationships with my fieldsites, and a series of distortions that I sought to reduce as I worked towards a critical understanding of the processes of autonomization taking place in the field.

3. BREAKING WITH COLLECTIVE REPRESENTATIONS OF THE ROMA

My choice of fieldsite led to a double disorientation—a sense of foreignness to both the French, Parisian context, and to slums. My research occurs in a country with political and cultural systems (explicitly) contrasted to those from my upbringing in the United States. Moreover, the world of my interlocutors—Roma informal settlements—is surrounded by a host of othering representations. In my case, my feeling of double disorientation reinforced my preexisting double vision of Roma marginality in France. Roma migrants in France constitute what Patrick Williams calls “a fantasized group” defined often by essentialized and stigmatizing contrast to majority French society (Williams, 2016: p. 10). This perspective works through binary distinctions: slums vs. the outside world, excluded subject vs. citizen, French vs. Roma. These binaries correspond, in their ugliest form, with a fantasy of itinerant Roma-ness—thievery, begging, and life outside the law.

A vision of Roma migrants, and especially youth, as autonomized individuals can help break down these binaries, and work against stigmatizing, objectivizing, and victimizing representations of Roma migrants. The ethnicization of slum residents as “Roma”, without an examination of further nuance with respect to region and group of origin, suffices to conjure up images of nomadism, delinquency, and dirtiness (Aguilera, 2017). These attributes are associated not with a broader understanding of economic and social precariousness, but with a cultural essence preventing the successful integration of slum residents. This impression lives not just in the popular, but political imagination. Manuel Valls, then minister of the Interior, declared in a newspaper interview that, “the occupants of the encampments [informal slum settlements] do not wish to integrate into our country for cultural reasons”.

Next, Roma migrants are objectivized—conceived of as a public problem synonymous

font recours parfois aux risques sanitaires et aux troubles à l'ordre public. Les autorités politiques mobilisent quant à eux un discours affirmant le débordement des services municipaux. Les bidonvilles, et les roms par extension, sont une nuisance et un danger public à déplacer (Legros et Vitale, 2011). La solution dominante, l'évacuation forcée des bidonvilles, masque temporairement l'une des manifestations les plus visibles dans l'espace public de l'inégalité sociale multifactorielle (Olivera, 2013). Cet escamotage ne traite que rarement les enjeux sociaux en arrière-plan. De plus, les spécificités entre bidonvilles et entre leurs habitants disparaissent (Picker, 2017 : 100-101). L'inégalité européenne ou le mal-logement en région parisienne sont traduits à travers et derrière une « question rom » (Fassin et al., 2014).

Dernièrement, je constate le fantasme *victimisant* envers les habitants des bidonvilles. Souvent trouvé dans le milieu associatif et sur le plan européen des politiques minoritaires, cette vision représente une réalité historique et actuelle. Certes, une généalogie d'exclusion des roms peut être tracée partout en Europe. Les habitants des bidonvilles, notamment ceux qui sont roms, sont les sujets d'une longue histoire de violence racialisée. Pour certains, un passé d'esclavage, de sédentarisation forcée et de génocide se conjugue avec un présent d'altérisation culturelle et d'exclusion socio-économique. Pourtant ce passé est loin d'être universel dans le bidonville. La représentation des roms comme un peuple, composé de « sujets en besoin », obscurcit une vision de la diversité interne du bidonville (Timmer, 2010). Une grande partie des habitants des bidonvilles ne se déclare pas « rom ». Cette représentation est particulièrement troublée dans le contexte français où une forte tradition d'universalisme non-ethnique a du mal à se conjuguer avec une politique européenne de particularité historique et ethnique (Bessone et al., 2013).

Ces optiques rendent difficile une valorisation des divers projets de migration de mes interlocuteurs entre la France et la Roumanie. Le terme « projet de migration » ou « projet migratoire » désigne l'ensemble des activités et des aspirations au travers desquelles ces jeunes migrants se projettent dans l'avenir. Si la raison principale pour la migration rom-roumaine est de « faire de l'argent », je constate que « faire de l'argent » est un but, parmi d'autres, qui engendre une quête de stabilité et de respect entre plusieurs espaces : dans la société majoritaire française, en Roumanie, et dans le bidonville français (Clavé-Mercier, 2012).

with the spatial form of slums, and with informal economic practices. Slums and their inhabitants are surrounded by legal procedures, leading to their forced displacement. Municipalities justify the “dismantlement” of slums by raising the specter of sanitary and security risk. Local political authorities also justify the material deprivation of slum residents by pointing to wider budgetary problems, and the risk of overwhelming strapped social infrastructure. Slums, and their Roma migrant inhabitants by extension, become a nuisance and a danger to the public (Legros and Vitale, 2011). The eviction policy literally displaces precariousness found in slums and hides the perpetuation of complex social inequality from public view (Olivera, 2013). This policy does little to directly reduce this inequality, or to identify useful distinctions between different slums and between inhabitants within slum contexts that could create more carefully calibrated policy interventions (Picker, 2017: 100-101). Europe-wide inequality and a Paris-specific lack of accessible housing are translated into, and thus hide behind, the cultural specificities of the “Roma question” (Fassin et al., 2014).

Last, Roma migrants living in slums are the object of victimizing representations. The European Union's minoritarian vision of Roma, combined with the humanitarian ethos of many Roma-focused NGOs, advances a certain victimization of Roma migrant populations that purportedly corresponds to a reality of perpetual social exclusion. Certainly, marginalization is Europe-wide and consistent across time and space. Roma migrant populations have experienced centuries of particular racialized violence. For many, a history of enslavement, forced sedentarization, and genocide work together with present forms of othering and exclusion. Yet the homogenous representation of Roma people as a unified “people”, composed of “needy subjects”, obscures a nuanced vision of the diversity inside of the French Roma migrant population (Timmer, 2010). France's race-blind, universalist context sits uncomfortably alongside wider European politics of ethno-racial inclusion (Bessone et al., 2013).

These phenomena block an understanding and valorization of the diverse migration projects that my interlocutors engage in as they seek stability and respect between France and Romania. By “migration project”, I seek to understand the ensemble of activities and aspirations through which these young migrants move towards a better future. If, as others have contested, the primary goal of Romanian Roma migrant movement is

Il y a beaucoup de raisons et de moyens pour faire de l'argent, et la complexité de la migration des jeunes demande une vision qui excède la rationalité économique. Pour moi, parler du « projet » permet une parole plus ouverte et affective avec mes interlocuteurs ainsi qu'une vision de la trajectoire migratoire qui mêle les voies institutionnelles et informelles.

Ces trajectoires et ces projets multi-situés sont pleins d'ambivalence. Un jeune avec qui je travaille, me montre la photo d'une jolie maison en construction en Roumanie pendant que nous regardions la télé dans son hôtel social : « Voilà chez moi. C'est beau, non ? Plus grand que la baraque ». Moi, un peu confus : « Pourquoi t'habites pas là, alors ? ». Il me répond : « Tu sais, Henry, j'ai beaucoup de boulots en France. Avec mes potes, je fais [de la vente de] tickets de métro, ferraille, camion. Au village on n'a pas tout ça. Un peu de merde pour une jolie maison ». Cette performance de la réussite transnationale doit être nuancée. Ce jeune en particulier se plaint souvent de ses conditions de vie en bidonville en Seine-Saint-Denis, celles qui rappellent la vision homogénéisante et misérabiliste des Roms : « C'est comme ça avec nous, les roms, on n'a jamais du bien ». Il est « entre-les-deux » de nouveau : ce jeune incorpore à la fois une discrimination dés-individualisante et une trajectoire ascendante de réussite économique avec un groupe de pairs.

4. DÉFINIR L'AUTONOMISATION

Par autonomisation, j'entends une compréhension à la fois sociale et scientifique. Sur le plan social, je remarque les processus d'individualisation du projet migratoire : une formation du projet migratoire, en décalage avec les décisions familiales et collectives. Cette autonomisation est ambiguë : elle vient des jeunes mais aussi des encadrants associatifs, et même s'ils sont d'accord sur l'importance de l'individualisation des parcours, les moyens et les fins sont contestés. Aux locaux de l'association, ils sont pris en charge de manière individuelle, gommant le contexte familial et collectif de leur situation de vie. Plusieurs exemples viennent témoigner de ce constat³.

L'autonomisation s'affirme également dans la résolution

3 Dans la promotion actuelle du dispositif d'insertion, deux cousins demandaient à être présents ensemble pendant les entretiens individuels de travail social. L'un a fait remarquer au travailleur social le lien qui les unit : « on est cousins et son appartement c'est mon appart ». L'assistant social leur a répondu : « vous êtes tous les deux différents, et c'est l'affaire de vous deux en tant qu'individus ».

to “make a bit of money”, for my subjects, the means and ends of “making money” are objectives among other pertinent interests, that do not have the same significance in majority French society, in Romanian contexts of origin, or in Roma migrant slums (Clavé-Mercier, 2012). The persistence of Roma migrant life in France does not reduce to simple economic interests. The word “project” allows for a broader vision of these aspirations and actions, by pointing towards an understanding of migration trajectories that mix institutional and informal paths to stability, as well as an affective investment in one's life in France.

These projects are anchored in multiple sites and are thus subject to ambivalence. One young man with whom I work showed me a photo of a stylish, red-tiled home under construction in Romania while we were watching TV in an emergency housing shelter. “Take a look at my place. It's nice, no? Much bigger than the baraque [shack in previous slum settlement]”. “Why don't you live there, then?” I asked. He responded, “You know, Henry, I have a lot of different jobs in France. With my friends, we do [resell] metro tickets, scrap metal collecting, truck delivery work. In the village we don't have all that. A little bit of shit for a beautiful home”. The logic of this transnational exchange was not always simple to this subject, who often complained of his living conditions in the slums by repeating a phrase that naturalized the miserabilizing representation of Roma migrants: “It's like that with us, the Roma, we never have anything that's good”. His words show the tension between an assimilation of collective, de-individualizing discrimination and the sense of a brighter economic future constructed with his Roma migrant peers.

4. DEFINING AUTONOMIZATION

Autonomization is both an emic, social, and etic, sociological concept. First, I observe multiple processes of individualization of these young people's migration projects that set them apart from family and collective decision-making. The sources of this autonomization are ambiguous: this desire for separation comes from the youth and also from their NGO managers, and even if each group agrees on the importance of individualization, the ends and means of this process are contested. During time passed at the inclusion program, each young person is managed on an individual basis, which erases certain collective dimensions of their

des possibles conflits entre les jeunes. Les disputes sont résolues et sanctionnées lors des entretiens individuels. Ce mode de résolution des conflits contraste avec celui ayant cours dans le bidonville. De nombreux jeunes m'ont fait cette remarque : « c'est pas comme ça dans le bidonville, on fait une médiation, on fait la petite justice ». L'autonomisation associative opère aussi sur le plan économique : les encadrants facilitent l'ouverture d'un compte bancaire individuel pour la réception de leur rémunération. Ces pratiques sont ancrées dans une vision collective du programme comme réalisation des buts individuels : un des encadrants avait commencé la première réunion des jeunes en disant, « Bienvenue, bonjour, c'est un plaisir de tous vous voir. Cette année sera dédiée au changement de vos vies, chacun, chacune, de réaliser comment vous, toi, de manière individuelle, peut créer un projet pour toi » (carnet de terrain, octobre 2017). Cette approche envers une population rom et jeune est innovante, ou au moins rare, dans la gestion française des populations en bidonville.

Si on peut parler de l'assujettissement, les manières par lesquelles le pouvoir administratif et politique crée de nouveaux sujets d'administration, je note aussi un processus de subjectivation, c'est-à-dire, la création de nouvelles formes d'être en tant qu'individu en face du pouvoir (Audureau, 2003). L'autonomisation épistémologique des jeunes demande de prendre en compte qu'ils possèdent plusieurs formes d'action et d'auto-valorisation qui peuvent paraître contradictoires. Un exemple de ce genre de discours : « Moi je suis un très très bon garçon de gare [prostitué masculin], c'est pour ça que je parle bien le français et je sais comment faire à l'association ! Faut être un bon garçon, c'est tout ». Cette activité économique, réprimée dans sa propre communauté et vue comme blocage à sa réussite dans le milieu associatif, peut être représentée par ce jeune comme un atout (malgré une vulnérabilité corporelle et sanitaire) pour développer des compétences comme la compréhension du français, l'indépendance économique, etc.

Je parle d'autonomisation comme un processus. L'autonomisation est une stratégie mais aussi un discours ; une prise en charge sociale mais aussi une façon d'encadrer et de comprendre cette prise en charge. L'autonomisation associative consiste en une série de dispositifs et de pratiques pour individualiser les jeunes roms migrants comme stratégie d'avancement de leur insertion socio-professionnelle. L'autonomisation épistémologique a une double dimension éthique et émique. De façon éthique, comme

challenges¹.

Autonomization emerges as a tool when employees of the integration program mediate disputes between Roma migrant participants. These disagreements are resolved and sanctioned through the technique of individualized interviews. This mediation is in sharp contrast to predominant modes of resolving disputes in the slum context of origin of many of my interlocutors. As one participant put it, "It's not like that in the slum, we do some mediation, we do the 'little/informal justice'". This "little justice" functions through community-based judgment and sanction, rather than through the individual application of legal sanction. NGO autonomization also works through the economics of the program: NGO employees facilitate the opening of individual bank accounts for the payment of each participant. The program anchors itself in the realization the individual goals of each participant, rather than a broader movement towards community emancipation. One of the NGO facilitators began the first day of the program by saying: "Welcome, hello, it's a pleasure to see all of you. This year will be dedicated to changing your leaves, each one of you, and to realizing how you, on an individual basis, can create something for yourselves" (Field notebook, October 2017). This approach towards a young Roma migrant population is innovative, or at least rare, in the French management of slum populations, which usually identify the family unit as the target of intervention.

Subjectivization, a concept introduced by Michel Foucault and developed by Judith Butler, takes two senses. First, the creation of bounded-off subjects through the exertion of administrative and political power. Subjectivization also takes a second sense, the creation of new forms of being an individual subject in reaction or resistance to this power (Audureau, 2003). Accordingly, understanding the autonomization of my subjects demands not just an understanding of their lives under NGO and governmental management, but also the ways in which they act and valorize their migratory projects. This subjectivization can appear contradictory. One subject spoke of his activity as a male prostitute as such: "Me, I'm a really, really good train station guy, that's why I speak French so well and why I know what I'm doing

1 During the current cycle of the integration program, two participants who are paternal cousins asked to have joint meetings with their social worker. One of them remarked to the social worker that we're cousins, and his place is my place". The social worker responded, "You're different, and the situation is up to the two of you as individuals".

imposition de paradigme extérieur, je comprends les stratégies de mes interlocuteurs comme des discours et des pratiques appartenant à un projet individuel de migration. L'autonomisation se décline aussi sur le plan émique, au sein du monde social que j'observe. J'observe des revendications de l'individualité et de la distanciation sociale avec une collectivité familiale et/ou ethnique. Dans le milieu associatif, je note des discours d'« empowerment », des capacités d'agir « selon les individus et non pas des groupes » (carnet de terrain, octobre 2017). L'autonomisation est dans ce sens un processus intégrale à la recherche et aux pratiques associatives.

5. ÉTUDE DE CAS

Comment ces processus imbriqués d'autonomisation se déroulent sur le terrain ? Je restitue ici le cas de Florin, un jeune avec qui je travaille. Ses parents ont déménagé en France quand il avait 8 ans. Ils ont vécu dans une succession rapide de bidonvilles au nord de Paris avant de « gagner » une place dans un village d'insertion. Suite au suivi social dont ils bénéficiaient, Florin et ses parents se sont installés dans un hôtel social il y a deux ans.

En passant du temps avec ses parents dans l'hôtel, j'observais qu'ils [le jeune et ses parents] constataient sans cesse que son contrat associatif l'éloignait de la famille. Cet éloignement se déroule en deux temps. D'abord, Florin n'est pas suffisamment présent pour surveiller ses enfants et surtout ceux de sa petite sœur, qui part tôt le matin pour faire la manche. Cette distance familiale et intime se double avec une distance économique, le père de Florin se plaignait que son fils n'était jamais disponible pour leur activité de biffe, la première source de revenus pour la famille, et le projet économique qui permet à ce patriarche de construire une énorme maison familiale en Roumanie. « Je vais donner la maison à mon fils, mais mon fils doit la gagner, tu comprends ? Il peut pas traîner tout le temps avec ses frères [ses amis] avec les français-là [à l'association]. C'est pas ça un bon fils ». Cette dette économique et morale est contestée par les encadrants de l'association. Après une absence de plusieurs semaines avant Noël, une période particulièrement chargée pour le « petit business » de son père, Florin faisait l'objet de nombreux reproches de la part des encadrants : « Écoute, Florin ! Je te connaissais quand t'habitais au village d'insertion là, et on sait tous les deux que tu veux sortir de cette merde-là.

at the NGO! Gotta be a good guy, that's all". This economic activity, stigmatized in his community and seen as a roadblock to success in the NGO program, is represented rather as an advantage (notwithstanding the bodily vulnerability it entails) to develop normative competencies, like French skill and economic independence.

Autonomization, far from being a coherent end-goal, is thus a process, a strategy but also a way of explaining oneself, a means of managing social precariousness and a way of navigating this management. At the NGO program, autonomization consists of a series of techniques and practices to individualize each one of the participants. Autonomization can appear as an imposition or normative expectation from above, but also recognition of individuality and social distance from below.

5. CASE STUDY

How do these overlapping processes of autonomization unfold in the field? I discuss here the case of Florin, one of my interlocutors. His parents moved to France with the rest of the family when he was 8 years old. They lived in a rapid and unstable succession of slums to the north of Paris before "winning" (his words) a place in a residential integration program. After receiving support from a social worker, Florin and his parents moved to a more stable "social hotel", or long-term shelter, two years ago.

While spending time with his parents at the hotel, I observed that Florin and his parents continued noting the ways in which his engagement with the inclusion program pulled him away from the family unit. This new distance happened in two primary ways. First, Florin was not sufficiently present to babysit his children, and his little sister's children when she left early in the morning to beg in the streets. This intimate distance was compounded by an economic distance. Florin's father complained that his son was no longer available to help out with their collective economic activity, the resale of recycled goods, the primary source of revenue for the family, and the activity allowing the family patriarch to start building a compound in Romania. "I'm going to give the house to my son, but my son has to 'earn it,' you understand? He can't be hanging out all the time with his pals with the French folks [at the NGO]. That's not a good son". NGO employees contested this form of economic and moral debt. Florin was absent for several weeks before Christmas, a period particularly filled

Comme tu m'avais dit ... Mais faut que tu mettes un peu de pression sur toi-même, que tu mettes un peu de bonne volonté pour montrer que t'es prêt. Je n'ai pas de problème avec ton travail à côté, ce n'est pas mon affaire. Mais ça empêche tellement ton intégration ici ».

L'autonomisation se dévoile en plusieurs temps dans cet extrait. Le balancement qu'effectue Florin entre ses responsabilités familiales, son engagement dans l'association, et son propre projet est posé comme une question de « volonté » individuelle où l'encadrant désavoue son activité parallèle, créant une hiérarchie implicite des activités conformes avec l'intégration. Florin essayait de balancer entre ces deux injonctions, de s'intégrer en s'éloignant de sa famille, et d'avancer son projet associatif pour régulariser la situation administrative de sa famille. Comme de nombreux jeunes, il se sentait déchiré entre les attentes de ses proches et ses propres désirs. Et son projet migratoire se trouve entre-les-deux. Il m'avait précisé que son rêve serait de louer un appartement pour ses parents. « En Roumanie, comme veut ton père ? » j'avais précisé. « Non, non. Je suis PSG [l'équipe de foot Paris-Saint-Germain], moi. C'est ma ville. Je vais pas le faire [louer] dans le black ». Il se battait le poing contre la poitrine, « ici, c'est Paris ». Cette performance d'une fidélité à la France nuance aussi sa place au sein d'un projet familial de migration. On peut voir aussi la création de nouvelles formes d'identification ; après tout, Florin a grandi en France.

Nous voyons ici le conflit entre deux visions d'autonomie : la première, celle de Florin qui relève d'un certain parcours alternatif à celui envisagé par l'association. La deuxième, celle de l'encadrant de l'association, relevant d'une série d'injonctions : Florin est censé faire preuve de « bonne volonté » pour sortir de sa situation précaire, adhérer au programme associatif, et son activité économique en parallèle n'est ni valorisée ni stigmatisée. Elle est plutôt niée, renversée vers Florin comme son « affaire ».

Le chercheur risque l'intériorisation d'une vision normative de l'autonomisation, comme l'entendent les salariés de l'association. Dans cette conception, la parole des jeunes est écartée. Ce fut le cas d'un des jeunes qui, pour passer son permis de conduire, rata une semaine d'activités associatives sans demander l'autorisation. A son retour, déclarant avoir réussi, il fut félicité par les autres. L'encadrant associatif, quant à lui, rappela sa vision des choses : le projet associatif est plus

with family economic activity. An NGO employee reprimanded him, "Listen, Florin! I've known you since you lived in that village d'insertion [residential integration program], and we both know that you want to get away from shit like that. Just like you told me ... But you have to put some pressure on yourself, show some willingness that you're ready. I don't have a problem with your work on the side, that's none of my business. But it's really blocking your integration here".

Autonomization works in several ways in this excerpt. First, Florin had to individually navigate his family responsibilities as well as his engagement at the NGO. His own migration project, his path forward, was framed as a question of individual willingness, in which the NGO employee disavowed his parallel activities, which created an implicit hierarchy with activities allowing for successful integration. Florin tried to balance these two injunctions: to integrate while moving away from his family structure, and to advance in the inclusion program to sort out his family's administrative situation. As with many of my interlocutors, he felt tugged between his own desires and those around him. He told me that his dream was to rent an apartment for his parents. "In Romania, like your father expects?"; "No, no, I'm PSG [Paris' football team Paris-Saint-Germain]. It's my city. I don't want to rent it 'in the black' [outside of the legal housing market]". He hit his fist against his chest, "ici, c'est Paris [this is Paris, the slogan of PSG]". This performance of a certain legal and affective loyalty to France complicates his place within his father's vision of the family's migratory project. He also showed new forms of personal identification with the country, France, where he grew up. The conflict between differing visions of autonomy—Florin's, his father's, and the NGO's—is clear.

Due to my close proximity with the NGO's activities, I risked an incorporation of the normative version of autonomization espoused at times by the NGO's employees. This perspective erases the understanding of my interlocutors. This was the case when another participant missed a week's work to pass his driver's license exam. When he got back, he loudly declared his success, and showed off his new license. His peer participants congratulated him. The NGO employee present reminded him of the normative version of autonomy: the NGO inclusion program ought to be more important than getting one's license. The participant took this poorly, declaring that he was a man, and that missing work was his

important que de passer son permis. Le jeune en question prit mal la hiérarchisation de ses activités et son infantilisation, déclarant qu'il était un homme et que c'était sa propre décision. Dans sa caricature extrême, l'autonomisation ne pourrait que signifier un lien proche avec l'association, une séparation de la vie économique et sociale du bidonville, et la mise en valeur d'une trajectoire ascendante vers l'insertion de « bonne volonté ». Pour mes interlocuteurs, l'autonomisation met en valeur non seulement des activités économiques individuelles, mais aussi des manières de gagner du respect, comme dans l'exemple du permis.

Dans cet extrait sur la situation de Florin, nous voyons que l'autonomisation est un statut entre-deux, entre sa vision personnelle et celle de l'association, plus normative. Florin avance son propre projet de migration qui a des supports associatifs mais aussi informels. Il trouve des moyens temporels et sociaux pour balancer ses projets économiques d'un côté et son contrat d'insertion avec l'association de l'autre. Son univers de support administratif — pour payer ses impôts, obtenir une couverture maladie ou naviguer une vie gouvernée dans deux pays — est composé à la fois des proches sur le bidonville et des encadrants associatifs. Il s'identifie avec une trajectoire ascendante qu'il dirige mais qui inclut sa famille. Même s'il exprime souvent le désir de s'enraciner en France, il reconnaît le rêve de ses parents, de trouver une valorisation et une stabilité sociale en Roumanie. Cette trajectoire ascendante et collective est en tension avec d'autres visions des trajectoires ascendantes des précaires comme décrites par Nicolas Duvoux (2009). Je relève ainsi une dernière dimension de l'autonomisation, plus proche de sa forme originale de « contestation » et de formation d'un « pouvoir d'agir » (Bacqué et Biewener, 2015). En étant confrontés par une série d'injonctions et d'attentes paradoxales, Florin et ses pairs sont mis dans une position de négociation entre les deux pôles principaux de leurs vies. Cette négociation est dure à vivre, mais représente aussi une marge de manœuvre à la poursuite et la réalisation de leur projet migratoire.

CONCLUSION

Par le biais d'une enquête de terrain au sein d'une association parisienne qui prend en charge des jeunes roms migrants en bidonville, je montre les déclinaisons plurielles de l'autonomisation comme attente institutionnelle et désir individuel. Ces deux dimensions ont pour but d'avancer des

own decision. Autonomization is more than just consistent adhesion to the NGO's expectations — a "willingness" to separate from the slum context — but individual economic practices and means of gaining respect.

In Florin's case, autonomization is a way to understand decision-making when young people are caught between multiple poles of authority — his own personal vision, his family's and the NGO's. Florin advanced his migratory project through a mixture of French NGO and other support—to pay his taxes, get health insurance, and navigate an administrative situation tied to two separate countries. He identified himself with a positive trajectory towards economic stability, carried by his own action but inclusive of his wider family. These efforts reflect part of the roots of "autonomization" with respect to "empowerment", as a means of contesting and creating one's own ability to act (Bacqué et Biewener, 2015). Confronted by a series of paradoxical expectations and injunctions, Florin and his peers are able to negotiate—they are not just objects of political, social and familial intervention, but subjects in becoming, with certain ways of maneuvering and pursuing their own futures.

CONCLUSION

Through the restitution of my ongoing ethnographic fieldwork embedded in a Parisian NGO that employs young Roma migrants living in slums, I demonstrated the plural dimensions of individual autonomy and autonomization as an institutional expectation and personal effort.

Autonomization is not a neutral concept in the context of this research. First, a vision of autonomy as the basis of comprehension for the lives and struggles of Roma migrant youth can block an understanding of important types of solidarity and collectivity that surround their migrant projects. Given that the French slum is a knot of relations—both familial and material—autonomization ought be understood as a process altering, rather than erasing these tight social ties. Autonomization, perhaps paradoxically, can be turned into a collective tool, a strategy carried by young people to advance their family's migration project. This perspective forces an understanding of the temporal dimensions of autonomization, notably with respect to the social age of my interlocutors. Autonomization becomes a pressuring force when young people pass to the age of social majority—when they get married and become heads of

projets migratoires.

L'autonomisation comme outil d'analyse n'est pas sans risques pour le chercheur. D'abord, une vision de l'autonomie comme base de compréhension des jeunes qui habitent en bidonville peut effacer une conscience des solidarités nouées pendant le projet migratoire. Vu que le bidonville est un noyau de relations familiales et économiques, l'autonomisation devrait être comprise en tant que changement dans les liens sociaux qu'entame chacun de mes interlocuteurs (Cousin, 2017). En effet, l'autonomisation, paradoxalement, peut servir des fins hors de l'individuel, devenant un outil, une stratégie déployée par le jeune concerné comme porteur du projet migratoire de sa famille. Cette perspective m'amène à situer l'autonomisation dans le temps, notamment par rapport à l'âge social de mes interlocuteurs. Je note que l'autonomisation devient une pression et une attente pour les jeunes lorsqu'ils obtiennent l'âge de la majorité sociale—après qu'ils se marient et deviennent « chef de famille ». L'autonomisation ne se comprend pas seulement à une échelle l'individuel. Deuxièmement, une compréhension du déroulement de l'autonomisation peut effacer son émergence comme pratique par rapport à d'autres modes d'interventions. L'étude de l'autonomisation devrait être mise en lien avec ses usages stratégiques dans le milieu associatif. Pourquoi, par qui, et comment l'« empowerment » ou l'« autonomisation » deviennent des outils pour gérer des problèmes sociaux ? Les réponses à cette question seront variées selon la nature de l'intervention et aideront à situer l'incorporation des discours d'autonomisation par les professionnels associatifs et les personnes prises en charge. Après tout, l'autonomisation est une mode parmi d'autres pour la prise en charge et pour l'avancement des projets migratoires des jeunes roms migrants en bidonville aujourd'hui.

household. Autonomization, then, is not just an atomistic process. Secondly, in the NGO context, autonomization unfolds in relationship to other means of intervention. Why, how, and by whom do “empowerment” and “autonomization” become tools for managing social problems? The responses to this question vary according to the nature of the given intervention and help to situate the meaning of autonomization for NGO employees and those under their management. After all, autonomization is just one mode among many for young people in Roma slums to further their migration projects.

RÉFÉRENCES

AGUILERA, T. (2017), *Racialization of informal settlements, de-politicization of squatting and everyday resistances in French slums*, in MUDU, P., CHATTOPADHYAY, S. « Migration, Squatting and Radical Autonomy », Ed. Routledge, London, pages 130-142.

AUDUREAU, J.-P. (2003), Assujettissement et subjectivation: réflexions sur l'usage de Foucault en éducation, in « Revue française de pédagogie » vol. 143 (n° 1) pages 17-29.

BACQUÉ, M.-H. & BIEWENER, C. (2013), *L'empowerment: une pratique émancipatrice*, Ed. La Découverte, Paris, 176 pages.

BESSONE, M. & al. (2014), Integrating or Segregating Roma Migrants in France in the Name of Respect: A Spatial Analysis of the Villages D'Insertion, in « Journal of Urban Affairs » vol. 36 (n° 2) pages 182-196.

BOURGOIS, P. (2003), *In Search of Respect: Selling Crack in El Barrio*. Ed. Cambridge University Press, 432 pages.

BRABANT, J. (2013), Peut-on faire de la recherche au sein d'une ONG ? Can One Do Research within an NGO ?, in « Genèses », n° 90 pages 42-61.

CLAVÉ-MERCIER, A. (2012), « Produire des Tsiganes ». Les Tsiganes et l'école dans un village de Roumanie, in LE MARCIS, F., LURBE I PUERTO, K. « Endoétrangers : Exclusion, reconnaissance et expérience des Roms et gens du voyage en Europe », Ed. Academia, coll. Carrefours, pages 161-192.

COUSIN, G. (2017), *Life and Death of a French shantytown, an anthropology of power*, in LEGGIO, D. V. & MATRAS Y. « Open borders, unlocked cultures: Romanian Roma migrants in Western Europe », Ed. Routledge, London, pages 128-150.

DUVOUX, N. (2009), *L'autonomie des assistés: sociologie des politiques d'insertion*, Ed. Presses Universitaires de France, Paris, 269 pages.

FASSIN, D. (2015), *L'ombre du monde: une anthropologie de la condition carcérale*, Ed. du Seuil, Paris, 612 pages.

FASSIN, É. & al. (2014), *Roms & riverains: une politique municipale de la race*, Ed. La Fabrique, Paris, 227 pages.

JOUBE, B. (2006), Éditorial. L'empowerment : entre mythe et réalités, entre espoir et désenchantement, in « Géographie, économie, société », vol. 8 (n° 1) pages 5-15.

LEGROS, O., VITALE, T. (2011), *Les migrants roms dans les villes françaises et italiennes: mobilités, régulations et marginalités*, in « Géocarrefour », vol. 86 (n° 1) 8 pages.

OLIVERA, M. (2013), *Insertion ou bricolage ?* in « Plein droit », Ed. GISTI, vol. 4 (n° 99) pages 7-10.

PICKER, G. (2017), *Racial Cities: Governance and the Segregation of Romani People in Urban Europe*, Ed. Routledge, London, 174 pages.

RENNES, J. (2016), Âge, in RENNES J., « Encyclopédie critique du genre », Ed. La Découverte, Paris, pages 42-53.

SIBLOT, Y. (2006), *Faire valoir ses droits au quotidien: Les services publics dans les quartiers populaires*, Ed. Presses de Sciences Po., Paris, 348 pages.

TIMMER, A. D. (2010), Constructing the 'Needy Subject': NGO Discourses of Roma Need, in *PolAR: Political and Legal Anthropology Review*, Ed. American Anthropological Association, vol. 33 (n° 2) pages 264-281.

WEILL, P.-E. (2014), *Quand les associations font office de street-level bureaucracy. Le travail quotidien en faveur de l'accès au droit au logement opposable*, in « Sociologie du Travail », Ed. CNRS, vol. 56 (n° 3) pages 298-319.

WILLIAMS, P., OLIVERA, M. & STOICHITA, V. A. (2016), *Roms en Europe : sous le regard de trois ethnologues*, Ed. Société d'ethnologie, Nanterre, 64 pages.



{PAROLES DE JEUNES- 2}

Crédit : Eddy Vaccaro

L'objectif de cette rubrique est d'ouvrir un espace d'expression aux jeunes ayant fait l'expérience de la migration et favoriser leur appropriation de celui-ci en publiant leurs productions pouvant revêtir des formes variées (écrits, photos, dessins, vidéos, etc.) Ce faisant, l'intérêt est d'impliquer les jeunes migrants au cœur de la réflexion dont ils font l'objet pour s'extraire de l'écueil consistant à transmettre et diffuser des connaissances 'par' les adultes et 'pour' les adultes uniquement.

Quand les images parlent : résultats d'un atelier photo avec les jeunes migrants du projet REMIV

ALICE CLERY

FAUSTINE COLPIN-LAFUMA

SARAH PLOZANSKY

AUDE VINCKKETERS

*Master Professionnel Conception de Projets
en Coopération pour le Développement-
MIGRINTER- Université de Poitiers*

AVANT-PROPOS ET REMERCIEMENTS

A travers cet album photographique co-construit avec quatre jeunes volontaires, fidèles habitués de la Maison des Trois Quartiers, centre socio-culturelle situé dans la ville de Poitiers, nous souhaitons vous inviter à pénétrer le monde de ces jeunes migrants, à prendre le temps, ne serait-ce que celui de cette brève lecture, d'aller à leur rencontre et de découvrir leur quotidien. Les clichés ont la vie dure (ou la peau dure) dit l'adage populaire, mais pas ceux-ci. Ces clichés au contraire, sont une invitation à la rencontre, un médium d'échange pour déconstruire les idées préconçues et « briser la glace ». C'était toute l'ambition de cet atelier photographique que nous avons pu mettre en place grâce à la participation enthousiaste des auteurs de ces clichés et de ces mots, au soutien précieux de La Maison des Trois Quartiers et de Daniel Senovilla à l'initiative du projet REMIV (Ressources pour les Mineurs Isolés en Vienne)¹ dont nous vous invitons également à prendre connaissance !

Tourner ces pages, c'est donc accepter quelque part, un voyage vers l'Autre, un minuscule saut vers l'inconnu, voyage que ces jeunes auteurs ont déjà entrepris pour leur part ... Partez à l'inconnu, mais vous verrez, ce sont de jeunes personnes ordinaires pleines d'espérance qui vous parlent et non cette « horde d'étrangers menaçante » que les discours politico-médiatiques dominants tendent à nous présenter. Puisse cette brève rencontre

s'annoncer comme une « poignée de forces bienveillantes [jetée] dans le chaos des forces brutes » (Patrick Chamoiseau).

INTRODUCTION

Le point de départ de notre réflexion et l'ambition de cet atelier photographique était de remettre en question l'image d'errance associée aux mineurs non accompagnés. Ces derniers sont souvent présentés à travers les médias comme des individus flottants, n'entretenant aucune relation significative avec l'espace dans lequel ils se trouvent, n'y déployant aucune pratique ordinaire que tout individu effectue dans ses « rondes journalières » (pour reprendre l'expression de Goffman, 1975). De même, la notion d'isolement fondant leur statut, laisse supposer une forme d'apesanteur sociale, comme si ces jeunes individus ne pouvaient entrer en interaction avec les membres de la société d'accueil. Dans une perspective géographique et sociologique, nous avons ainsi pour ambition de questionner, à travers la mise en œuvre d'un protocole photographique, les dynamiques d'appropriation de l'espace et les pratiques spatiales quotidiennes de mineurs non accompagnés de la ville de Poitiers. De cette manière, nous espérons mettre en lumière des « savoir circuler », des parcours dans la ville, montrant les façons dont ces jeunes parviennent -ou ne parviennent pas- à « rendre l'étranger familier » (Agier, 1999). Nous nous sommes notamment questionnées sur quels lieux de partage et quels supports de reconstruction de repères structurants se font jour ? Des frontières invisibles imposent-elles des obstacles à contourner pour se reconstituer un espace de vie sécurisant ? En d'autres termes, ces jeunes vivent-ils et *expérimentent*-ils la ville de Poitiers comme des « adolescents ordinaires » ?

Pour cela, un outil d'enquête qualitatif a été choisi : la photo elicitation interview. Cette démarche méthodologique vient des *visual studies*, discipline née outre-Atlantique et encore peu développée dans le champ des sciences sociales françaises. Dans ce cadre, la photo elicitation interview se présente comme une méthode d'enquête particulière où le support photographique est « considéré comme susceptible de provoquer ou susciter des réactions verbales et émotionnelles chez la personne interviewée » (Bigando, 2013, p. 4-5). En effet, la photographie a permis d'établir un médium pertinent pour faciliter l'expression des jeunes sur leurs expériences de la ville de Poitiers, et, par-là même, les a rendus proactifs dans notre enquête. Ce sont en effet les jeunes eux-mêmes

¹ Pour une présentation du projet REMIV voir : http://m3q.centres-sociaux.fr/?page_id=3734

qui sont les auteurs des clichés, cela permettant ainsi d'éviter des biais de point de vue et de susciter un double niveau de réflexion de leur part (pré-photographique et post-photographique).

C'est par la mise en place d'ateliers (quatre séances) au sein de la Maison des Trois Quartiers (M3Q)². Cet album que nous dédions aux jeunes de la Maison des Trois Quartiers est un bref aperçu de ce travail. Il émane du souhait de laisser une trace de cette expérience collective mais aussi et surtout de celui des jeunes de partager leur expérience, leurs joies, leurs découvertes, mais aussi leurs peines, avec le plus grand nombre.

Au travers des clichés et des paroles, la centralité de la Maison des Trois Quartiers investie comme « chez soi » est apparue avec vive acuité et c'est aussi cela que ce présent album vient souligner. Les lieux tels celui de la Maison des Trois Quartiers existent dans de nombreuses villes à travers la France, l'Europe même... lieux d'expérimentation en commun, de partage et de solidarité. Ils sont des portes ouvertes vers « d'autres mondes », des lieux où s'élaborent d'autres manières de concevoir la vie en société et où s'expérimente pas à pas un dialogue interculturel.

Il y a donc là un moyen de penser d'autres manières de concevoir le « vivre ensemble » notion fourre-tout s'il en est. Ce que nous souhaitons souligner ici, c'est que ces jeunes personnes migrantes, ces jeunes hommes venus d'ailleurs, sont une opportunité pour notre société- celle de penser un « universalisme concret » (par opposition à l'universalisme abstrait proclamé par les Lumières et qui, en étant aveugle aux différences, peut en devenir intolérant³). Cet universalisme concret c'est aussi celui que Jérôme Baschet nomme « pluniversalisme interculturel » (Baschet, 2014)), c'est-à-dire un universalisme qui se fonde sur la reconnaissance de la spécificité des lieux, la diversité des êtres et l'autonomie des expériences.

Ces jeunes « de l'autre côté de la Terre » s'ils migrent avec « leur culture » au sens où l'entend Abdelmalek Sayad⁴, sont les porteurs

de l'établissement d'un dialogue interculturel fécond. L'interculturalité, c'est avant tout cette reconnaissance de la valeur de l'Autre, s'ouvre alors un dialogue dans lequel d'aucun n'aurait raison de s'engager s'il ne voyait dans le monde de l'autre une chance et une occasion pour transformer son propre monde et l'enrichir. Dans ce cadre, la capacité d'écoute et l'effort de compréhension s'avèrent précieux pour faire place en soi à l'altérité de l'Autre, sans que cela ne garantisse que l'on puisse déjouer les embûches et malentendus qui parsèment un tel cheminement.

C'est un effort patient dont il s'agit, et ces jeunes personnes, ayant franchi la mer Méditerranée et traversé parfois de nombreux pays avant de nous rejoindre, ont sûrement beaucoup à nous apprendre sur la construction de cette interculturalité féconde, support d' « un monde où de nombreux mondes soient possibles » pour reprendre l'expression de Jérôme Baschet (2014). Aurons-nous l'audace, nous aussi, de relativiser notre propre culture, de nous déprendre de notre propre univers familier pour permettre cette rencontre et construire un monde où chacun puisse trouver sa place?

Cet album peut être considéré comme un premier petit pas, en invitant tout un chacun à pousser la porte du monde ces jeunes...

RÉFÉRENCES

AGIER Michel, 1999, *L'invention de la ville. Banlieues, townships, invasions et favelas*, Paris, Archives contemporaines, 176 p.

BIGANDO Eva, 2013, p. 4-5 « De l'usage de la photo élicitation interview pour appréhender les paysages du quotidien : retour sur une méthode productrice d'une réflexivité habitante », *Cybergeog* : *European Journal of Geography*, p 4-5.

BASCHET Jérôme, 2014, *Adieux au capitalisme. Autonomie, société du bien vivre et multiplicité des mondes*, Editions La Découverte, Paris, 206 p.

GOFFMAN Erving, 1975, *Stigmate : les usages sociaux des handicaps*, Les Editions de Minuit, Paris.

SAYAD Abdelmalek, 1999, *La Double Absence. Des illusions de l'émigré aux souffrances de l'immigré*, Editions du Seuil, Paris.

² Voir note de bas de page 1.

³ Cette critique de l'universalisme abstrait des Lumières est notamment formulée par les romantiques du XIX^e siècle, au premier rang desquels Edmund Burke (et dans la lignée on pourrait nommer Hannah Arendt) pour qui l'Homme universel des « Droits de l'Homme » est désincarné et répond à une conception erronée de l'Homme, coupée du monde vécu. Pour Hannah Arendt, l'idée abstraite de l'Homme consacrée par les Lumières ne donne pas « le droit d'avoir des droits », la seule protection effective contre les formes de totalitarisme et de déshumanisation, c'est celle de l'appartenance à une communauté, où chacun se reconnaisse s'y reconnaisse mutuellement comme membre à part entière.

⁴ « Immigré, c'est immigrer avec son histoire [l'immigration étant elle-même partie intégrante de cette histoire], avec ses traditions, ses manières de vivre, de sentir, d'agir et de

penser, avec sa langue et sa religion ainsi que toutes les autres structures sociales, politiques, mentales, structures caractéristiques de la personne, et, solidement, de la société, les premières n'étant que l'incorporation des secondes, bref avec sa culture » (Sayad, 1999, p. 18)



La solitude

C'est la rue que j'emprunte régulièrement mais c'est pendant la nuit que je ressens un peu la solitude quand j'emprunte la route. Parce que je suis seul, ça me rappelle aussi les moments du pays parce que chez nous c'est totalement le contraire d'ici, les rues sont bondées, il y a toujours des personnes que tu vas rencontrer sur la route, pour discuter, pour échanger un peu mais ici ce n'est pas le cas. C'est très difficile pour moi de rester dans cette zone-là, je suis un peu inquiet car si quelque chose m'arrive, si je me fais agresser je ne sais pas qui pourrait intervenir et sur qui compter. Car chez nous c'est très différent, même si on ne te connaît pas on te viendra en aide. Au fur et à mesure que tu passes, tu crées du lien. Ici ce n'est pas le cas. Quand tu sors soit tu vas à un endroit précis, soit tu vas directement chez toi. Personne ne vit dans la rue en harmonie, ils ne partagent pas tous les moments ensemble. Là où j'ai grandi toutes les portes sont ouvertes. C'est très difficile pour moi car je ne suis pas habitué à ça, aller avec des personnes, ça libère la parole, ça permet de rencontrer d'autres gens, de créer du lien. J'aimerais que tout ça change bientôt, que les gens puissent partager des moments ensemble, qu'ils se côtoient dans la rue, pas attendre d'être dans un cercle d'amis pour créer du lien ensemble.

Lieu de rencontres

Je veux parler de la Maison des 3 Quartiers qui pour moi me permet de partager des idées, de me faire des amis, de faire des jeux et de découvrir d'autres cultures. Par exemple on fait des différents jeux, il y a des jeux de cartes qui nous permettent de connaître un peu comment on joue dans les autres pays avec les mêmes cartes il y a des règles différentes selon les pays alors on joue pour la Guinée, on joue pour le Mali ou la Côte d'Ivoire. La M3Q est le seul endroit où vraiment on se sent chez nous, où on peut parler sans que personne ne se plaigne qu'on parle fort. On arrive à partager des repas, écouter différentes musiques, on peut se raconter les parcours comment chacun de nous est arrivé à Poitiers. Avec les amis de la M3Q et d'autres en dehors de la M3Q, on arrive à faire du foot tous les dimanches, je suis comme l'organisateur car je suis au centre de tout et ça me fait plaisir le fait de rappeler tout le monde à chaque fois de venir vite au foot. Ça m'a rapproché un peu plus des autres jeunes parce que le foot permet de se rassembler. La M3Q un endroit très symbolique, parce qu'il y a beaucoup de liens qui se sont créés là. Mon rêve est qu'il y ait plus d'endroit comme ça pour accueillir les jeunes et aussi je rêve d'ouvrir ce genre d'endroit dans mon pays parce que les personnes dans mon pays ont vraiment besoins de ce genre d'endroit de partage.



Notre quotidien à la M3Q

La M3Q, c'est très important pour moi parce que c'est là où j'ai rencontré la personne qui m'aide dans tous les trucs là, ... j'ai déjà appris plein de choses, la culture française, la nourriture, comment vivre en France, j'ai découvert de nouvelles personnes, toutes les familles, tout ça c'est grâce à la M3Q, si je n'étais pas venu là, ça n'aurait pas été possible. Quand j'ai commencé à venir à la M3Q, on a commencé à faire les ateliers avec tous les jeunes, on avait des ateliers de dessin. J'ai dessiné les trucs qui sont très importants dans ma vie. C'est pour ça que j'ai pris cette photo-là. J'ai dessiné une maison de l'Afrique, parce qu'elle me rappelle ma culture – je voudrais apprendre la culture française, mais je voudrais aussi garder ma culture. Aussi, j'ai dessiné un ballon parce que j'aime bien jouer au foot, c'est mon sport préféré. J'ai dessiné aussi la lune, les étoiles, c'était pas quelque chose de spécifique, c'était juste « imagination » [le thème de l'atelier dessin], mais j'ai dessiné la lune et les étoiles et la mer parce que j'aime bien la nature.



Les couleurs

Grâce à la M3Q, j'ai appris à fabriquer certaines couleurs. Je n'aurais jamais su faire ça avant. Là il y a plus de 3 couleurs ! On prend le bleu, le rouge, le jaune, le rouge, le noir pour fabriquer certaines couleurs. [En parlant de quand il n'est pas à la M3Q]. Quand je me promène en général, je sais pourquoi je le fais, où je vais. La promenade, c'est inutile, j'aime pas ça. Puis ici j'ai pas les parents. Moi je suis mon conseiller. Et là, il y a personne à aller voir en particulier. Tout ce que tu dois faire, tu dois faire attention à toi. Je déteste les promenades inutiles, on ne sait pas ce qu'il peut se passer. Ici, on rigole tranquillement. Lui [en parlant de T] il est à Beaulieu aussi, auprès de moi. On a été confiés par l'ASE. Je vais bientôt commencer les études. Lui il a pas encore commencé. Lui, il aime pas trop parler, il est simple. Moi quand on me dit d'arrêter de rigoler, je reste tranquille. Ici, orange, blanc, vert ; c'est les couleurs de mon pays, la Côte d'Ivoire. Mon pote à fait pareil pour la Guinée.





Ma motivation

Il n'y a rien de symbolique sur l'image, mais en profondeur ça a une signification pour moi. Parce que ça me rappelle tout ce que ma mère m'a appris, le fait de me lever tôt le matin pour m'occuper ou l'aider pour certaines tâches de la maison. J'ai toujours vécu seul avec elle, dans les moments difficiles j'ai appris beaucoup en vivant avec elle. C'est la première personne qui m'a soutenu, quelque soit le moment, dans tout ce que j'ai fait. Elle m'a tout donné. Actuellement nous sommes en froid à cause de ma situation parce que je suis parti sans son accord et elle a eu d'autres histoires avec la famille du coup je regrette mais ça me motive encore parce que je veux qu'elle soit fière de moi. Même si ici je me lève à l'heure à laquelle je veux, quand je me rappelle d'elle et de tout ce qu'elle m'a appris. Malgré la distance grâce à ça, je me rappelle d'elle et je mets en pratique tout ce qu'elle m'a appris et même si c'est dur, ça m'aide beaucoup et ça me donne la motivation pour me lever le matin. Parce que la situation qu'on vit ici fait qu'il est difficile de dormir et même de se lever.

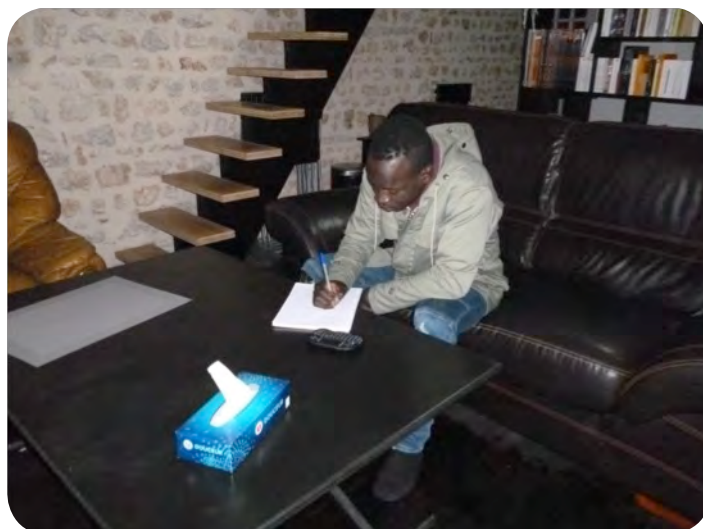
Religion

Moi en train de prier. C'est le moment où je me sens bien, où je me sens en relation avec Dieu. Pour moi c'est un moment qui me permet de devenir pieu. Pieu dans le sens du respect des droits de l'Homme. Etre dans le respect c'est normal. En ce moment, je dis tous mes soucis à Dieu, parce que je suis un homme croyant. Je veux m'adresser aux terroristes qui prennent l'islam pour faire des crimes alors que Dieu n'a jamais dit de tuer. Le prophète nous dit « ne fait pas du mécréant ton ennemi ». Puisque le prophète nous dit ça, il faut le faire, pour devenir un homme de respect.



École

J'étudie le cours de maths. Je voudrais être électricien en bâtiment, il faut que j'étudie pour avancer dans la vie. C'est très important d'étudier, on arrive à faire quelque chose de soi-même. On peut devenir un homme indépendant. J'étudiais chez moi, au Mali, je faisais les cours du soir avec des amis et des profs. J'ai obtenu mon BPC en candidat libre.



Réconfort

La Mosquée de Bruxerolles est un endroit où je me rends le vendredi pour la prière. C'est un endroit de rencontre, d'échange, qui permet de créer des contacts avec différentes personnes qu'on ne voit pas dans les autres endroits que l'on fréquente régulièrement. Pour aller à la mosquée c'est un seul chemin qui mène là-bas. On a l'habitude de se regrouper ou de se croiser dans le bus pour y aller ensemble. En dehors de la spiritualité, c'est un endroit d'harmonie, de communion et de partage. (Après la prière, il y a des repas qui sont partagés, des fruits). Pour moi, le fait d'aller faire la prière le vendredi est vraiment symbolique.



J'aime la France

Le grand cœur, c'est pour la France, j'ai écrit « j'aime la France ». J'avais jamais vu une asso comme la M3Q, l'ASE ou les Trois Cités en Côte d'Ivoire et même en Afrique ! En venant ici, je ne m'attendais pas à ça. J'ai beaucoup de respect pour les Français et je ne le cache pas. Grâce à la France, j'ai ma licence, je joue au foot, je vais à l'école ; j'ai pas de problème quoi. J'ai voulu montrer ma reconnaissance dans ce dessin. Là j'ai fait un soleil, pour montrer un pays brillant. Le « AW », j'ai oublié la signification. Là, la France bénie de Dieu, écrit « BNI ». Le grand cœur, c'est pour la France, j'ai écrit « j'aime la France ». J'avais jamais vu une asso comme la M3Q, l'ASE ou les Trois Cités en Côte d'Ivoire et même en Afrique ! En venant ici, je ne m'attendais pas à ça. J'ai beaucoup de respect pour les Français et je ne le cache pas. Grâce à la France, j'ai ma licence, je joue au foot, je vais à l'école ; j'ai pas de problème quoi. J'ai voulu montrer ma reconnaissance dans ce dessin. Là j'ai fait un soleil, pour montrer un pays brillant. Le « AW », j'ai oublié la signification. Là, la France bénie de Dieu, écrit « BNI ».



Crédit : Eddy Vaccaro

{LU, VU ET ENTENDU}

Loin de s'arrêter aux frontières académiques, la thématique des jeunes en migration suscite l'intérêt d'acteurs aux profils variés et aux productions protéiformes (romans, films de fiction, films documentaires, musique, reportages...). L'objectif de cette rubrique est de présenter et de rendre compte de celles qui ont retenu notre attention et notre adhésion.

LU

Fatou Diome : « Celles qui attendent »

Flammarion, Paris, 2010, 286 pages

COMPTE RENDU RÉALISÉ PAR AMADOU BA

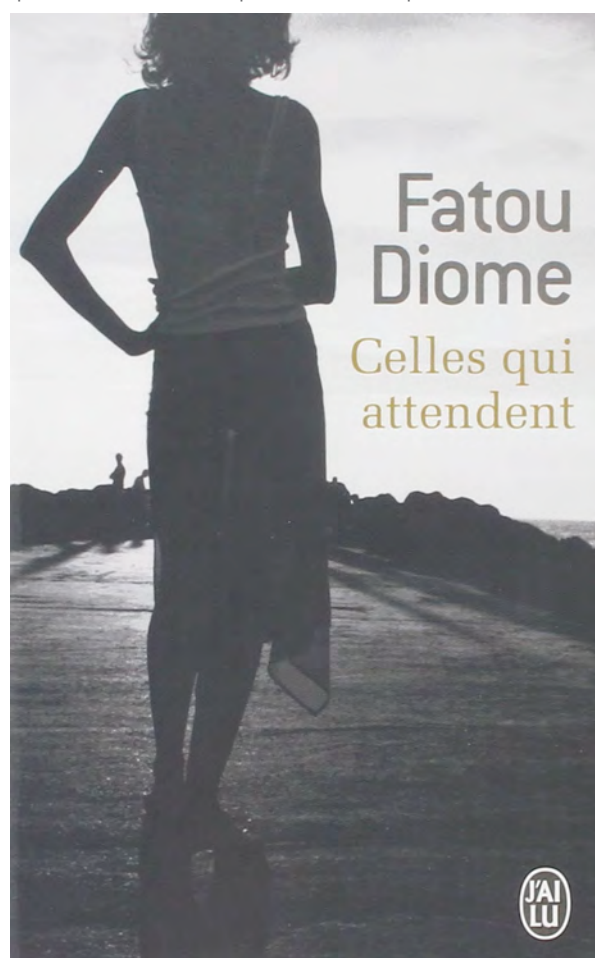
Le roman est une fiction a-t-on l'habitude de dire, mais peut-on en dire pareil, avec la même rigueur, quand il décrit avec une précision chirurgicale une réalité, un vécu, le contexte social d'une communauté. L'histoire se passe quelque part au centre ouest du Sénégal, dans un petit village de pêcheurs sérères¹, dans le Sine Saloum. « Celles qui attendent » est le titre du roman, qui, comme l'intitulé le laisse deviner, décrit le quotidien des femmes et épouses de deux jeunes partis clandestinement à bord d'une pirogue en Espagne. Arame et Bougna les mères, Coumba et Daba les épouses des deux jeunes aventuriers : Lamine et Issa.

Arame et Bougna se connaissent depuis toujours, elles sont de la même classe d'âge, elles partagent leurs quotidiens, leurs misères, leurs peines, et leurs projets, mais, ne sont pas dans les mêmes situations matrimoniales. Bougna est dans un ménage polygame, et doit se battre tous les jours pour préserver sa dignité devant la concurrence déloyale que lui inflige sa coépouse, dont les fils ont de très belles situations financières ; Arame n'est quant à elle pas préoccupée par la concurrence d'une coépouse, mais doit tous les jours porter le fardeau qu'est son « grabataire » de mari, rescapé de guerre, ainsi que ses petits enfants dont le papa est décédé.

Lamine, le fils aîné de Bougna et Issa l'unique fils d'Arame, sont tous deux pêcheurs, ils sont jeunes, vigoureux et entreprenants mais butent devant un système qui ne leur donne pas leur chance, entre la pêche qui n'est pas tout le temps lucrative et les petits boulots à Dakar improbables.

Il est très difficile pour les deux mères de cacher leurs misères et leurs galères dans une île qui est « caisse de résonance où toute information tourbillonne et finit par entrer dans toutes les oreilles. Le vent murmurant dans les palissades, et tout s'ébruitait » (p. 149). Dans ce village où toutes les maisons sont grandement ouvertes, même si on n'avait pas l'âme espionne on pouvait facilement

voir ses voisins vaquer à leurs occupations. C'est Bougna qui déclencha les hostilités en apprenant que les fils de sa coépouse allaient partir en occident



pour continuer leurs études par le biais de bourses étrangères. Cette information retentissait dans ses oreilles comme l'ultime humiliation, ajoutée à sa misère qu'elle vit au quotidien. C'est elle donc qui proposa à Arame ce projet tant risqué d'envoyer leurs fils en Espagne en leur payant un billet dans les pirogues, bien vrai que Lamine et Issa y avaient déjà pensé, ce souhait de leurs mamans venait les reconforter dans la concrétisation de leur projet. Les jours allant, les deux mamans s'affairaient à réunir avec tout le mal du monde, la somme nécessaire pour le départ de leurs fils.

¹ Ethnie du Sénégal parlant la langue sérère, dont est originaire le poète et premier président du Sénégal Léopold Sédar Senghor.

Les deux jeunes partiront sans avertir leurs mamans, l'attente sera alors insoutenable pour les deux femmes, jusqu'aux premières nouvelles les annonçant sains et saufs en Espagne. Issa et Lamine avec tous les rouages de la vie Occidentale, attendront cinq ans avant de retourner dans leur village natale, l'un avec une femme blanche, l'autre trouvant avec sa femme un fils dont il n'est pas le père mais qu'il accepte quand même d'adopter.

Ce roman décrit une facette de la migration peu documentée dans le milieu de la recherche sur les migrations internationales : d'abord à quel point la vie sociétale et le regard des uns et des autres dans les sociétés africaines constitue une condamnation à la réussite pour tous ces jeunes que le système a oublié et qui, pour réhabiliter l'image de leurs mères et femmes, sont prêts à tous les sacrifices ; ensuite la souffrance de « celles qui attendent » qui au-delà du facteur économique, déplorent cette absence criarde de l'attendrissement d'un mari, et de l'amour d'un enfant.

VU

Entretien avec Rachid Oujdi, réalisateur du film- documentaire « J'ai marché jusqu'à vous- récits d'une jeunesse exilée »



J'ai marché jusqu'à vous, Comic Strip Production en coproduction avec France Télévisions et LCP Assemblée Nationale. Prix du Public du meilleur long métrage, Festival de cinéma pour les Droits Humains, 2017, Amnesty International ; Prix média 2017 Enfance Majuscule.

JMM : Bonjour Rachid. Ton film « J'ai marché jusqu'à vous » a constitué un excellent document, un coup de poing sur la table, qui a largement contribué à dénoncer et rendre visibles toute une série de pratiques institutionnelles concernant l'accueil et la prise en charge des mineurs migrants isolés qui sont aux marges ou directement

contraires aux postulats de la législation internationale (Convention internationale des droits de l'enfant) et nationale (normes en matière de la protection de l'enfance). À la vue du succès et la très large diffusion du film, quelle est selon toi la force particulière du format vidéo par rapports à d'autres formats d'enquêtes pour dénoncer les violations de droits humains concernant les personnes migrantes ?

Rachid Oujdi : Je pense que la culture de l'image est ancrée aujourd'hui et qu'elle soit cinématographique ou télévisuelle, de fiction ou documentaire, elle est devenue plus accessible pour le plus grand nombre. En un temps limité, le spectateur découvre à travers le prisme d'un auteur un sujet, une thématique qui, parfois, a pu demander plusieurs mois, plusieurs années de travail. Le résultat de ce travail est condensé en une heure ou une heure trente, ensuite à chacun de se faire son point de vue. Les autres formats d'enquêtes peuvent paraître moins accessibles pourtant, de mon point de vue, ils sont essentiels. Le fait aussi que les protagonistes soient incarnés, qu'ils se racontent, donne une autre dimension à la compréhension de la thématique abordée. Et sur ce film en particulier, on y découvre des enfants, des jeunes adolescents et il arrive que le spectateur s'identifie : et si c'était mon enfant, mon frère, mon fils ! L'incarnation et l'identification donnent cette force particulière.

JMM : Le film découvre les limites de l'accueil de cette population dans la ville de Marseille en 2015, notamment l'absence d'accueil provisoire d'urgence (mise à l'abri) des jeunes pendant la phase que l'on appelle d'évaluation sociale et la situation

des jeunes mineurs qui se trouvent dans la rue. Quel a été ton sentiment au moment de découvrir cette réalité sur le terrain ?

RO : Justement, j'avais beaucoup lu de travaux en amont, j'ai également participé à des colloques, et j'ai surtout écouté les professionnels de terrain. Je me suis fait une idée globale de la situation, je me doutais bien de certaines choses, mais une fois en immersion, parce que j'étais face au quotidien de ces jeunes et des professionnels de terrain, j'étais très choqué de ce que je découvrais. Ça me semblait bien pire car in situ, tout est incarné, on n'est plus à s'imaginer d'après ce qu'on a pu entendre ou lire, on le vit. J'étais désabusé dans un premier temps. Il fallait que je me décentre pour bien comprendre tous les enjeux. Il fallait que je me place du point de vue du travailleur social et du point de vue du jeune. Je me disais, à chaque jour de tournage, que je n'aimerais pas être à la place du travailleur social, coincé dans un étai, dans une injonction paradoxale. Je me suis rendu compte de cette violence institutionnelle infligée aux jeunes, bien évidemment, mais aussi aux personnes de terrain. J'ai tourné sur un an pour plusieurs raisons, la première d'entre elles : pouvoir prendre du recul, ne pas être happé par les situations insupportables que je découvrais. Prendre du recul, de la distance cela ne veut pas dire être indifférent.

JMM : Est-ce que la situation à Marseille a évolué depuis le tournage ?

RO : Oui, malheureusement, d'un point de vue institutionnel en pire ! Après le tournage, une mise à l'abri temporaire a été mise en place par le département pouvant accueillir jusqu'à vingt jeunes. En dehors du fait que ce nombre reste insuffisant, d'autres problématiques se sont rajoutées. Il y a de plus en plus de jeunes qui arrivent à Marseille, envoyés par d'autres départements, alors qu'ils y étaient à l'abri. Certains jeunes que j'ai pu rencontrer racontent le même schéma : à l'abri, l'éducateur référent vient lui signifier qu'il ira en foyer à Marseille. Le jeune est accompagné au train, arrivé à Marseille personne ne l'attend sur le quai de la gare. Il n'a pas de noms de personnes à contacter, pas d'adresse de structure et se retrouve, de nouveau, à la rue. Au moment du tournage, je n'ai pas rencontré ce genre de situation. Il y a aussi le cas d'un jeune mineur qui était sur Marseille et qui a été envoyé sur le département de la Creuse. Une fois sur place, donc à l'abri, scolarisé, des tests osseux ont été faits ce qui, dans ce cas précis, est illégal puisqu'ils remettent en question la décision

préalable du juge des enfants. Et bien évidemment ce test aléatoire qui permet des interprétations abusives a pu permettre au département de la Creuse de sortir du dispositif de protection ce jeune qui est revenu sur Marseille. Aujourd'hui le département lui doit une somme importante d'argent du fait des condamnations successives. Ça aussi depuis le tournage, ça a évolué : les montants d'argent de plus en plus importants suite aux astreintes financières demandées au Conseil départemental qui préfère être condamné plutôt que de mettre à l'abri de façon convenable. Du cynisme nous sommes passés à l'indécence. Certains départements, parfois, annoncent le coût de la prise en charge de ces jeunes exilés au lieu de parler de façon globale, à savoir le coût de la mise à l'abri pour tout mineur isolé, sans distinction. Mais ces mêmes départements taisent le montant global des astreintes financières qui concernent ces jeunes exilés. Ce qui a évolué aussi, c'est la prise de conscience des citoyens dont certains sont devenus des hébergeurs, de façon ponctuelle ou sur la durée.

JMM : Est-ce que tu continues en contact avec certains des jeunes migrants qui apparaissent dans le film ? Est-ce qu'ils vont bien ?

RO : Pour différentes raisons, je n'ai plus trop de nouvelles des jeunes du film. J'en ai par les gens de terrain qui les côtoient, par les éducateurs où par les psychologues et médecins qui ont pu les suivre, un temps. Et, il m'est arrivé d'en croiser dans Marseille. Et puis d'autres jeunes ont pris leurs places et nous sommes devenus, avec mon épouse, des « hébergeurs solidaires ».

JMM : Finalement, quelles propositions ferais-tu à l'Etat et aux départements pour avancer dans un accueil digne et respectueux des droits fondamentaux de cette population ?

RO : En faisant le tour de France avec ce film, j'ai pu réaliser à quel point il y avait des disparités sur le territoire au niveau de la prise en charge de ces jeunes exilés. D'un côté la protection de l'enfance est confiée à chaque département, de l'autre la cellule nationale (*Mission Mineurs non accompagnés au sein du Ministère de la Justice, note de la rédaction*) « ventile » ces jeunes d'un département à l'autre, donnant le sentiment d'une non concertation. Et puis, ici et là, se mettent en place des initiatives locales pour tenter de palier au dysfonctionnement de l'institution. Parfois, les choses se font en concertation avec le Conseil

départemental, les associations, les collectifs citoyens, les réseaux militants. D'autres fois, les choses s'organisent en opposition, chacun défendant son point de vue, de l'endroit où il se trouve et entre posture et imposture ce sont les jeunes qui subissent ces règlements de comptes. Certains départements rejettent la faute sur l'Etat, d'autres essaient de trouver des solutions face à l'urgence de la situation. Et certaines structures répondent à des appels d'offres en sachant qu'elles ne pourront assurer correctement la mission confiée. Mais dans tous ces cas de figure, où se trouve « l'intérêt supérieur de l'enfant » si souvent évoqué ? Pour un accueil digne et respectueux, il faut revoir plusieurs choses. Il ne s'agit pas seulement de mettre à l'abri ces jeunes, il faut un projet éducatif, un environnement bienveillant, un suivi psychologique pour certains du fait des traumatismes subis durant le voyage. A l'initiative de mon épouse, également à l'origine du film, nous avons pu accueillir des jeunes chez nous. Dans un premier temps, parce que la situation devenait insupportable sur Marseille en les voyant livrés à eux mêmes plusieurs mois avant une mise à l'abri. Ensuite parce que le film a donné envie à de nombreuses familles d'héberger, gracieusement, chez eux. Certaines de temps en temps, d'autres sur une plus longue durée. Nous avons été la première « famille accueillante bénévole » du département, à la demande du juge pour enfants. Depuis plus d'un an, nous avons un jeune qui vit de façon permanente à la maison et un second

qui vient les week-ends en pendant les vacances puisque nous avons obtenu un « droit de visite et d'hébergement ». C'est un changement de vie pour tout le monde, un enrichissement extraordinaire. Je ne dis pas que c'est la solution idéale ou miraculeuse mais je crois à ce type de procédé à condition que les familles soient encadrées, suivies par des professionnels. Il y a de plus en plus de familles citoyennes qui accueillent chez elles. Vivre au quotidien dans une famille est pour le jeune un accélérateur « d'intégration ». Nous voyons, du fait des deux exemples que nous avons sous les yeux la différence entre le jeune qui est en foyer et qui vient à la maison les week-ends et celui qui vit chez nous quotidiennement. L'apprentissage de la langue, des us et coutumes, le suivi des cours ne se fait pas de la même façon. Je pense que du fait de manque de places, du manque de budget, sans pour autant proposer du « low cost » pour la prise en charge de ces jeunes, le principe des hébergeurs citoyens pourrait être une solution, du fait de l'urgence de la situation.

JMM : Merci Rachid et félicitations pour la qualité de ton film et pour ta générosité et ton effort pour sensibiliser le public sur la problématique de la migration indépendante de mineurs !

ENTENDU

«A plus d'une voix»: permettre l'émergence d'une autre parole par le biais d'ateliers radiophoniques avec des personnes en exil

SÉRÉNA NAUDIN

KARINE GATELIER (CHERCHEURE ASSOCIÉE PACTE)

ANTHROPOLOGUES

ASSOCIATION MODUS OPERANDI¹, GRENOBLE

L'atelier radiophonique A plus d'une voix a été créé en 2016 et se déroule dans le plus avancé des cours de français de l'association Accueil Demandeurs d'Asile (ADA) à Grenoble. Il propose à ses participants d'échanger sur des sujets de leur choix à travers des débats entre eux et des interviews avec des invités. Ces échanges sont enregistrés puis montés et présentés dans des émissions radio.

L'idée de ces ateliers est née de l'expérience de ses deux créatrices en tant que bénévoles à l'association ADA qui aide les personnes à préparer leur récit pour l'OFPRA² et la CNDA³ et en tant que chercheuses en anthropologie. Un des premiers constats tient à la contrainte pour les personnes qui demandent l'asile de se raconter selon des attentes définies par les institutions qui



Dessins : Mélina Vigneron

sont en charge de juger l'asile. Le récit attendu pour la demande d'asile se limite à la description de son parcours autour de persécutions et menaces qui ne permet que l'émergence d'une parole souffrante voire victimaire ; qui plus est, dans une conception très codifiée de ce que doivent être les menaces. De cette manière, il n'est pas permis d'aborder d'autres aspects aussi importants dans une trajectoire singulière : causes géopolitiques, conditions d'accueil, société française, etc. Un autre constat fondamental a établi que ces personnes se trouvent dans des relations asymétriques du fait de leur position d'aidé et d'étranger. Elles font face à des rapports de pouvoir habituellement en leur défaveur : dans la relation d'aide dans des associations, dans la situation de dépendance car les personnes en demande d'asile ne sont pas autorisées à travailler, dans le jugement et les décisions sur leur sort administratif dans les institutions, dans la maîtrise du français, etc. Cette asymétrie correspond également à une injonction à se raconter jusque dans son intimité, à se justifier de tout. Dans ce contexte, nombreuses sont les personnes en demande d'asile qui témoignent de la difficulté à créer du lien social avec les personnes installées en France.

1 Modus Operandi fait de la recherche et de formation sur la violence et le conflit. Plus d'information sur <http://blog.modop.org>

2 Office Français pour les Réfugiés et les Apatrides.

3 Cour Nationale du Droit d'Asile.

C'est pourquoi, en tant que chercheuses, nous nous efforçons de développer de nouvelles méthodologies pour dépasser le rapport de pouvoir du chercheur avec le « cherché »⁴. Il s'agit d'expérimenter de nouvelles façons de produire de la connaissance en articulant une diversité des savoirs. Plutôt que l'idée d'un recueil de données habituellement organisé



dans la recherche de terrain, il s'agit de changer le rôle des personnes concernées par la recherche en instaurant un échange de savoirs.

Les ateliers radiophoniques sont menés avec une pédagogie au croisement de la méthodologie qualitative de l'anthropologie et des outils de l'éducation populaire. L'idée originale est d'inverser les rôles : les participants qui sont généralement celles et ceux à qui sont posées les questions, deviennent à leur tour intervieweurs. Ils sont formés à la base de la technique radiophonique : prise de son et méthodologie de l'interview. Il s'agit tout d'abord de faire émerger le débat, les interrogations et la prise de parole entre les participants. A partir de ces échanges, nous définissons collectivement les sujets et les questions que nous souhaitons aborder avec nos invités. Dans la pratique, les grilles de questions que nous préparons ne servent que pour lancer une interview ou mettre en confiance ; les intervieweurs s'en détachent rapidement pour rebondir aux réponses et approfondir les idées amenées par le dialogue. Les lieux des interviews varient en fonction des invités. Nous avons par exemple réalisé des interviews dans un lycée.

L'outil radio est pensé comme une opportunité pour faire des rencontres que les personnes en demande d'asile n'auraient pas eu l'occasion de faire, de partager des points de vue et des opinions, ou de les confronter, de faire émerger des interrogations, de témoigner et d'entrer en débat. Il ne s'agit pas d'un travail journalistique. Les interviews avec les invités sont l'occasion d'entrer en dialogue avec des personnes qui représentent les établis de la société, c'est-à-dire celles et ceux qui sont installés en France.

Dans un second temps, les enregistrements radiophoniques sont montés en objets

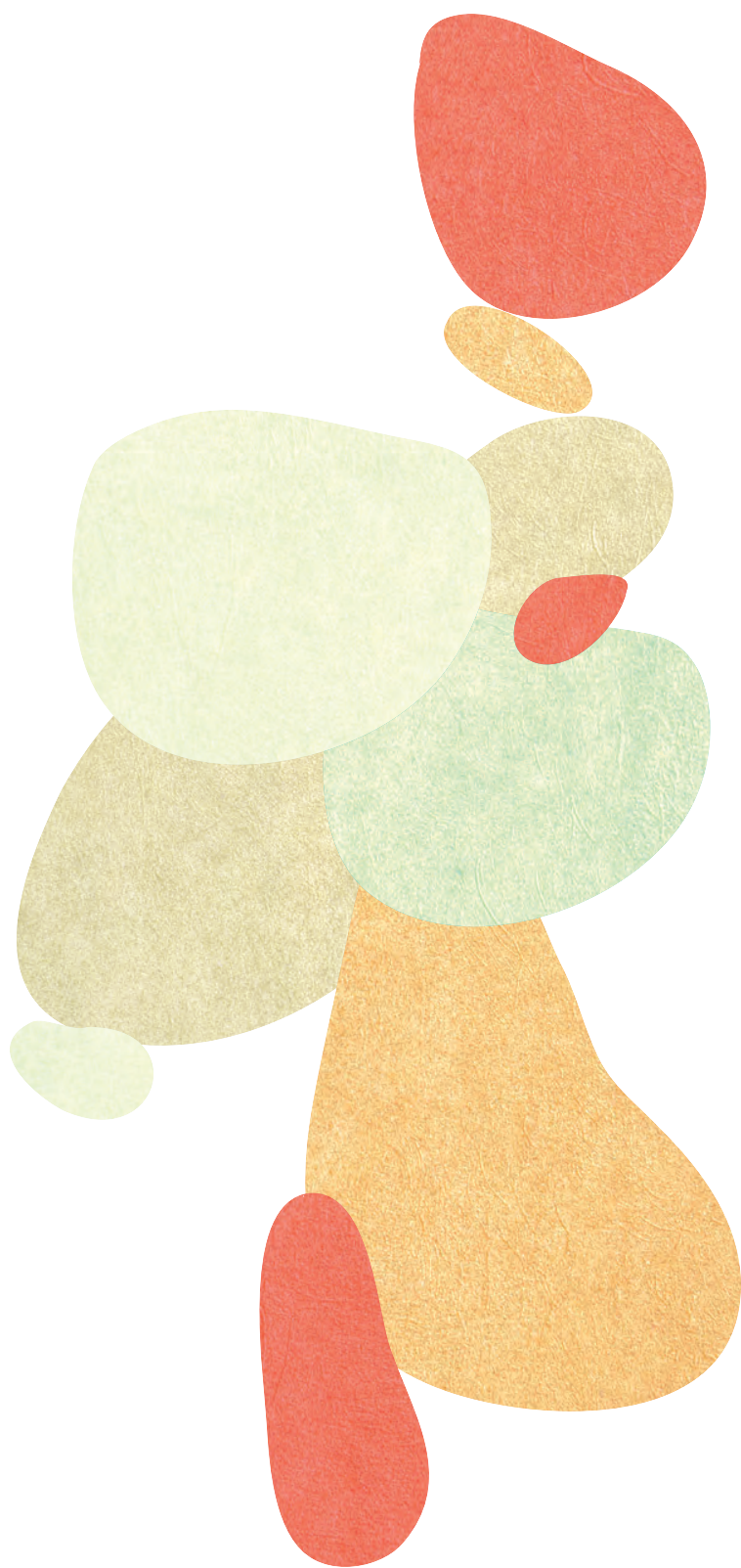
sonores : émissions et promenades sonores. Leur présentation en public fait aussi partie de la méthodologie car c'est le moment où les participants qui sont présents peuvent prendre conscience que leur parole est écoutée par d'autres, voire échanger avec le public s'ils le souhaitent. Les échanges qui suivent alimentent notre réflexion et les conversations dans les ateliers, par la suite. Les promenades sonores constituent une immersion en marchant dans la ville munis d'écouteurs. L'auditeur écoute des paroles et des ambiances issues des ateliers radio en traversant un quartier de la ville. Il ne s'agit pas d'une visite guidée mais plutôt d'une expérience où l'auditeur associe des impressions entre ce qu'il voit, ce qu'il entend, ce qu'il ressent. Les émissions sont également diffusées sur des radios locales comme par exemple Radio Campus Grenoble, fréquence sur laquelle nous avons aussi réalisé des émissions en direct.

Pour les participants, l'atelier offre un espace d'expression libre où ils peuvent discuter de sujets autres que les préoccupations premières des personnes en demande d'asile. En échangeant sur des sujets d'intérêt commun avec des établis, ils se sentent mieux appartenir à la vie locale et participer au débat public. Enfin, là, ils peuvent dire « non » et refuser de répondre à certaines questions, concernant notamment le vécu personnel. Dans le climat d'injonctions à se justifier d'être parti, d'être là ... c'est une possibilité indispensable. Les ateliers constituent également un espace pour améliorer leur français, créer des liens d'amitié, rencontrer des personnes qui proviennent d'horizons différents et partager des expériences. Les émissions radio sont vues comme un moyen d'informer sur leur situation, les obstacles traversés, les conditions de vie et les enjeux géopolitiques dans leurs pays d'origine. Pour nous, cette expérience est une source de réflexion et d'apprentissage infinie. Elle permet de remettre en question nos représentations, d'interroger les positions que nous avons dans la société et de construire du savoir collectivement.

Pour nous écouter : <https://audioblog.arteradio.com/blog/98862>

Contact : info@modop.org

⁴ Pierre Bourdieu, « Comprendre » in *La misère du monde*, Paris, Seuil, 1993.





Jeunes et Mineurs en Mobilité
Young people and Children on the Move

Revue électronique éditée par l'Observatoire de la Migration des Mineurs
Laboratoire MIGRINTER - Université de Poitiers - CNRS



N°4 - 2018

ISSN 2492-5349